J. publ. G.
716
t

J. publ. Germ.
716 t

Schmalz

Grund-Gesetze

des

teutschen Bundes.

Zum Handgebrauch

bei Vorlesungen über das teutsche Staats-Recht

des

Geheimen Rath Schmalz.

Berlin,
bei J. H. Cawitzel.
1825.

21 D

BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS.

Inhalt.

		Seite
I.	Auszug aus dem Pariser Frieden vom 30. Mai 1814.	1
II.	Auszug aus der Wiener Congreß-Acte vom 9. Juni 1815.	4
III.	Die Deutsche Bundes-Acte vom 8. Juni 1815. .	39
IV.	Wiener Schluß-Acte vom 15. Mai 1820. . .	53
V.	Provisorische Geschäfts-Ordnung, beschlossen am 14. November 1816.	70
VI.	Beschluß über die Austrägal-Instanz vom 16. Juni 1817.	78

Seite

VII. Bundes=Executions=Ordnung vom 3. August 1820. 82

VIII. Die vier und zwanzig Artikel der Kriegs=Verfassung des deutschen Bundes vom 9. April 1821. . . 87

IX. Nähere Bestimmung der Kriegs=Verfassung des deutschen Bundes vom 12. April 1821 und vom 11. Juli 1822. 90

I.

Auszug aus dem Pariser Frieden vom 30. Mai 1814.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de France et de Navarre, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème et ses allies, d'autre part, etc. — — —

— — — — —

Art. II.

Le royaume de France conserve l'intégritè de ses limites, telles qu'elles existoient à l'époque du 1. janvier 1792. Il recevra en outre une augmentation de territoire comprise dans la ligne de démarcation fixée par l'article suivant.

Art. III.

Du côté de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Italie, l'ancienne frontière, ainsi qu'elle existoit le 1. janvier 1792, sera retablie, en commançant de la mer du Nord, entre Dunkerque et Nieuport, jusqu'à la Méditerranèe, entre Cagnes et Nice, avec les rectifications suivantes:

1. Dans le département de Jemappes, les cantons de Dour, Merbes-le-Chateau, Beaumont et Chimay resteront à la France; la ligne de démarcation passera, là où elle touche le canton de Dour, entre ce canton et ceux de Boussu et Paturage, ainsi que, plus loin, entre celui de Merbes-le-Chateau et ceux de Binch et de Thuin.

2. Dans le département de Sambre et Meuse, les cantons de Valcourt, Florence, Beauraing et Gedinne appartiendront à la France; la démarcation, quand elle atteint ce départe-

ment, suivra la ligne qui sépare les cantons précités, du département de Jemappes et du reste de celui de Sambre et Meuse.

3. Dans le département de la Moselle, la nouvelle démarcation, là où elle s'écarte de l'ancienne, sera formée par une ligne à tirer depuis Perle jusqu'à Fremersdorf et par celle qui sépare le canton de Tholey du reste du département de la Moselle.

4. Dans le département de la Sarre, les cantons de Saarbruck et d'Arneval resteront à la France, ainsi que la partie de celui de Lebach, qui est située au midi d'une ligne à tirer le long des confins des villages de Herchenbach, Ueberhofen, Hilsbach et Hall en laissant ces differens endroits hors de la frontière françoise, jusqu'au point où, près de Querselle (qui appartient à la France), la ligne qui sépare les cantons d'Arneval et d'Ottweiler atteint celle qui sépare ceux d'Arneval et de Lebach; la frontière de ce côté sera forme par la ligne cidessus désignée, et ensuité par celle qui sépare le canton d'Arneval de celui de Bliescastel.

5. La forteresse de Landau, ayant formè, avant l'année 1792, un point isolé dans l'Allemagne, la France conserve au-delà de ses frontières une partie des départements du Mont-Tonnerre et du Bas-Rhin, pour joindre la forteresse de Landau et son rayon au reste du royaume. La nouvelle démarcation, en partant du point où, près d'Obersteinbach (qui reste hors des limites de la France), la frontière entre le département de la Moselle et celui du Mont-Tonnerre atteint le département du Bas-Rhin, suivra la ligne qui sépare les cantons de Weissenbourg et de Bergzabern (du côté de la France), des cantons de Pirmasens, Dahn et Anweiler (du côté de l'Allemagne), jusqu'au point où ces limites, près du village de Wolmersheim, touchent l'ancien rayon de la forteresse de Landau. De ce rayon, qui reste ainsi qu'il étoit en 1792, la nouvelle frontière suivra le bras de la rivière de la Queich, qui, en quittant ce rayon, près de Queichheim (qui reste à la France), passe près des villages de Merlenheim, Knittelsheim et Belheim (demeurant également fran-

çois), jusqu'au Rhin, qui continuera ensuite à former la limite de la France et de l'Allemagne.

Quant au Rhin, le Thalveg constituera la limite, de manière cependant que les changemens que subira par la suite le cours de ce fleuve n'auront à l'avenir aucun effet sur la propriété des isles qui s'y trouvent. L'état de possession de ces isles sera rétabli tel qu'il existoit à l'époque de la signature du traité de Lunéville. — — —

— — La France renonce à tous droits de souveraineté, de suzeraineté et de possession sur tous les pays et districts, villes et endroits quelconques situés hors de la frontière ci-dessus dèsignée, la principauté de Monaco étant toutefois replacée dans les rapports où elle se trouvoit avant le 1. janvier 1792.

Les cours alliées assurent à la France la possession de la principauté d'Avignon, du comtat Venaissin, du comté de Montbéliard et de toutes les enclaves qui ont appartenu autrefois à l'Allemagne, comprises dans la frontière si-dessus indiquée, quelles aient été incorporées à la France avant ou après le 1. janvier 1792.

Les puissances se réservent réciproquement la faculté entière de fortifier tel point de leurs états qu'elles jugeront convenable pour leur sûreté.

Pour éviter toute lésion de propriétès particulières et mettre à couvert, d'après les principes les plus libéraux, les biens d'invidus domiciliés sur les frontières, il sera nommé par chacun des états limitrophes de la France, des commissaires pour proceder, conjointement avec des commissaires françois, à la délimitations des pays respectifs.

Aussitôt que le travail des commissaires sera terminé, il sera dressé des cartes signées par les commissaires respectifs, et placé des poteaux qui constateront les limites réciproques.

Art. V.

La navigation sur le Rhin, du point où il devient navigable *jusqu'à la mer* et réciproquement, sera libre, de telle sorte qu'elle ne puisse être interdite à personne, et l'on s'occupera au futur congrès des principes d'après lesquels on

pourra regler les droits à lever par les états riverains, de la manière la plus égale et la plus favorable au commerce de toutes les nations.

Il sera examiné et décidé de même dans le futur congrès, de quelle manière, pour faciliter les communications entre les penples et les rendre toujours moins étrangers les uns aux autres, la disposition ci-dessus pourra être également étendue à tous les autres fleuves qui, dans leur cours navigable, séparent ou traversent differens états.

— — — — —

Art. VI.

— — Les états de l'Allemagne seront indépendans et unis par un lien fedératif. — —

II.

Auszug aus der Wiener Congreß-Acte vom 9. Juni 1815.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Les Puissances qui ont signè le traité conclu à Paris le 30. mai 1814, s'étant réunis à Vienne, en conformité de l'article 32 de cet acte, avec les princes et États leurs alliés, pour compléter les dispositions dudit traité, et pour y ajouter les arrangemens rendus nécessaires par l'état dans lequel l'Europe étoit restèe à la suite de la dernière guerre, desirant maintenant de comprendre, dans une transaction commune, les differens résultats de leurs négociations, afin de les revêtir de leurs ratifications réciproques, ont autorisé leurs plénipotentiaires à réunir dans un instrument général les dispositions d'un intérét majeur et permanent, et à joindre à cet acte, comme parties integrantes des arrangemens du congrès,

les traités, conventions, déclarations, réglemens et autres actes particuliers, tels qu'ils se trouvent cités dans le présent traité. Et ayant les susdites l'uissance nommé plénipotentiaires au congres, savoir:

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohéme: le sieur Clement-Wenceslas-Lothaire prince de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen etc. et le sieur Jean-Philippe, baron de Wessenberg etc. S. M. le roi d'Espagne et des Indes: Don Pierre Gomez Labrador etc. S. M. le roi de France et de Navarre: le sieur Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord etc. le sieur duc de Dalberg etc. le sieur comte Gouvernet de Latour-du-Pin etc. et le sieur Alexis, comte de Noailles etc. S. M. le roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande: le très-honorable Robert Stewart, vicomte Castlereagh etc. le très-excellent et très-illustre seigneur Arthur Wellesley, duc, marquis et comte de Wellington etc. le très-honorable Richard le Poër Trench, comte de Clancarty etc. le très-honorable Guillaume Shaw, comte Cathcart etc. et le très-honorable Charles-Guillaume Stewart, lord Stewart etc. S. A. R. le prince-regent du royaume de Portugal et de celui du Brésil: le sieur dom Pierre de Sousa-Holstein comte de Palmella etc. le sieur Antoine de Saldanha da Gama etc. et le sieur dom Joachim Lobo da Silveira etc. S. M. le roi de Prusse: le prince de Hardenberg, son chancelier d'État etc. et le sieur Charles-Guillaume, baron de Humboldt, son ministe d'État etc. S. M. l'empereur de toutes les Russies: le sieur André, prince de Rasumowsky etc. le sieur Gustave, comte de Stackelberg etc. et le sieur Charles Robert, comte de Nesselrode etc. S. M. le roi de Suède et de Norwège: le sieur Charles Axel, comte de Lowenhielm etc.

— — — — —

Art. 15.

S. M. le roi de Saxe renonce à perpétuité, pour lui et tous ses descendans et successeurs, en faveur de S. M. le roi de Prusse, à tous ses droits et titres sur les provinces, districts et territoires ou parties des territoires du royaume de Saxe désignés ci-après, et S. M. le roi de Prusse possédera ces pays

en toute souveraineté et propriété, et les réunira à sa monarchie. Les districts et territoires ainsi cédés seront séparès du reste du royaume de Saxe par une ligne qui fera désormais la frontière entre les deux territoires prussien et saxon, de manière que tout ce qui est compris dans la délimitation formée par cette ligne, sera restitué à S. M. le roi de Saxe, mais que S. M. renonce à tous les districts et territoires qui seroient situés au delà de cette ligne, et qui lui auroient appartenu avant la guerre.

Cette ligne partira des confins de la Bohême près de Wiese dans les environs de Seidenberg, en suivant le courant du ruisseau Willich jusqu'à son confluent avec la Neisse.

De la Neisse elle passera au cercle d'Eigen entre Tauchritz venant à la Prusse, et Bertschoff restant à la Saxe; puis elle suivra la frontière septentrionale du cercle d'Eigen jusqu'à l'angle entre Paulsdorf et Obersohland; de là elle sera continuée jusqu'aux limites qui séparent le cercle de Görlitz de celui de Bautzen, de manière que Ober-, Mittel- et Nieder-Sohland, Olisch et Radewitz restent à la Saxe.

La grande route de poste entre Görlitz et Bautzen sera à la Prusse jusqu'aux limites des deux cercles susdits. Puis la ligne suivra la frontière du cercle jusqu'à Dubrake; ensuite elle s'étendra sur les hauteurs à la droite du Löbauer-Wasser, de manière que ce ruissaeu, avec ses deux rives et les endroits riverains jusqu'à Neudorf, restent, avec ce village, à la Saxe.

Cette ligne retombera ensuite sur la Sprée et le Schwartzwasser; Liska, Hermsdorf, Ketten et Solchdorf passent à la Prusse.

Depuis la Schwarze-Elster, près de Solchdorf, on tirera une ligne droite, jusqu'à la frontière de la seigneurie de Königsbruck près de Gross-Gräbchen. Cette seigneurie reste à la Saxe, et la ligne suivra la frontière septentrionale de cette seigneurie jusqu'à celle du bailliage de Grossenhayn dans les environs d'Ortrand. Ortrand et la route depuis cet endroit par Merzdorf, Stolzenhayn, Gröbeln à Mühlberg, avec les villages que cette route traverse, et de manière qu'aucune partie de ladite route ne reste hors du territoire prussien,

passent sous la domination de la Prusse. La frontière, depuis Gröbeln, sera tracée jusqu'à l'Elbe, près de Fichtenberg, et suivra celle du bailliage de Mühlberg. Fichtenberg vient à la Prusse.

Depuis l'Elbe jusqu'à la frontière du pays de Mersebourg, elle sera réglée de manière que les bailliages de Torgau, Eilenbourg et Delitsch passent à la Prusse, et ceux d'Oschatz, Wurzen et Leipsick restent à la Saxe. La ligne suivra les frontières de ces bailliages, en coupant quelques enclaves et demi-enclaves. La route de Mühlberg à Eilenbourg sera en entier sur le territoire prussien.

De Podelwitz, appartenant au bailliage de Leipsick et restant à la Saxe, jusqu'à Eytra, qui lui reste également, la ligne coupera le pays de Mersebourg, de manière que Breitenfeld, Hänichen, Gross- et Klein-Dolzig, Mark-Ranstädt et Knaut-Nauendorf restent à la Saxe; Modelwitz, Skeuditz, Klein-Libenau, Alt-Ranstädt, Schköhlen et Zetschen passent à la Prusse.

Depuis là, la ligne coupera le bailliage de Pegau, entre le Flossgraben et la Weisse-Elster. Le premier, du point où il se sépare au-dessus de la ville de Crossen (qui fait partie du bailliage de Haynsbourg), de la Weisse-Elster, jusqu'au point où, au-dessous de la ville de Mersebourg, il se joint à la Saale, appartiendra dans tout son cours entre ces deux villes, avec ses deux rives, au territoire prussien.

De là, où la frontière aboutit à celle du pays de Zeitz, elle suivra celle-ci jusqu'à celle du pays d'Altenbourg près de Luckau.

Les frontières du cercle de Neustadt, qui passe en entier sous la domination de la Prusse, restent intactes.

Les enclaves du Voigtland dans les pays de Reuss, savoir: Gefäll, Blintendorf, Sparenberg et Blankenberg, se trouvent comprises dans le lot de la Prusse.

Art. 16.

Les provinces et districts du royaume de Saxe, qui passent sous la domination de S. M. le roi de Prusse, seront désignés sous le nom de duché de Saxe, et S. M. ajoutera à ses titres, ceux de duc de Saxe, landgrave de Thuringue, mar-

grave des deux Lusaces, et comte de Henneberg. S. M. le roi de Saxe continuera à porter le titre de margrave de la Haute-Lusace. S. M. continuera de même, relativement et en vertu de ses droits de succession éventuelle sur les possessions de branche Ernestine, à porter ceux de landgrave de Thuringue, et comte de Henneberg.

Art. 17.

L'Autriche, la Russie, la Grande-Bretagne et la France, garantissent à S. M. le roi de Prusse, ses descendans et successeurs, la possession des pays désignés dans l'article 15, en toute propriété et souveraineté.

Art. 18.

S. M. I. et R. A. voulant donner à S. M. le roi de Prusse une nouvelle preuve de son désir d'écarter tout objet de contestation future entre les deux cours, renonce, pour elle et ses successeurs, aux droits de suzeraineté sur les margraviats de la Haute et Basse-Lusace, droits qui lui appartiennent en sa qualité de roi de Bohême, en autant qu'ils concernent la partie de ces provinces qui a passé sous la domination de S. M. le roi de Prusse, en vertu du traité conclu avec S. M. le roi de Saxe à Vienne, le 18 mai 1815.

Quant au droit de réversions de S. M. I. et R. A. sur ladite partie des Lusaces, réunie à la Prusse, il est transferé à la maison de Brandebourg actuellement régnante en Prusse, S. M. I. et R. A. réservant pour elle et ses successeurs la faculté de rentrer dans ce droit, dans le cas d'extinction de ladite maisons régnante.

S. M. I. et R. A. renonce également, en faveur de S. M. prussienne, aux districts de la Bohême enclavés dans la partie de la Haute-Lusace, cédée par se traité du 18 mai 1815 à S. M. Prussienne, lesquels renferment les endroits Güntersdorf, Traubentränke, Neukretschen, Nieder-Gerlachsheim, Winckel et Ginckel, avec leurs territoires.

Art. 19.

S. M. le roi de Prusse et S. M. le roi de Saxe, désirant écarter soigneusement tout objet de contestation ou de discussion future, renoncent, chacun de son côte, et réciproque-

ment en faveur l'un de l'autre, à tout droit ou prétention de féodalité qu'ils exerceroient ou qu'ils auroient exercé au delà des frontières fixécs par le présent traité.

Art. 20.

S. M. le roi de Prusse promet de faire regler tout ce qui peut regarder la propriété ou les interéts des sujets respectifs, sur les principes les plus libéraux. Le présent article sera particulièrement appliqué aux rapports des individus qui conservent des biens sous les deux dominations, prussienne et saxonne, au commerce de Leipsick, et à tous les autres objets de la même nature; et pour que la liberté individuelle des habitans, tant des provinces cédées que des autres, ne soit point gênée, il leur sera libre d'émigrer d'un territoire dans l'autre, sauf l'obligation du service militaire, et en remplissant les formalités requises par les lois. Ils pourront également exporter leurs biens sans être sujets à aucun droit d'issue ou de detraction. (Abzugsgeld.)

Art. 21.

Les communautés, corporations et établissemens religieux et d'instrction publique qui existent dans les provinces et districts cédés par S. M. le roi de Saxe à la Prusse, ou dans les provinces et districts qui restent à S. M. saxonne, conserveront, quel que soit le changement que leur destination puisse subir, leurs propriétés, ainsi que les redevances qui leur appartiennent d'après l'acte de leur fondation, ou qui ont été acquises depuis par eux, par uu titre valable devant les lois, sous les deux dominations, prussienne et saxonne, sans que l'administrations et les revenus à percevoir puissent être molestés ni d'une part ni de l'autre, en ce conformant toutefois aux lois, et en supportant les charges auxquelles toutes les propriétés ou redevances de la même nature sont sujettes dans le territoire dans lequel elle se trouvent.

Art. 22.

Aucun individu domicilié dans les provinces qui se trouvent sous la domination de S. M. le roi de Saxe, ne pourra, non plus qu'aucun individu domicilié dans celles qui passent par le présent traité sous la domination de S. M. le roi de

Prusse, être frappé dans sa personne, dans ses biens, rentes, penslons et revenues de tont genre, dans son rang et ses dignités, ni poursuivi, ni recherché en aucune façon quelconque pour aucune part qu'il ait pu, politiquement ou militairement, prendre aux évèmens qui ont eu lieu depuis le commencement de la guerre terminée par la paix conclue à Paris le 30 mai 1814. Cet article s'étend également à ceux qui, sans être domiciliés dans l'une ou dans l'autre partie de la Saxe, y auroient des biensfonds, rentes pensions ou revenus, de quelque nature qu'ils soient.

Art. 13.

S. M. le roi de Prusse étant rentrée, par une suite de la dernière guerre, en possession de plusieurs provinces et territoires qui avoient été cédés par la paix de Tilsit, il est reconnu et déclaré, par le présent article, que S. M., ses héritiers et successeurs possèderont de nouveau, comme auparavant, en toute souveraineté et propriété, les pays suivans, savoir:

La partie de ses anciennes provinces polonoises désignées à l'article 2;

La ville de Dantzick et son territoire, tel qu'il a été fixé par le traité de Tilsit;

Le cercle de Cottbus;

La Vieille-Marche;

La partie du duché de Magdebourg sur la rive gauche de l'Elbe avec le cercle de la Saale;

La principauté de Halberstadt avec les seigneuries de Derenbourg et de Hassenrode;

La ville et le territoire de Quedlinbourg, sons la réserve des droits de S. A. R. madame la princesse Sophie-Albertine de Suède, abbesse de Quedlinbourg, conformément aux arrangemens faits en 1803.

La partie prussienne du comté de Mansfeld;

La partie prussienne du comté de Hohenstein;

L'Eichsfeld;

La ville de Nordhausen avec son territoire;

La ville de Mühlhausen avec son territoire;

La partie prussienne du district de Treffurth avec Dorla;

La ville et le terrîtoire d'Erfurth, à l'exception de Klein-Brembach et Beelstedt, enclaves dans la principauté de Weimar, cédés au grand-duc de Saxe-Weimar par l'article 39;

Le bailliage de Wandersleben, appartenant au comté de Untergleichen;

La principaute de Paderborn avec la partie prussienne des bailliages de Schwallenberg, Oldenbourg et Stoppelberg, et de jurisdictions (Gerichte) de Hagendorn et d'Odenhausen, situés dans le territoire de Lippe;

Le comté de Marck, avec le partie de Lippstadt qui y appartient;

Le comté de Werden;

Le comté d'Essen;

La partie du duché de Clèves sur la rive droite du Rhin avec la ville et forteresse de Wesel; la partie de ce duché située sur la rive gauche, se trouvant comprise dans les provinces spécifiées à l'article 25;

Le chapitre sécularisé d'Elten;

La principauté de Munster, c'est-à-dire la partie prussienne du ci-devant évéché de Munster, à l'exception de ce qui a eté cédé à S. M. Britannique roi d'Hanovre, en vertu de l'aıticle 28;

La prévôté sécularisée de Cappenberg;

Le comté de Tecklenbourg;

Le comté de Lingen, à l'exception de la partie cédée par l'art. 27 au royaume d'Hanovre;

La principauté de Minden;

Le comté de Ravensberg;

Le chapitre sécularisé de Herford;

La principauté de Neufchâtel avec le comté de Valengin, tels que leurs frontières ont été rectifiées par le traité de Paris et par l'article 76 du présent traité général.

La même disposition s'étend aux droits de souveraineté et de suzeraineté sur le comté de Wernigerode, à celui de haute protection sur le comté de Hohen-Limbourg et à tous les autres droits ou prétentions quelconques que S. M. Prus-

sienne a possédés et exercés avant la paix de Tilsit, et auxquelles elle n'a point renoncé par d'autres traités, actes ou conventions.

Art. 24.

S. M. le roi de Prusse réunira à sa monarchie en Allemagne, en-deçà du Rhin, pour être possédés par elle et ses successeurs, en toute propriété et souveraineté, les pays suivans; savoir:

Les provinces de la Saxe désignées dans l'article 15, à l'exception des endroits et territoires qui en sont cédés, en vertu de l'article 39, à S. A. R. grand-duc de Saxe-Weimar;

Les territoires cédés à la Prusse par S. M. Britannique roi d'Hanovre, par l'article 29;

La partie du département de Fulde et les territoires y compris, indiqués à l'article 40;

La ville de Wetzlar et son territoire, d'après l'article 42;

Le grand-duché de Berg avec les seigneuries de Hardenberg, Broik, Styrum, Schöller et Odenthal, lesquelles ont déjà appartenu audit duché sous la domination Palatine;

Les districts du ci-devant archevéché de Cologne, qui ont appartenu en dernier lieu au grand-duché de Berg;

Le duché de Westphalie, ainsi qu'il a été possédé par S. A. R. le grand-duc de Hesse;

Le comté de Dortmund;

La principauté de Corbey;

Les districts médiatisés spécifiés à l'article 43;

Les anciennes possessions de la maison de Nassau-Dietz ayant été cédées à la Prusse par S. M. le roi de Pays-Bas, et une partie de ces possessions ayant èté échangée contre des districts appartenant à LL. AA. SS. les duc et prince de Nassau, S. M. le roi de Prusse possédera en toute souveraineté et propriété, et réunira à sa monarchie:

1° La principauté de Siegen avec les bailliages du Burbach et Neunkirchen, á l'exception d'une partie renfermant 12,000 habitans. qui appartiendra aux duc et prince de Nassau;

2° Les bailliages de Hohen-Solms, Greifenstein, Braunfels, Freusberg, Friedewald, Schönstein, Schönberg, Alten-

kirchen, Altenwied, Dierdorf, Neuenburg, Linz, Hammerstein avec Engers et Heddesdorf, la ville et territoire (banlieue, gemarkung) de Neuwied, la paroisse de Hamm, appartenant au bailliage de Hachenbourg; la paroisse de Horhausen, faisant partie du bailliage de Hersbach, et les parties des bailliages de Vallendar et Ehrenbreitstein, sur la rive droite du Rhin, désignés dans la convention conclu entre S. M. le roi de Prusse et LL. AA. SS. les duc et prince de Nassau, annexée au présent traité.

Art. 25.

S. M. le roi de Prusse possédera de même en toute propriété et souveraineté les pays situés sur la rive gauche du Rhin, et compris dans la frontière ci-après désignée.

Cette frontière commencera sur le Rhin à Bingen; elle remontera de là le cours de la Nahe jusqu'au confluent de cette rivière avec la Glan, puis la Glan jusqu'au village de Medart au-dessous de Lauterecken; les villes de Kreuznach et de Meisenheim avec leurs banlieues appartiendront en entier à la Prusse; mais Lauterecken et sa banlieue resteront en dehors de la frontière prussienne. Depuis la Glan, cette frontière passera par Medart, Merzweiler, Langweiler, Nieder- et Ober-Feckenbach, Ellenbach, Creunchenborn, Ausweiler, Cronweiler, Niederbrambach, Burbach, Booschweiler, Heubweiler, Hambach et Rintzenberg, jusqu'aux limites du canton de Hermeskeil; les susdits endroits seront renfermés dans les frontières prussiennes, et appartiendront, avec leurs banlieues, à la Prusse.

De Rintzenberg jusqu'à la Sarre, la ligne de démarcation suivra les limites cantonnales, de manière que les cantons de Hermerskeit et Conz, le dernier toutefois à l'exception des endroits sur la rive gauche de la Sarre, resteront en entier à la Prusse, pendant que les cantons Wadern, Merzig et Sarrebourg seront en dehors de la frontière prussienne.

Du point où la limite du canton Conz, audessus de Gomlingen, traverse la Sarre, la ligne descendra la Sarre jusqu'à son embouchure dans la Moselle; ensuite elle remontera la Moselle jusqu'à son confluent avec la Sure, cette dernière

rivière jusqu'à l'embouchure de l'Our, et l'Our jusqu'aux limites de l'ancien département de l'Ourthe. Les endroits traversés par ces rivières ne seront partagés nulle part, mais appartiendront avec leur banlieue à la Puissance sur le terrain de laquelle la majeure partie de ces endroits sera située. Les rivières elles-mêmes, en tant qu'elles forment la frontière, appartiendront en commun aux deux puissances limitrophes.

Dans l'ancien département de l'Ourthe, les cinq cantons de Saint-Vith, Malmédy, Cronenbourg, Schleiden et Eupen, avec la pointe avancée du canton d'Aubel, au midi d'Aix-la-Chapelle, appartiendront à la Prusse, et la frontière suivra celle de ces cantons, de manière qu'une ligne tirée du midi au nord coupera ladite pointe du canton d'Aubel, et se prolongera jusqu'au point de contact des trois anciens départemens de l'Ourthe, de la Meuse-Inférieure et de la Roer; en partant de ce point, la frontière suivra la ligne qui sépare ces deux derniers départemens jusqu'à ce qu'elle ait atteint la rivière de Worm (ayant son embouchure dans la Roer), et longera cette rivière jusqu'au point où elle touche de nouveau aux limites de ces deux départemens, poursuivra cette limite jusqu'au midi de Hillensberg, remontera de là vers le nord, en laissant Hillensberg à la Prusse, et, coupant le canton de Sittard en deux parties à peu près égales, de manière que Sittard et Susteren restent à gauche, arrivera à l'ancien territore hollandois; puis, suivant l'ancienne frontière de ce territoire jusqu'au point où celle-ci touchoit à l'ancienne principauté autrichienne de Gueldres, du côté de Ruremonde, et se dirigeant vers le point le plus oriental du territoire hollandois au nord de Swalmen, elle continuera á embrasser ce territoire.

Enfin elle va joindre, en partant du point le plus oriental, cette autre partie du territoire hollandois où se trouve Venloo, sans renfermer cette ville et son territoire. De là, jusqu'à l'ancienne frontière hollandoise, près de Mook, situé au-dessous de Genep, elle suivra le cours de la Meuse à une distance de la rive droite, telle que tous les endroits qui ne

sont pas éloignés de cette rive de plus de mille perches d'Allemagne (Rheinländische Ruthen), appartiendront, avec leurs banlieues, au royaume des Pays-Bas, bien entendu toutefois, quant à la réciprocité de ce principe, qu'aucun point de la rive de la Meuse ne fasse partie du territoire prussien, qui ne pourra en approcher de huit cents perches d'Allemagne.

Du point où la ligne qui vient d'être décrite atteint l'ancienne frontière hollandoise jusqu'au Rhin, cette frontiére restera, pour l'essentiel, telle qu'elle étoit en 1795, entre Clèves et les Provinces-Unies. Elle sera examinée par la commission qui sera nommée incessament par les deux gouvernemens pour procéder à la détermination exacte des limites, tant du royaume des Pays-Bas que du grand-duché de Luxembourg, désignées dans les articles 66 et 68; et cette commission réglera, à l'aide d'experts, tout ce qui concerne les constructions hydrotechniques et autres points analogues, de la manière la plus équitable et la plus conforme aux intérêts mutuels des états Prussiens et de ceux des Pays-Bas. Cette même disposition s'étend sur la fixation des limites dans les districts de Kyfwärd, Lobith et de tout le territoire jusqu'à Kekerdom.

Les endroits Huissen, Malbourg, le Limers avec la ville de Savenär et la Seigneurie de Weel, feront partie du royaume des Pays-Bas, et S. M. Prussienne y renonce à perpétuité pour elle et tous ses descendans et successeurs.

S. M. le roi de Prusse, en réunissant à ses états les provinces et districts désignés dans le présent article, entre dans tous les droits, et prend sur lui toutes les charges et tous les engagemens stipulés par rapport à ces pays détachés de la France dans le traité de Paris du 30 mai 1814.

Les provinces pruissiennes sur les deux rives du Rhin jusqu'au-dessus de la ville de Cologne, qui se trouvera encore comprise dans cet arrondissement, porteront le nom de grand-duché du Bas-Rhin, et S. M. en prendra le titre.

Art. 26.

S. M. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant substitué à son ancien titre d'électeur du

Saint-Empire romain, celui de roi d'Hanovre, et ce titre ayant été reconnu par les puissances de l'Europe et par les princes et villes libres de l'Allemagne, les pays qui ont composé jusqu'ici l'électorat de Brunswick-Lunebourg, tels que leurs limites ont été reconnues et fixées pour l'avenir par les articles suivans, formeront dorénavant le royaume d'Hanovre.

Art. 27.

S. M. le roi de Prusse cède à S. M. le roi du royaume uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, roi d'Hanovre, pour être possédés par S. M. et ses successeurs en toute propriété et souveraineté:

1° La principauté de Hildesheim, qui passera sous la domination de S. M., avec tous les droits et toutes les charges avec lesquelles ladite principauté a passé sous la domination prussienne;

2° La ville et le territoire de Goslar;

3° La principauté d'Ost-Frise, y compris le pays dit le Harlingerland, sous les conditions réciproquement stipulées par l'article 30 pour la navigation de l'Ems et le commerce par le port d'Embden. Les États de la principauté conserveront leurs droits et privilèges.

4° Le comté inférieur (Niedere Grafschaft) de Lingen et la partie de la principauté de Munster prussienne, qui est située entre ce comté et la partie de Rheina-Wolbek, occupée par le gouvernement hanovrien. Mais comme on est convenu que le royaume d'Hanovre obtiendra par cette cession un agrandissement renfermant une population de 22,000 âmes, et que le comté inférieur de Lingen et la partie de la principauté de Munster, ici mentionnés, pourroient ne pas répondre à cette condition, S. M. le roi de Prusse s'engage à faire étendre la ligne de démarcation dans la principauté de Munster, autaut qu'il sera nécessaire pour renfermer ladite population. La commission que les gouvernemens prussien et hanovrien nommeront incessamment pour procéder à la fixation exacte des limites, sera spécialement chargée de l'exécution de cette disposition.

S. M. Prussienne renonce à perpétuité pour elle, ses descendans et successeurs, aux provinces et territoires mentionnés dans le présent article, ainsi qu'à tous les droits qui y sont relatifs.

Art. 28.

S. M. le roi de Prusse renonce à perpétuité pour lui, ses descendans et successeurs, à tout droit et prétention quelconque, que S. M. pourroit, en sa qualiré de souverain de l'Eichsfeld, former sur le chapitre de Saint-Pierre, dans le bourg de Nörten, ou sur ses dépendances situées dans le territoire hanôvrien.

Art. 29.

S. M. le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, roi d'Hanovre, cède à S. M. le roi de Prusse, pour être possédés en toute propriété et souveraineté par lui et ses successeurs:

1° La partie du duché de Lauenbourg, située sur la rive droite de l'Elbe, avec les villages Lunebourgeois, situés sur la même rive; la partie de ce duché situés sur la rive gauche demeure au royaume d'Hanovre. Les Etats de la partie du duché qui passent sous la domination prussienne, conserveront leurs droits et privilêges, et nommément ceux fondés sur le recès provincial du 15 septembre 1702, confirmé par S. M. le roi de la Grande-Bretagne, actuellement régnant, en date du 21 juin 1765;

2° Le bailliage de Klötze;

3° Le bailliage d'Elbingerode;

4° Les villages de Rüdigershagen, et Gänseteich;

5° Le bailliage de Reckeberg.

S. M. Britannique, roi d'Hanovre, renonce à perpétuité, pour elle, ses descendans et successeurs, aux provinces et districts compris dans le présent article, ainsi qu'à tous les droits qui y sont relatifs.

Art. 30.

S. M. le roi de Prusse et S. M. Britannique, roi d'Hanovre, animés du désir de rendre entièrement égaux et communs à

leurs sujets respectifs les avantages du commerce de l'Ems et du port d'Embden, conviennent à cet égard de ce qui suit:

1° Le gouvernement hanovrien s'engage à faire exécuter à ses frais dans les années de 1815 et 1816 les travaux qu'une commission mixte d'experts, qui sera nommée immédiament par la Prusse et le Hanovre, jugera nécessaires pour rendre navigable la partie de la rivière de l'Ems, de la frontière de la Prusse jusqu'à son embouchure, et d'entretenir constamment cette partie de la rivière dans l'état dans lequel lesdits travaux l'auront mise pour l'avantage de la navigation;

2° Il sera libre aux sujets prussiens d'importer ou d'exporter par le port d'Embden toutes denrées, productions, marchandises quelconques, tant naturelles qu'artificielles, et de tenir dans la ville d'Embden des magasins pour y déposer lesdits marchandises durant deux ans, à dater de leur arrivée dans la ville, sans que ces magasins soient assujétis à une autre inspection que celle à laquelle sont soumis ceux des sujets hanovriens eux-mêmes;

3° Les navires prussiens, ainsi que les négocians prussiens, ne paieront, pour la navigation, l'exportation ou l'importation des marchandises, ainsi que pour le magasinage, d'autres péages ou droits quelconques, que ceux auxquels seront tenus les sujets hanovriens eux-mêmes. Ces péages et droits seront réglés d'un commun accord entre la Prusse et le Hanovre, et le tarif ne pourra être changé à l'avenir que d'un commun accord. Les prérogatives et libertés spécifiées ici, s'étendent également aux sujets hanovriens qui navigueroient sur la partie de la rivière de l'Ems qui reste à S. M. Prussienne;

4° Les sujets prussiens ne seront point tenus de se servir des négocians d'Embden pour le trafic qu'ils font pour le dit port, et il leur sera libre de faire le négoce avec leurs marchandises à Embden, soit avec des habitans de cette ville, soit avec des étrangers, sans payer d'autres droits que ceux auxquels seront soumis les sujets hanovriens, et qui ne pourront être haussés que d'un commun accord.

S. M. le roi de Prusse, de son côté, s'engage à accorder aux sujets hanovriens la libre navigation sur le canal de la Stecknitz, de manière qu'ils n'y seront tenus qu'aux mêmes droits qui seront payés par les habitans du duché de Lauenbourg. S. M. Prussienne s'engage en outre d'assurer ces avantages aux sujets hanovriens, dans le cas que le duché de Lauenbourg fût cédé par elle à un autre souverain.

Art. 31.

S. M. le roi de Prusse et S. M. le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, roi d'Hanovre, consentent mutuellement à ce qu'il existe trois routes militaires par leurs états respectifs, savoir:

1° Une de Halberstadt par le pays de Hildesheim à Minden;

2° Une seconde de la Vieille-Marche par Gifhorn et Neustadt à Minden;

3° Une troisiène d'Osnabruck par Ippenbüren et Rheine à Bentheim

Les deux premières en faveur de la Prusse, et la troisième en faveur du Hanovre.

Les deux gouvernemens nommeront, sans délai une commission pour faire dresser, d'un commun accord, les règlemens nécessaires pour lesdites routes.

Art. 32.

Le bailliage de Meppen, appartenant au duc d'Aremberg, ainsi que la partie de Rheina-Wolbeck, appartenant au duc de Looz-Croswaren, qui, dans ce moment, se trouvent provisoirement occupés par le gouvernement hanovrien, seront placés dans les relations avec le royaume d'Hanovre, que la constitution fédérative de l'Allemagne règlera pour les territoires médiatisés.

Les gouvernemens Prussien et Hanovrien s'étant néanmoins réservé de convenir dans la suite, s'il étoit nécessaire, de la fixation d'une autre frontière par rapport au comté appartenant au duc de Looz-Croswaren, lesdits gouvernemens chargeront la commission qu'ils nommeront pour la délimitation de la partie du comté de Lingen cédée au

Hanovre, de s'occuper de l'objet susdit, et de fixer définitivement les frontières de la partie du comté appartenant au duc de Looz-Croswaren, qui doit, ainsi qu'il est dit, être occupée par le gouvernement Hanovrien.

Les rapports entre le gouvernement d'Hanovre et le comté de Bentheim resteront tels qu'ils sont réglés par les traités d'hypothèque existans entre S. M. Britannique et le comte de Bentheim, et après que les droits qui découlent de ce traité, seront éteints, le comté de Bentheim se trouvera, envers le royaume d'Hanovre, dans les relations que la constitution fédérative de l'Allemagne règlera pour les territoires médiatisés.

Art. 33.

S. M. Britannique, roi d'Hanovre, afin de concourir au voeu de S. M. Prussienne, de procurer un arrondissement de territoire convenable à S. A. S. le duc d'Oldenbourg, promet de lui céder un district renfermant une population de cinq mille habitans.

Art. 34.

S. A. S. le duc de Holstein-Oldenbourg prendra le titre de grand-duc d'Oldenbourg.

Art. 35.

LL. AA. SS. les ducs de Mecklenbourg-Schwerin et de Mecklenbourg-Strelitz, prendront les titres de grand-ducs de Mecklenbourg Schwerin et Strelitz.

Art. 36.

S. A. le duc de Saxe-Weymar prendra le titre de grand-duc de Saxe-Weymar.

Art. 37.

S. M. le roi de Prusse cédera de la masse de ses états, tels qu'ils ont été fixés et reconnus par le présent traité, à S. A. R. le grand-duc de Saxe-Weymar, des districts d'une population de cinquante mille habitans, ou contigus, ou voisins de la principauté de Weymar.

S. M. Prussienne s'engage également à céder à S. A. R., dans la partie de la principauté de Fulde, qui lui a été remise en vertu des mêmes stipulations, des districts d'une population de vingt-sept mille habitans.

S. A. R. le grand-duc de Weymar possédera les districts susdits en toute souveraineté et propriéte, et les réunira à perpétuité à ses états actuels.

Art. 38.

Les districts et territoires qui doivent être cédés à S. A. R. le grand-duc de Saxe-Weymar, en vertu de l'article précédent, seront déterminés par une convention particulière, et S. M. le roi de Prusse s'engage à conclure cette convention et à faire remettre à S. A. R. les susdits districts et territoires dans le terme de deux mois, à dater de l'echange de ratifications du traité conclu à Vienne le 1 juin 1815, entre S. M. Prussienne et S. A. R. le grand-duc.

Art. 39.

S. M. le roi de Prusse cède toutefois, dès à présent, et promet de faire remettre à S. A. R., dans le terme de quinze jours, à dater de la signature du susdit traité, les districts et territoires suivans, savoir:

La seigneurie de Blankenhayn, avec la réserve que le bailliage de Wandersleben, appartenant à Unter-Gleichen, ne soit point compris dans cette cession;

La seigneurie inférieure (Niedere Herrschaft) de Kranichfeld, les commanderies de l'ordre Teutonique Zwätzen, Lehesten et Liebstädt, avec leurs revenus domaniaux, lesquelles faisant partie du bailliage d'Eckartsberga, forment des enclaves dans le territoire de Saxe-Weymar, ainsi que toutes les autres enclaves situées dans la principauté de Weymar, et appartenant audit bailliage; le bailliage de Tautenbourg, à l'exception de Droizen, Gärschen, Wethabourg, Wetterscheid et Möllschütz, qui resteront à la Prusse;

Le village de Ramsla, ainsi que ceux de Klein-Brembach et Berlstedt, enclavés dans la principauté de Weymar et appartenant au territoire d'Erfurth;

La propriété des villages de Bischoffsroda et Probsteizella, enclavés dans le territoire d'Eisenach, dont la souveraineté appartient déjà à S. A. R. le grand-duc.

La population de ces differens districts entrera dans celle des cinquante mille âmes assurée à S. A. R. le grand-duc, par l'article 37, et en sera décomptée.

Art. 40.

Le département de Fulde avec les territoires de l'ancienne noblesse immédiate qui se trouvent compris actuellement sous l'administration provisoire de ce département, savoir: Mansbach, Buchenau, Werda, Lengsfeld, à l'exception toutefois des bailliages et territoires suivans, savoir: les bailliages de Hammelbourg, avec Tulba et Saleck, Brückenau avec Motten, Saalmünster avec Urzell et Sonnerz, de la partie du bailliage de Biberstein, qui renferme les villiages de Batten, Brand, Dietges, Findlos, Liebharts, Melperz, Ober-Bernhardt, Saiffertz et Thaiden, ainsi que du domaine de Holzkirchen, enclavé dans le grand-duché de Würzbourg, est cédée à S. M. le roi de Prusse, et la possession lui en sera remise dans le terme de trois semaines, à dater du 1 juin de cette année.

S. M. Prussienne promet de se charger dans la proportion de la partie qu'elle obtient par le présent article, de sa part aux obligations que tous les nouveaux possesseurs du ci-devant grand-duché de Francfort auront à remplir, et de transférer cet engagement sur les princes avec lesquels S. M. feroit des échanges ou cessions de ces districts et territoires Fuldois.

Art. 41.

Les domaines de la principauté de Fulde et du comté de Hanau, ayant été vendus sans que les acquéreurs se soient acquittés jusqu'ici de tous les termes du paiement, il sera nommé par les princes, sous la domination desquels passent lesdits pays, une commission pour régler, d'une manière uniforme, ce qui est relatif à cette affaire, et pour faire droit aux réclamations des acquéreurs desdits domaines. Cette commission aura particuliérement égard au traité conclu le 2 décembre 1813, à Francfort, entre les puissances alliées et S. A. R. l'électeur de Hesse, et il est posé en principe, que si la vente de ces domaines n'étoit pas maintenue, les sommes déjà payées seront restituées aux acquéreurs, qui ne

seront obligés de sortir de possession que lorsque cette restitution aura eu son plein et entier effet.

Art. 42.

La ville de Wetzlar avec son territoire passe en toute propriété et souveraineté à S. M. le roi de Prusse.

Art. 43.

Les districts médiatisés suivans, savoir: les possessions que les princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, les comtes dénommés les Rhein- und Wildgrafen, et le duc de Croy ont obtenues par le recez principal de la députation extraordinaire de l'Empire, du 25 février 1803, dans l'ancien cercle de Westphalie, ainsi que les seigneuries d'Anholt et de Gehmen, les possessions du duc de Looz-Croswaren, qui se trouvent dans le même cas (en autant qu'elles ne sont point placées sous le gouvernement hanovrien), le comté de Steinfurth appartenant au comté de Bentheim-Bentheim, le comté de Recklingshausen, appartenant au duc d'Aremberg, les seigneuries de Rheda, Gütersloh et Gronau, appartenant au comté de Bentheim-Tecklenbourg, le comté de Rittberg, appartenant au prince de Kaunitz, les seigneuries de Neustadt et de Gimborn, appartenant au comte de Walmoden, et la seigneurie de Hombourg, appartenant aux princes de Sayn-Witgenstein-Berlebourg, seront placées dans les relations avec la monarchie prussienne, que la constitution fédérative de l'Allemagne règlera pour les territoires médiatisés.

Les possessions de l'ancienne noblesse immédiate, enclavées dans le territoire prussien, et nommément la seigneurie de Wildenberg dans le grand-duché de Berg, et la baronie de Schauen dans la principauté de Halberstadt, appartiendront à la monarchie prussienne.

Art. 44.

S. M. le roi de Bavière possèdera pour lui, ses héritiers et successeurs, en toute propriété et souveraineté, le grand-duché de Wurzbourg, tel qu'il fut possédé par S. A. I. l'archiduc Ferdinand d'Autriche, et la principauté d'Aschaffenbourg telle qu'elle a fait partie du grand-duché de Francfort, sous la dénomination de département d'Aschaffenbourg.

Art. 45.

A l'égard des droits et prérogatives et de la sustentation du prince Primat, comme ancien prince ecclésiastique, il est arrêté:

1° Qu'il sera traité d'une manière analogue aux articles du recez, qui, en 1803, ont réglé le sort des princes sécularisés, et à ce qui a été pratiqué à leur égard.

2° Il recevra à cet effet, à dater du 1 juin 1814, la somme de *cent mille florins* payables par trimestre, en bonnes espèces sur le pied de vingt-quatre florins au marc, comme rente viagère.

Cette rente sera acquittée par les souverains sous la domination desquels passent des provinces ou districts du grand-duché de Francfort, dans la proportion de la partie que chacun d'eux en possèdera.

3° Les avances faites par le prince Primat de ses propres deniers à la caisse générale de la principauté de Fulde, telles qu'elles seront liquidées et prouvées, lui seront restituées à lui ou ses héritiers ou ayans cause.

Cette charge sera supportée proportionnellement par les Souverains qui possèderont les provinces et districts qui forment la principauté de Fulde.

4° Les meubles et autres objets qui pourront être prouvés appartenir à la propriété particuliére du prince Primat, lui seront rendus.

5° Les serviteurs du grand-duché de Francfort, tant civils et ecclésiastiques que militaires et diplomatiques, seront traités conformément aux principes de l'article 59 du recez de l'Empire du 25 février 1803, et les pensions seront payées proportionnellement par les souverains qui entrent dans la possession des états qui ont formé ledit grand-duché, à dater du 1 juin 1814.

6° Il sera, sans délai, établi une commission dont lesdits souverains nomment les membres, pour régler tout ce qui est relatif à l'exécution des dispositions renfermées dans le présent article.

7° Il est entendu qu'en vertu de cet arrangement, toute prétention qui pourroit être élevée envers le prince Primat, en sa qualité de grand-duc de Francfort, sera éteinte, et qu'il ne pourra être inquiété par aucune réclamation de cette nature.

Art. 46.

La ville de Francfort avec son territoire, tel qu'il se trouvoit en 1803, est déclarée libre, et fera partie de la ligue germanique. Ses institutions seront basées sur le principe d'une parfaite égalité de droits entre les différens cultes de la religion chrétienne. Cette égalité de droits s'étendra à tous les droits civils et politiques, et sera observée dans tous les rapports du gouvernement et de l'administration. Les discussions qui pourront s'élever, soit sur l'établissement de la constitution soit sur son maintien, seront du ressort de la diète germanique, et ne pourront être décidées que par elle.

Art. 47.

S. A. R. le grand-duc de Hesse obtient, en échange du duché de Westphalie, qui est cédé à S. M. le roi de Prusse, un territoire sur la rive gauche du Rhin, dans le ci-devant département du Mont-Tonnerre, comprenant une population de 140,000 habitans. S. A. R. possèdera ce territoire en toute souveraineté et propriété; elle obtiendra de même la propriété de la partie des salines de Kreutznach, située sur la rive gauche de la Nahe; la souveraineté en restera a la Prusse.

Art. 48.

Le landgrave de Hesse-Hombourg est réintégré dans les possessions, revenus, droits et rapports politiques dont il a été privé par suite de la confédération rhénane.

Art. 49.

Il est réservé dans le ci-devant département de la Sarre, sur les frontières des états de S. M. le roi de Prusse, un district comprenant une population de soixante-neuf mille âmes, dont il sera disposé de la manière suivante: le duc de Saxe-Cobourg et le duc d'Oldenbourg obtiendront chacun un territoire comprenant vingt mille habitans. Le duc de Meck-

lenbourg-Strelitz et le landgrave de Hesse-Hombourg, chacun un territoire comprenant dix mille habitans; et le comte de Pappenheim un territoire comprenant neuf mille habitans.

Le territoire du comte de Pappenheim sera sous la souveraineté de S. M. Prussienne.

Art. 50.

Les acquisitions assignées par l'article précédent aux ducs de Saxe-Cobourg, Oldenbourg, Mecklenbourg-Strelitz, et au landgrave de Hesse-Hombourg, n'étant point contiguës à leurs états respectifs, LL. MM. l'empereur d'Autriche, l'empereur de toutes des Russies, le roi de la Grande-Bretagne et le roi de Prusse, promettent d'employer leurs bons offices à l'issue de la présente guerre, ou aussitôt que les circonstances le permettront, pour faire obtenir, par des échanges ou d'autres arrangemens, auxdits princes, les avantages qu'Elles sont disposées à leur assurer. Afin de ne point trop multiplier les administrations desdits districts, il est convenu qu'ils seront provisoirement sous l'administration prussienne au profit des nouveaux acquéreurs.

Art. 51.

Tous les territoires et possessions tant sur la rive gauche du Rhin dans les ci-devant départements de la Sarre et du Mont-Tonnerre, que dans les ci-devant départements de Fulde et de Francfort, ou enclavés dans les pays adjacens, mis à la disposition des puissances alliées par le traité de Paris, du 30 mai 1814, dont il n'a pas été disposé par les articles du présent traité, passent en toute souveraineté et propriété sous la domination de S. M. l'empereur d'Autriche.

Art. 52.

La principauté d'Isembourg est placée sous la souveraineté de S. M. I. et R. A., et sera envers elle dans les rapports que la constitution fédérative de l'Allemagne règlera pour les États médiatisés.

Art. 53.

Les princes souverains et les villes libres d'Allemagne, en comprenant dans cette transaction LL. MM. l'empereur d'Autriche, les rois de Prusse, de Danemarck et des Pays-Bas, et nommément:

L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, pour toutes celles de leurs possessions qui ont anciennement appartenu à l'empire germanique;

Le roi de Danemarck pour le duché de Holstein;

Le roi des Pays-Bas pour le grand duché de Luxembourg;

établissent entre eux une confédération perpétuelle qui portera le nom de *confédération germanique.*

Art. 54.

Le but de cette confédération est le maintient de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité des États confédérés.

Art. 55.

Les membres de la confédération, comme tels, sont égaux en droits; ils s'obligent tous également à maintenir l'acte qui constitue leur union.

Art. 56.

Les affaires de la confédération seront confiées à une diète fédérative, dans laquelle tous les membres voteront par leurs plénipotentiaires, soit individuellement, soit collectivement, de la manière suivante, sans préjudice de leur rang:

1.	Autriche	1 voix.
2.	Prusse	1
3.	Bavière	1
4.	Saxe	1
5.	Hanovre	1
6.	Wurtemberg	1
7.	Bade	1
8.	Hesse électorale	1
9.	Grand-duché de Hesse	1
10.	Danemarck, pour Holstein	1
11.	Pays-Bas, pour Luxembourg	1
12.	Maisons grand-ducales et ducales de Saxe	1
13.	Brunswick et Nassau	1
14.	Mecklenbourg-Schwerin et Strelitz	1
		14 voix.

De l'autre part. . . . . 14 voix.

15. Holstein-Oldenbourg, Anhalt et Schwartzbourg 1

16. Hohenzollern, Lichtenstein, Reuss, Schaumbourg-Lippe, Lippe, et Waldeck 1

17. Les villes libres de Lubeck, Francfort, Brême et Hambourg 1

Total. . . . . 17 voix.

Art. 57.

L'Autriche présidera à la diète fédérative. Chaque État de la confédération a le droit de faire des propositions, et celui qui préside est tenu à les mettre en délibération dans un espace de temps qui sera fixé.

Art. 58.

Lorsqu'il s'agira de lois fondamenteles à porter, ou de changemens à faire dans les lois fondamentales de la confédération, de mesures à prendre par rapport à l'acte fédératif même, d'institutions organiques ou d'autres arrangemens d'un intérêt commun à adopter, la diète se formera en assemblée générale, et dans ce cas la distribution des voix aura lieu de la maniére suivante, calculée sur l'étendue respective des états individuels:

L'Autriche aura	4 voix.
La Prusse	4
La Saxe	4
La Bavière	4
Le Hanovre	4
Le Wurtemberg	4
Bade	3
Hesse électorale	3
Grand-duché de Hesse	3
Holstein	3
Luxembourg	3
Brunswick	2
Mecklenbourg-Schwerin	2
Nassau	2
	45 voix.

De l'autre part.	45	voix.
Saxe-Weimar	1	
— Gotha	1	
— Cobourg	1	
— Meiningen	1	
— Hildburghausen	1	
Mecklenbourg-Strelitz	1	
Holstein-Oldenbourg	1	
Anhalt-Dessau	1	
— — Bernbourg	1	
— — Köthen	1	
Schwarzbourg-Sondershausen	1	
— — Rudolstadt	1	
Hohenzollern-Hechingen	1	
Lichtenstein	1	
Hohenzollern-Sigmaringen	1	
Waldeck	1	
Reuss, branche aînée	1	
— — cadette	1	
Schaumbourg-Lippe	1	
Lippe	1	
La ville libre de Lubeck	1	
— — — — Francfort	1	
— — — — Brême	1	
— — — — Hambourg	1	
Total.	69	voix.

La diète, en s'occcupant des lois organiques de la confédération, examinera si on doit accorder quelques voix collectives aux anciens États de l'Empire, médiatisés.

Art. 59.

La question si une affaire doit être discutée par l'assemblée générale, conformément aux principes ci-dessus établis, sera décidée dans l'assemblée ordinaire, à la pluralité des voix.

La même assemblée préparera les projets de résolution qui doivent être portés à l'assemblée générale, et fournira à celle-

ci tout ce qu'il lui faudra pour les adopter ou les rejeter. On décidera par la pluralité des voix, tant dans l'assemblée ordinaire que dans l'assemblée générale; avec la différence toutefois, que dans la première il suffira de la pluralité absolue, tandis que dans l'autre les deux tiers des voix seront nécessaires pour former la pluralité. Lorsqu'il y a parité de voix dans l'assemblée ordinaire, le président décidera la question. Cependant chaque fois qu'il s'agira d'acceptation ou de changement des lois fondamentales, d'institutions organiques, de droits individuels, ou d'affaires de religion, la pluralité des voix ne suffira pas, ni dans l'assemblée ordinaire, ni dans l'assemblée générale.

La diète est permanente. Elle peut cependant, lorsque les objets soumis à sa délibération se trouvent terminés, s'ajourner à une époque fixe, mais pas au delà de quatre mois.

Toutes les dispositions ultérieures relatives à l'ajournement et à l'expédition des affaires pressantes qui pourroient survenir pendant l'ajournement, sont réservées à la diète, qui s'en occupera lors de la rédaction des lois organiques.

Art. 60.

Quant à l'ordre dans lequel voteront les membres de la confédération, il est arrêté, que tant que la diète sera occupée de la rédaction des lois organiques, il n'y aura aucune règle à cet égard; et quel que soit l'ordre que l'on observera, il ne pourra ni préjudicier à aucun des membres, ni établir un principe pour l'avenir. Après la rédaction des lois organiques, la diète délibérera sur la manière de fixer cet objet par une règle permanente, pour laquelle elle s'écartera le moins possible de celles qui ont eu lieu à l'ancienne diète, et notamment d'après le recez de la députation de l'Empire de 1803. L'ordre que l'on adoptera, n'influera d'ailleurs en rien sur le rang et la préséance des membres de la confédération, hors de leurs rapports avec la diète.

Art. 61.

La diète siégera à Francfort-sur-Mein. Son ouverture est fixée au 1 septembre 1815.

Art. 62.

Le premier objet à traiter par la diéte, après son ouverture, sera la rédaction des lois fondamentales de la confédération, et de ses institutions organiques relativement à ses rapports extérieurs, militaires et intérieurs.

Art. 63.

Les États de la confédération s'engagent à défendre, non-seulement l'Allemagne entière, mais chaque État individuel de l'union, en cas qu'il fût attaqué, et se garantissent mutuellement toutes celles de leurs possessions qui se trouvent comprises dans cette uuion.

Lorsque la guerre est déclarée par la confédération, aucun membre ne peut entamer des négociations particulières avec l'ennemi, ni faire la paix ou un armistice, sans le consentement des autres.

Les états confédérés s'engagent de même à ne se faire la guerre sous aucun prétexte, et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à la diète. Celle-ci essaiera, moyennant une commission, la voie de la médiation. Si elle ne réussit pas, et qu'une sentence juridique devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement austregal (Austrägal-Instanz) bien organisé, auquel les parties litigeantes se soumettront sans appel.

Art. 64.

Les articles compris sous le titre de *disposition particulières* dans l'acte de la confédération germanique, tel qu'il se trouve annexé en original et dans une traduction françoise au présent traité général, auront la même force et valeur que s'ils étoient textuellement insérés ici.

— — — — —

Art. 66.

La ligne comprenant les territoires qui composeront le royaume des Pays-Bas, est déterminée de la manière suivante: elle part de la mer, et s'étend le long des frontières de la France du côté des Pays-Bas, telles qu'elles ont été rectifiées et fixées par l'article 3 du traité de Paris, du 30 mai 1814, jusqu'à la Meuse, et ensuite le long des mêmes frontières jus-

qu'aux anciennes limites du duché de Luxembourg. De là elle suite la direction des limites entre ce duché et l'ancien évêché de Liége, jusqu'à ce qu'elle rencontre (au midi de Deiffelt) les limites occidentales de ce canton, et de celui de Malmedi jusqu'au point où cette dernière atteint les limites entre les anciens départemens de l'Ourthe et de la Rör; elle longe ensuite ces limites jusqu'à ce qu'elles touchent à celles du canton ci-devant françois d'Eupen, dans le duché de Limbourg, et en suivant la limite occidentale de ce canton dans la direction du nord, laissant à droite une petite partie du ci-devant canton françois d'Aubel, se joint au point de contact des trois anciens départemens de l'Ourthe, de la Meuse-inférieure et de la Rör; en partant de ce point, la ligne suit celle qui sépare ces deux derniers départemens jusque-là où elle touche à la Worm (rivière ayant son embouchure dans la Rör), et longe cette rivière jusqu'au point où elle atteint de nouveau la limite de ces deux départemens, poursuit cette limite jusqu'au midi de Hillensberg (aucien département de la Rör), remonte de là vers le nord, et laissant Hillensberg à droite, et coupant le canton de Sittard en neux parties à peu près égales, de manière que Sittard et Susteren restent à gauche, arrive à l'ancien territoire hollandois; puis laissant ce territoire à gauche, elle en suit la frontière orientale jusqu'au point où celle-ci touche à l'ancienne principauté autrichienne de Gueldres, du côte de Ruremonde, et, se dirigeant vers le point le plus oriental du territoire hollandois au nord de Schwalmen, continue à embrasses ce territoire.

Enfin elle va joindre, en partant du point le plus oriental, cette autre partie du territoire hollandois, où se trouve Venloo; elle renfermera cette ville et son territoire. De là, jusqu'à l'ancienne frontière hollandoise près de Mook, situé au-dessous de Gennep, elle suivra le cours de la Meuse, à une distance de la rive droite, telle que tous les endroits qui ne sont pas éloignés de cette rive de plus de mille perches d'Allemagne (Rheinländische Ruthen), appartiendront, avec leurs banlieues, au royaume des Pays-Bas, bien entendu toutefois, quant à la réciprocité de ce principe, que le territoire prussien

ne puisse, sur aucun point, toucher à la Meuse, ou s'en approcher à une distance de huit cents perches d'Allemagne.

Du point où la ligne qui vient d'être décrite atteint l'ancienne frontière hollandoise, jusqu'au Rhin, cette frontière restera, pour l'essentiel, telle qu'elle étoit en 1795 entre Clèves et les Provinces-Unies. Elle sera examinée par la commission qui sera nommée incessamment par les deux gouvernemens de Prusse et des Pays-Bas, pour procéder á la détermination exacte des limites tant du royaume des Pays-Bas, que du grand-duché de Luxembourg, désignées dans l'article 68; et cette commission réglera, à l'aide d'experts, tout ce qui concerne les constructions hydrotechniques, et autres points analogues, de la manière la plus équitable et la plus conforme aux intérêts mutuels des états prussiens, et de ceux des Pays-Bas. Cetre même disposition s'étend sur la fixation des limites dans les districts de Kyswärd, Lobith et de tout le territoire jusqu'à Kekerdom.

Les enclaves Huissen, Malburg, le Lymers avec la ville de Savenär et la seigneurie de Weel, feront partie du royaume des Pays-Bas; et S. M. Prussienne y renonce à perpétuité pour Elle et tous ses descendans et successeurs.

Art. 67.

La partie de l'ancien duché de Luxembourg, comprise dans les limites spécifiées par l'article suivant, est également cédée au prince souverain des Provinces-Unies, aujourd'hui roi des Pays-Bas, pour être possédée à perpétuité par lui et ses successeurs en toute propriété et souveraineté. Le souverain des Pays-Bas ajoutera à ses titres celui de grand-duc de Luxembourg, et la faculté est réservée à S. M. de faire, relativement à la succession dans le grand-duche, tel arrangement de famille entre les princes ses fils, qu'elle jugera conforme aux intérêts de sa monarchie, et à ses intentions paternelles.

Le grand-duché de Luxembourg servant de compensation pour les principauté de Nassau-Dillenbourg, Siegen, Hadamar et Dietz, formera un des États de la confédération germanique, et le prince, roi des Pays-Bas, entrera dans le système de cette confédération comme grand-duc de Luxembourg,

avec toutes les prérogatives et priviléges dont jouiront les autres princes allemands.

La ville de Luxembourg sera considérée, sous le rapport militaire, comme forteresse de la confédération. Le grand-duc aura toutefois le droit de nommer le gouverneur et commandant militaire de cette forteresse, sauf l'approbation du pouvoir exécutif de la confédération, et sous telles autres conditions qu'il sera jugé nécessaire d'établir en conformité de la constitution future de ladite confédération.

Art. 68.

Le grand-duché de Luxembourg se composera de tout le territoire situé entre le royaume des Pays-Bas, tel qu'il a été désigné par l'article 66, la France, la Moselle jusqu'à l'embouchure de la Sure, le cours de la Sure jusqu'au confluent de l'Our, et le cours de cette dernière rivière jusqu'aux limites du ci-devant canton françois de Saint-Vith, qui n'appartiendra point au grand-duché de Luxembourg.

Art. 69.

S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, possédera à perpétuité, pour lui et ses successeurs, la souveraineté pleine et entière de la partie du duché de Bouillon non cédée à la France par le traité de Paris; et sous ce rapport, elle sera réunie au grand-duché de Luxembourg.

Des contestation s'étant élevées sur ledit duché de Bouillon, celui des compétiteurs, dont les droits seront légalement constatés, dans les formes énonces ci-dessous, possédera en toute propriété ladite partie du duché, telle qu'elle l'a été par le dernier duc, sous la souveraineté de S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg.

Cette décision sera portée sans appel par un jugement arbitral. Des arbitres seront à cet effet nommés, un par chacun des deux compétiteurs, et les autres, au nombre de trois, par les cours d'Autriche, de Prusse et de Sardaigne. Ils se réuniront à Aix-la-Chapelle aussitôt que l'état de guerre et les circonstances le permettront, et leur jugement interviendra dans les six mois à compter de leur réunion.

Dans l'intervalle, S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, prendra en dépôt la propriété de ladite partie du duché de Bouillon, pour la restituer, ensemble le produit de cette administration intermédiaire, à celui des compétiteurs en faveur duquel le jugement arbitral sera prononcé. Sadite Majesté l'indemnisera de la perte des revenus provenant des droits de souveraineté, moyennant un arrangement équitable. Et si c'est au prince Charles de Rohan que cette restitution doit être faite, ces biens seront entre ses mains soumis aux lois de la substitution qui forme son titre.

Art. 70.

S. M. le roi des Pays-Bas renonce à perpétuité, pour lui et ses descendans et successeurs, en faveur de S. M. le roi de Prusse, aux possessions souveraines que la maison de Nassau-Orange possédoit en Allemagne, et nommément aux principautés de Dillenbourg, Dietz, Siegen et Hadamar, y compris la seignerie de Beilstein, et telles que ces possessions ont été définitivement réglées entre les deux branches de la maison de Nassau par le traité conclu à la Haye le 14 Juillet 1814. S. M. renonce également à la principauté de Fulde, et aux autres districts et territoires qui lui avoient été assurés par l'article 12 du recez principal de la députation extraordinaire de l'Empire, du 25 février 1803.

Art. 71.

Le droit et l'ordre de succession établi entre les deux branches de la maison de Nassau par l'acte de 1783, dit *Nassauischer Erbverein*, est maintenu et transféré des quatre principautés d'Orange-Nassau au grand-duché de Luxembourg.

— — — — —

Art. 76.

L'évêché de Bâle, et la ville et le territoire de Bienne, seront réunis à la confédération helvétique, et feront partie du canton de Berne.

Sont exceptés cependant de certe dernière disposition les districts suivans:

1° Un district d'environ trois lieues carrées d'étendu, renfermant les communes d'Altschweiler, Schönbuch, Ober-

weiler, Terweiller, Ettingen, Fürstenstein, Plotten, Pfäffingen, Aesch, Bruck, Reinach, Arlesheim, lequel district sera réuni au canton de Bâle;

2° Une petite enclave située près du village neuchâtelois de Lignières, laquelle étant aujourd'hui, quant à la juridiction civile, sous la dépendance du canton de Neuchâtel, et quant à la juridiction criminelle, sous celle de l'évêché de Bâle, appartiendra en toute souveraineté à la principauté de Neuchâtel.

— — — — —

Art. 108.

Les puissances dont les états sont séparés ou traversés par une même rivière navigable, s'engagent à régler, d'un commun accord, tout ce qui a rapport à la navigation de cette rivière. Elles nommeront à cet effet des commissaires, qui se réuniront au plus tard six mois après la fin du congrès, et qui prendront pour bases de leurs travaux les principes établis dans les articles suivans.

Art. 109.

La navigation dans tout le cours des rivières indiquées dans l'article précédent, du point où chacune d'elle devient navigable jusqu'à son embouchure, sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne; bien entendu que l'on se conformera aux règlemens relatifs à la police de cette navigation, lesquels seront conçus d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorables que possible au commerce de toutes les nations.

Art. 110.

Le système qui sera établi, tant pour la perception des droits que pour le maintient de la police, sera, autant que faire se pourra, le même pour tout le cours de la rivière, et s'étendra aussi, a moins que des circonstances particulières ne s'y opposent, sur ceux de ses embranchemens et confluens, qui, dans leur cours navigable, séparent ou traversent différens états.

Art. 111.

Les droits sur la navigation seront fixés d'une manière uniforme, invariable et assez indépendante de la qualité différente des marchandises pour ne pas rendre nécessaire un examen détaillé de la cargaison, autrement que pour cause de fraude et de contravention. La quotité de ces droits, qui, en aucun cas, ne pourront excéder ceux existant actuellement, sera déterminée d'après les circonstances locales, qui ne permettent guère d'établir une règle générale à cet égard. On partira néanmoins, en dressant le tarif, du point de vue d'encourager le commerce en facilitant la navigation, et l'octroi établi sur le Rhin pourra servir d'une forme approximative.

Le tarif une fois réglé, il ne pourra plus être augmenté que par un arrangement commun des états riverains, ni la navigation grevée d'autrés droits quelconques, outre ceux fixés dans le règlement.

Art. 112.

Les bureaux de perception, dont on réduira autant que possible le nombre, seront fixés par le règlement, et il ne pourra s'y faire ensuite aucun changement que d'un commun accord, à moins qu'un des états riverains ne voulût diminuer le nombre de ceux qui lui appartiennent exclusivement.

Art. 113.

Chaque état riverain se chargera de l'entretien des chemins de hallage qui passent par son territoire, et des travaux nécessaires pour la même étendue dans le lit de la rivière, pour ne faire éprouver aucun obstacle à la navigation.

Le règlement futur fixera la manière dont les états riverains devront concourir à ces derniers travaux, dans le cas où les deux rives appartiennent à différens gouvernemens.

Art. 114.

On n'établira nulle part des droits d'étape, d'échelle, ou de relâche forcée. Quant à ceux qui existent déjà, ils ne seront conservés qu'en tant que les états riverains, sans avoir égard à l'intérêt local de l'endroit, ou du pays où ils sont établis, les trouveroint nécessaires ou utiles à la navigation et au commerce en général.

Art. 115.

Les douanes des états riverains n'auront rien de commun avec les droits de navigation. On empêchera, par des dispositions réglementaires, que l'exercice des fonctions des douaniers ne mette pas d'entraves à la navigation; mais on surveillera par une police exacte sur la rive, toute tentative des habitans de faire la contrehande à l'aide des bateliers.

Art. 116.

Tout ce qui est indiqué dans les articles précédens, sera déterminé par un réglement commun qui renfermera également tout ce qui auroit besoin d'être fixé ultérieurement. Le règlement, une fois arrêté, ne pourra être changé que du consentement de tous les états riverains, et ils auront soin de pourvoir à son exécution d'une manière convenable et adaptée aux circonstances et aus localités.

Art. 117.

Les règlemens particuliers relatifs à la navigation du Rhin, du Necker, du Mein, de la Moselle, de la Meuse, et de l'Escaut, tels qu'ils se trouvent joints au présent acte, auront la même force et valeur, que s'ils y avoient été textuellement insérés.

Art. 118.

Les traités, conventions, déclarations, règlemens et autres actes particuliers, qui se trouvent annexés au présent acte, et nommément,

— — — —

4. Le traité entre la Pruss et la Saxe, du 18 mai 1815;

5. La déclaration du Roi de Saxe sur les droits de la maison de Schönbourg, du 18 mai 1815;

6. Le traité entre la Prusse et le Hanovre, du 29 mai 1815;

7. La convention entre la Prusse et le grand-duc de Saxe-Weymar, du 1 juin 1815;

8. La convention entre la Prusse et les duc et prince de Nassau, du 31 mai 1815;

9. L'acte sur la constitution fédérative de l'Allemagne, du 8 juin 1815;

— — — —

16. Les règlemens pour la libre navigation des rivières.
— — — sont considerés comme parties intégrantes des arrangemants du congrès — — —

III.

Die Deutsche Bundes-Acte vom 8. Juni 1815.

Im Namen der allerheiligsten und untheilbaren Dreieinigkeit.

Die souverainen Fürsten und freien Städte Deutschlands, den gemeinsamen Wunsch hegend, den sechsten Artikel des Pariser Friedens vom 30. Mai 1814 in Erfüllung zu setzen, und von den Vortheilen überzeugt, welche aus ihrer festen und dauerhaften Verbindung für die Sicherheit und Unabhängigkeit Deutschlands, und die Ruhe und das Gleichgewicht Europens hervorgehen würden, sind übereingekommen, sich zu einem beständigen Bunde zu vereinigen, und haben zu diesem Behufe ihre Gesandten und Abgeordneten am Congresse in Wien mit Vollmachten versehen; nämlich:

S. K. K. A. M. den Herrn Clemens Wenceslaus Fürsten von Metternich-Winneburg-Ochsenhausen u. s. w., wirklichen geheimen Rath S. M. des Kaisers von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, Allerhöchstdessen Staats- und Conferenz-Minister, auch Minister der auswärtigen Angelegenheiten, und ersten Plenipotentiarius am Congreß; und den Herrn Johann Philipp Baron von Wessenberg u. s. w., Kammerherrn und wirklichen geheimen Rath S. K. K. A. M., Höchstderselben zweiten Plenipotentiarius am Congreß.

S. K. M. von Preußen den Herrn Fürsten von Hardenberg, Ihren Staatskanzler u. s. w.; und den Herrn Carl Wilhelm Freiherrn von Humbold, Ihren Staats-Minister, Kammerherrn, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei J. K. K. A. M. u. s. w.

S. K. M. von Dänemark den Herrn Christian Günther Grafen von Bernstorf, Ihren geheimen Conferenz-Rath, außerordentlichen Abgesandten und bevollmächtigten Minister am Hofe S. K. K. A. M. u. s. w.; und den Herrn Joachim Friedrich Grafen von Bernstorf, Ihren geheimen Conferenz-Rath, Bevollmächtigten am Congreß u. s. w.

S. K. M. von Baiern den Herrn Aloys Franz Xavier Grafen von Rechberg und Rothenlöwen, Kämmerer und wirklichen geheimen Rath, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am k. k. Hofe u. s. w.

S. M. der König von Sachsen den Herrn Hans August Fürchtegott von Globig, Ihren geheimen Rath, Kammerherrn, Hof- und Justitien-Rath, und geheimen Referendar.

S. M. der König der Niederlande den Herrn Franz Christoph Freiherrn von Gagern, Plenipotentiarius S. M. des Königs der Niederlande, und Ihrer Durchlauchten des Herzogs und des Fürsten von Nassau u. s. w.

S. M. der König von Groß-Britannien und Hannover den Herrn Ernst Friedrich Herbert Grafen von Münster u. s. w., S. K. M. von Groß-Brittannien und Hannover Staats- und Cabinets-Minister, ersten Bevollmächtigten am Congresse zu Wien; und den Herrn Ernst Christian August Grafen von Hardenberg u. s. w., S. K. M. von Groß-Britannien und Hannover Staats- und Cabinets-Minister, dessen außerordentlichen Abgesandten und bevollmächtigten Minister an dem Hofe S. K. K. A. M., und dessen zweiten Bevollmächtigten am Congresse zu Wien.

S. K. H. der Churfürst von Hessen den Herrn Dorotheus Ludwig Grafen von Keller, Höchst Ihren Staats-Minister u. s. w.; und den Herrn Georg Ferdinand Freiherrn von Lepel, Ihren Kammerherrn und geheimen Regierungs-Rath.

S. K. H. der Großherzog von Hessen den Herrn Johann Freiherrn von Türckheim von Altdorf, Ihren geheimen Rath, Staats-Minister und außerordentlichen Abgesandten am Congresse u. s. w.

S. K. H. der Großherzog von Sachsen-Weimar den Herrn Ernst August Freiherrn von Gersdorf, Ihren wirklichen geheimen Rath, jetzt an dessen Stelle den Herrn Friedrich August Freiherrn von Minckwitz.

S. D. der Herzog von Sachsen-Gotha den Herrn Friedrich August Freiherrn von Minckwitz, Ihren geheimen Rath.

J. D. die Herzogin von Sachsen-Coburg-Meiningen, als Regentin und Vormünderin Ihres Sohnes, eben denselben Freiherrn von Minckwitz.

S. D. der Herzog von Sachsen-Hildburghausen den Herr Carl Ludwig Friedrich Freiherrn von Baumbach, Ihren geheimen Rath und Regierungs-Präsidenten.

S. D. der Herzog von Sachsen-Coburg-Saalfeld den Herrn Franz Xaver Freiherrn von Fischler von Treuberg, Ihren Obersten u. s. w.

S. D. der Herzog von Braunschweig-Wolfenbüttel, an die Stelle des Herrn Wilhelm Justus Eberhardt von Schmidt-Phiseldeck, Ihro geheimen Raths, ex substitutione, den Herrn Dorotheus Ludwig Grafen von Keller, churfürstl. hessischen Staats-Minister u. s. w.

S. D. der Herzog von Holstein-Oldenburg den Herrn Hans Albrecht Freiherrn von Maltzahn, Präsidenten der Regierung des Fürstenthums Lübeck u. s. w.

S. D. der Herzog von Mecklenburg-Schwerin den Herrn Leopold Freiherrn von Plessen, Ihren Staats-Minister u. s. w.

S. D. der Herzog von Mecklenburg-Strelitz den Herrn August Otto Ernst Freiherrn von Oertzen, Ihren Staats-Minister u. s. w.

S. D. der Herzog von Anhalt-Dessau für sich, und als Vormund des minorennen Herzogs von Anhalt-Köthen, und S. D. der Herzog von Anhalt-Bernburg, gemeinschaftlich

den Herrn Wolf Carl August von Wolframsdorf, Präsidenten der Regierung zu Dessau.

S. D. der Fürst von Hohenzollern-Hechingen den Herrn Franz Anton Freiherrn von Franck, Ihren wirklichen geheimen Rath.

S. D. der Fürst von Hohenzollern-Sigmaringen den Herrn Franz Ludwig von Kirchbauer, Ihren geheimen Legations-Rath.

S. D. der Herzog und S. D. der Fürst von Nassau den Herrn Franz Christoph Freiherrn von Gagern, und Herrn Ernst Franz Ludwig Freiherrn von Marschall von Bieberstein, Plenipotentiarius S. M. des Königs der Niederlande für Seine deutschen Staaten, und Ihrer Durchlauchten des Herzogs und des Fürsten von Nassau u. s. w.

S. D. der Fürst von Lichtenstein den Herrn Georg Walter Vinzenz von Wiese, Vice-Kanzler der Regierung des Fürsten von Freuß zu Gera.

S. D. der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen den Herrn Adolph von Weise, Ihren geheimen Rath und Kanzler.

S. D. der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt den Herrn Friedrich Wilhelm Freiherrn von Kettelhodt, Ihren Kanzler und Präsidenten u. s. w.

S. D. der Fürst von Waldeck und Pyrmont den Herrn Günther Heinrich von Berg, Doctor der Rechte nnd Regierungs-Präsidenten des Fürsten von Schaumburg-Lippe.

JJ. DD. die Fürsten von Reuß, älterer und jüngerer Linie, den Herrn Georg Walther Vinzenz von Wiese, Vice-Kanzler der Regierung zu Gera.

S. D. der Fürst von Schaumburg-Lippe den Herrn Günther Heinrich von Berg.

J. D. die Fürstin von der Lippe, als Regentin und Vormünderin des Fürsten, Ihres Sohnes, den Herrn Friedrich Wilhelm Hellwing, Ihren Regierungs-Rath.

Die freie Stadt Lübeck den Herrn Johann Friedrich Hach, Doctor der Rechte und Senator dieser Stadt.

Die freie Stadt Frankfurt den Herrn Johann Ernst Friedrich Danz, Doctor der Rechte und Syndicus dieser Stadt.

Die freie Stadt Bremen den Herrn Johann Smidt, Senator dieser Stadt.

Die freie Stadt Hamburg den Herrn Johann Michael Grieß, Syndicus dieser Stadt.

In Gemäßheit dieses Beschlusses haben die vorstehenden Bevollmächtigten, nach geschehener Auswechselung ihrer richtig befundenen Vollmachten, folgende Artikel verabredet.

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1.

Die souverainen Fürsten und freien Städte Deutschlands, mit Einschluß JJ. MM. des Kaisers von Oesterreich und der Könige von Preußen, von Dänemark und der Niederlande, und zwar

Der Kaiser von Oesterreich,

Der König von Preußen,

beide für Ihre gesammten vormals zum deutschen Reiche gehörigen Besitzungen;

Der König von Dänemark für Holstein;

Der König der Niederlande für das Großherzogthum Luxemburg;

vereinigen sich zu einem beständigen Bunde, welcher der Deutsche Bund heißen soll.

Art. 2.

Der Zweck desselben ist Erhaltung der äußern und innern Sicherheit Deutschlands, und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen deutschen Staaten.

Art. 3.

Alle Bundes-Glieder haben, als solche, gleiche Rechte; sie verpflichten sich alle gleichmäßig die Bundes-Acte unverbrüchlich zu halten.

Art. 4.

Die Angelegenheiten des Bundes werden durch eine Bundes-Versammlung besorgt, in welcher alle Glieder desselben, durch ihre Bevollmächtigten, theils einzelne, theils Gesammt-Stimmen folgendermaßen, jedoch unbeschadet ihres Ranges, führen:

1.	Oesterreich	1 Stimme.
2.	Preußen	1
3.	Baiern	1
4.	Sachsen	1
5.	Hannover	1
6.	Würtemberg	1
7.	Baden	1
8.	Chur-Hessen	1
9.	Großherzogthum Hessen	1
10.	Dänemark wegen Holstein	1
11.	Niederlande wegen des Großherzogthums Luxemburg	1
12.	Die großherzoglich und herzoglich sächsischen Häuser	1
13.	Braunschweig und Nassau	1
14.	Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz	1
15.	Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg	1
16.	Hohenzollern, Lichtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck.	1
17.	Die freien Städte Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg	1
	Total.	17 Stimmen.

Art. 5.

Oesterreich hat bei der Bundesversammlung den Vorsitz; jedes Bundesglied ist befugt, Vorschläge zu machen und in Vortrag zu bringen, und der Vorsitzende ist verpflichtet, solche in einer zu bestimmenden Zeitfrist der Berathung zu übergeben.

Art. 6.

Wo es auf Abfassung und Abänderung von Grundgesetzen des Bundes, auf Beschlüsse, welche die Bundes-Acte selbst betreffen, auf organische Bundes-Einrichtungen und auf gemeinnützige Anordnungen sonstiger Art ankömmt, bildet sich die Versammlung zu einem Plenum, wobei jedoch, mit Rücksicht auf die Verschiedenheit der Größe der einzelnen Bundes-Staaten, folgende Berechnung und Vertheilung der Stimmen verabredet ist:

1.	Oesterreich erhält	4	Stimmen.
2.	Preußen	4	
3.	Sachsen	4	
4.	Baiern	4	
5.	Hannover	4	
6.	Würtemberg	4	
7.	Baden	3	
8.	Chur=Hessen	3	
9.	Großherzogthum Hessen	3	
10.	Holstein	3	
11.	Luxemburg	3	
12.	Braunschweig	2	
13.	Mecklenburg=Schwerin	2	
14.	Nassau	2	
15.	Sachsen=Weimar	1	
16.	— Gotha	1	
17.	— Coburg	1	
18.	— Meiningen	1	
19.	— Hildburghausen	1	
20.	Mecklenburg=Stelitz	1	
21.	Holstein=Oldenburg	1	
22.	Anhalt=Dessau	1	
23.	— Bernburg	1	
24.	— Köthen	1	
25.	Schwarzburg=Sondershausen	1	
26.	— Rudolstadt	1	
27.	Hohenzollern=Hechingen	1	
28.	Lichtenstein	1	
29.	Hohenzollern=Sigmaringen	1	
30.	Waldeck	1	
31.	Reuß ältere Linie	1	
32.	Reuß jüngere Linie	1	
33.	Schauumburg=Lippe	1	
34.	Lippe	1	
35.	Die freie Stadt Lübeck	1	
		66	Stimmen.

			66 Stimmen.
36.	Die freie Stadt Lübeck	. . . .	1
37.	— — Bremen	. . .	1
38.	— — Hamburg	. . .	1
	Total.	. . . .	69 Stimmen.

Ob den mediasirten vormaligen Reichsständen auch einige Curiat-Stimmen in Pleno zugestanden werden sollen, wird die Bundes-Versammlung bei der Berathung der organischen Bundes-Gesetze in Erwägung nehmen.

Art. 7.

In wie fern ein Gegenstand, nach obiger Bestimmung, für das Plenum geeignet sei, wird in der engeren Versammlung durch Stimmen-Mehrheit entschieden.

Die der Entscheidung des Pleni zu unterziehenden Beschluß-Entwürfe werden in der engern Versammlung vorbereitet, und bis zur Annahme oder Verwerfung zur Reife gebracht. Sowohl in der engern Versammlung als im Pleno werden die Beschlüsse nach der Mehrheit der Stimmen gefaßt, jedoch in der Art, daß es in der erstern die absolute, in letzterer aber nur eine auf zwei Drittel der Abstimmung beruhende Mehrheit entscheidet.

Bei Stimmen-Gleichheit in der engern Versammlung stehet dem Vorsitzenden die Entscheidung zu. Wo es aber auf Annahme oder Abänderung der Grundgesetze, auf organische Bundes-Einrichtungen, auf jura singulorum oder Religions-Angelegenheiten ankömmt, kann weder in der engern Versammlung, noch im Pleno ein Beschluß durch Stimmen-Mehrheit gefaßt werden.

Die Bundes-Versammlung ist beständig, hat aber die Befugniß, wenn die ihrer Berathung unterzogenen Gegenstände erledigt sind, auf eine bestimmte Zeit, jedoch nicht auf länger als vier Monate, sich zu vertagen.

Alle näheren, die Vertagung und die Besorgung der etwa während derselben vorkommenden dringenden Geschäfte betreffenden Bestimmungen werden der Bundes-Versammlung bei Abfassung der organischen Gesetze vorbehalten.

Art. 8.

Die Abstimmungs-Ordnung der Bundesglieder betreffend, wird festgesetzt, daß so lange die Bundes-Verfassung mit Abfassung der organischen Gesetze beschäftigt ist, hierüber keinerlei Bestimmung gelte, und die zufällig sich fügende Ordnung keinem der Mitglieder zum Nachtheile gereichen, noch eine Regel begründen soll. Nach Abfassung der organischen Gesetze wird die Bundes-Versammlung die künftige, als beständige Folge einzuführende, Stimmen-Ordnung in Berathung nehmen, und sich darin so wenig als möglich von der ehemals auf dem Reichstage, und namentlich in Gemäßheit des Reichs-Deputations-Schlusses von 1803 beobachteten, entfernen. Auch diese Ordnung kann aber auf den Rang der Bundesglieder überhaupt, und ihren Vortritt außer den Verhältnissen der Bundes-Versammlung, keinen Einfluß ausüben.

Art. 9.

Die Bundes-Versammlung hat ihren Sitz zu Frankfurt am Main. Die Eröffnnng derselben ist auf den 1. September 1815 festgesetzt.

Art. 10.

Das erste Geschäft der Bundes-Versammlung nach ihrer Eröffnung wird die Abfassung der Grundgesetze des Bundes, und dessen organische Einrichtung, in Rücksicht auf seine auswärtigen, militärischen und inneren Verhältnisse sein.

Art. 11.

Alle Mitglieder des Bundes versprechen sowohl ganz Deutschland, als jeden einzelnem Bundes-Staat gegen jeden Angriff in Schutz zu nehmen, und garantiren sich gegenseitig ihre sämmtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen.

Bei einmal erklärtem Bundeskriege darf kein Mitglied einseitige Unterhandlungen mit dem Feinde eingehen, noch einseitig Waffenstillstand oder Frieden schließen.

Die Bundesglieder behalten zwar das Recht der Bündnisse aller Art, verpflichten sich jedoch, in keine Verbindungen einzugehen, welche gegen die Sicherheit des Bundes oder einzelner Bundes-Staaten gerichtet wären.

Die Bundesglieder machen sich ebenfalls verbindlich, einander unter keinerlei Vorwand zu bekriegen, noch ihre Streitigkeiten mit

Gewalt zu verfolgen, sondern sie bei der Bundes-Versammlung anzubringen. Dieser liegt alsdann ob, die Vermittelung durch einen Ausschuß zu versuchen; falls dieser Versuch fehlschlagen sollte, und demnach eine richterliche Entscheidung nothwendig würde, solche durch eine wohlgeordnete Austrägal-Instanz zu bewirken, deren Ausspruch die streitenden Theile sich sofort zu unterwerfen haben.

II. Besondere Bestimmungen.

Außer den in den vorhergehenden Artikeln bestimmten, auf die Feststellung des Bundes gerichteten Punkten, sind die verbündeten Mitglieder übereingekommen, hiermit über folgende Gegenstände die in den nachstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen zu treffen, welche mit jenen Artikeln gleiche Kraft haben sollen.

Art. 12.

Diejenigen Bundesglieder, deren Besitzungen nicht eine Völkerzahl von 300,000 Seelen erreichen, werden sich mit den ihnen verwandten Häusern oder anderen Bundesgliedern, mit welchen sie wenigstens eine solche Volkszahl ausmachen, zu Bildung eines gemeinschaftlichen obersten Gerichtes vereinigen.

In den Staaten von solcher Volksmenge, wo schon jetzt dergleichen Gerichte dritter Instanz vorhanden sind, werden jedoch diese in ihrer bisherigen Eigenschaft erhalten, wofern nur die Volkszahl, über welche sie sich erstrecken, nicht unter 150,000 Seelen ist.

Den vier freien Städten steht das Recht zu, sich unter einander über die Errichtung eines gemeinsamen obersten Gerichtes zu vereinigen.

Bei den solchergestallt errichteten gemeinschaftlichen obersten Gerichten soll jeder der Parteien gestattet sein, auf die Verschickung der Akten auf eine deutsche Facultät oder an einen Schöppenstuhl zur Abfassung des Endurtheils anzutragen.

Art. 13.

In allen Bundesstaaten wird eine landständische Verfassung Statt finden.

Art. 14.

Um den im Jahr 1806 und seitdem mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsständen und Reichsangehörigen, in Gemäßheit der gegenwärtigen Verhältnisse, in allen Bundesstaaten einen gleichförmig bleibenden Rechtszustand zu verschaffen, so vereinigen sich die Bundesstaaten dahin:

1. Daß diese fürstlichen und gräflichen Häuser fortan nichts destoweniger zu dem hohen Adel in Deutschland gerechnet werden, und ihnen das Recht der Ebenbürtigkeit in dem bisher damit verbundenen Begriffe verbleibt.

2. Sind die Häupter dieser Häuser die ersten Standesherren in dem Staate, zu dem sie gehören. Sie und ihre Familien bilden die priviligirteste Classe in demselben, insbesondere in Ansehung der Besteuerung.

3. Es sollen ihnen überhaupt in Rücksicht ihrer Personen, Familien und Besitzungen alle diejenigen Rechte und Vorzüge zugesichert werden oder bleiben, welche aus ihrem Eigenthume und dessen ungestörten Genusse herrühren, und nicht zu der Staatsgewalt und den höheren Regierungsrechten gehören. Unter vorerwähnten Rechten sind insbesondere und namentlich begriffen:

a) Die unbeschränkte Freiheit ihren Aufenthalt in jedem zu dem Bunde gehörenden oder mit demselben in Frieden lebenden Staate zu nehmen;

b) Werden, nach den Grundsätzen der frühern deutschen Verfassung, die noch bestehenden Familien-Verträge aufrecht erhalten, und ihnen die Befugniß zugesichert, über ihre Güter und Familien-Verhältnisse verbindliche Verfügungen zu treffen, welche jedoch dem Souverain vorgelegt, und bei den höchsten Landesstellen zur allgemeinen Kenntniß und Nachachtung gebracht werden müssen.

Alle bisher dagegen erlassenen Verordnungen sollen für künftige Fälle nicht anwendbar seyn.

c) Priviligirter Gerichtsstand und Befreiung von aller Militär-Pflichtigkeit für sich und ihre Familien;

d) Die Ausübung der bürgerlichen und peinlichen Gerechtigkeitspflege in erster, und, wo die Besitzung groß genug ist, in zweiter Instanz, der Forstgerichtsbarkeit, Orts-Polizei, und

Aufsicht in Kirchen- und Schulsachen, auch über milde Stiftungen, jedoch nach Vorschrift der Landesgesetze, welchen sie, so wie der Militär-Verfassung, und der Oberaufsicht der Regierung über jene Zuständigkeiten unterworfen bleiben.

Bei der nähern Bestimmung der angeführten Befugnisse sowohl, wie überhaupt und in allen übrigen Punkten, wird zur weitern Begründung und Feststellung eines in allen deutschen Bundes-Staaten übereinstimmenden Rechtszustandes der mittelbar gewordenen Fürsten, Grafen und Herren, die in dem Betreffe erlassene königl. baierische Verordnung vom Jahr 1807 als Basis und Norm unterlegt werden.

Dem ehemaligen Reichsadel werden die sub No. a) und b) angeführten Rechte, Antheil der Begüterten an Landstandschaft, Patrimonial- und Forstgerichtsbarkeit, Ortspolizei, Kirchen-Patronat, und der priviligirte Gerichtsstand zugesichert. Diese Rechte werden jedoch nur nach der Vorschrift der Landesgesetze ausgeübt.

In den durch den Frieden von Luneville, vom 9. Februar 1801, von Deutschland abgetretenen, und jetzt wieder damit vereinigten Provinzen, werden, bei Anwendung der obigen Grundsätze auf den ehemaligen unmittelbaren Reichsadel, diejenigen Beschränkungen Statt finden, welche die dort bestehenden besonderen Verhältnisse nothwendig machen.

Art. 15.

Die Fortdauer der auf die Rheinschiffahrts-Octroi angewiesenen directen und subsidiarischen Renten; die durch den Reichs-Deputations-Schluß vom 25. Februar 1803 getroffenen Verfügungen in Betreff des Schuldenwesens und festgesetzte Pensionen an geistliche und weltliche Individuen werden von dem Bunde garantirt.

Die Mitglieder der ehemaligen Dom- und freien Reichs-Stifter haben die Befugniß, ihre durch den erwähnten Reichs-Deputations-Schluß festgesetzten Pensionen ohne Abzug in jedem mit dem deutschen Bunde in Frieden stehenden Staate verzehren zu dürfen.

Die Mitglieder des deutschen Ordens werden ebenfalls nach den in dem Reichs-Deputations-Hauptschlusse von 1803 für die Domstifter festgesetzten Grundsätzen Pensionen erhalten, in so fern sie ihnen noch nicht hinreichend bewilligt worden, und diejenigen

Fürsten, welche eingezogene Besitzungen des deutschen Ordens erhalten haben, werden diese Pensionen, nach Verhältniß ihres Antheils an den ehemaligen Besitzungen, bezahlen.

Die Berathung über die Regulirung der Sustentations-Casse und der Pensionen für die überrheinischen Bischöfe und Geistliche, welche Pensionen auf die Besitzer des linken Rheinufers übertragen worden, ist der Bundes-Versammlung vorbehalten.

Diese Regulirung ist binnen Jahresfrist zu beendigen. Bis dahin wird die Bezahlung der erwähnten Pensionen auf die bisherige Art fortgesetzt.

Art. 16.

Die Verschiedenheit der christlichen Religions-Partheien kann in den Ländern und Gebiethen des deutschen Bundes keinen Unterschied in dem Genusse der bürgerlichen und politischen Rechte begründen.

Die Bundes-Versammlung wird in Berathung ziehen, wie auf eine möglichst übereinstimmende Weise die bürgerliche Verbesserung der Bekenner des jüdischen Glaubens in Deutschland zu begründen sei, und wie insonderheit denselben der Genuß der bürgerlichen Rechte, gegen die Uebernahme aller Bürgerpflichten, in den Bundesstaaten verschafft und gesichert werden könne. Jedoch werden den Bekennern dieses Glaubens bis dahin die denselben von den einzelnen Bundesstaaten bereits eingeräumten Rechte erhalten.

Art. 17.

Das fürstliche Haus Thurn und Taxis bleibt in dem durch den Reichs-Deputations-Schluß vom 25. Februar 1803, oder spätere Verträge bestätigten Besitz und Genuß der Posten in den verschiedenen Bundesstaaten, so lange als nicht etwa durch freie Uebereinkunft anderweitige Verträge abgeschlossen werden sollten.

In jedem Falle werden demselben, in Folge des Art. 13 des erwähnten Reichs-Deputations-Hauptschlusses, seine auf Belassung der Posten oder auf eine angemessene Entschädiguug gegründete Rechte und Ansprüche versichert. Dieses soll auch da Statt finden, wo die Aufhebung der Posten seit 1803 gegen den Inhalt des Reichs-Deputations-Hauptschlusses bereits geschehen wäre, in so fern diese Entschädigung durch Verträge nicht schon definitiv festgesetzt ist.

Art. 18.

Die verbündeten Fürsten und freien Städte kommen überein, den Unterthanen der deutschen Bundesstaaten folgende Rechte zuzusichern:

1. Grundeigenthum außerhalb des Staats, den sie bewohnen, zu erwerben und zu besitzen, ohne deshalb in dem fremden Staate mehreren Abgaben und Lasten unterworfen zu sein, als dessen eigene Unterthanen

2. Die Befugnisse:

a) Des freien Wegziehens aus einem deutschen Bundesstaat in den andern, der erweislich sie zu Unterthanen annehmen will; auch

b) In Civil- und Militär-Dienst desselben zu treten, beides jedoch nur in so fern keine Verbindlichkeit zu Militär-Diensten gegen das bisherige Vaterland im Wege stehe.

Und damit wegen der dermalen vorwaltenden Verschiedenheit der gesetzlichen Vorschriften über Militär-Pflichtigkeit hierunter nicht ein ungleichartiges für einzelne Bundesstaaten nachtheiliges Verhältniß entstehen möge: so wird bei der Bundes-Versammlung die Einführung möglichst gleichförmiger Grundsätze über diesen Gegenstand in Berathung genommen werden.

3. Die Freiheit von aller Nachsteuer (jus detractus, gabella emigrationis), in so fern das Vermögen in einen andern deutschen Bundesstaat übergeht, und mit diesem nicht besondere Verhältnisse durch Freizügigkeits-Verträge bestehen.

4. Die Bundes-Versammlung wird sich bei ihrer ersten Zusammenkunft mit Abfassung gleichförmiger Verfügungen über die Preßfreiheit und die Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck beschäftigen.

Art. 19.

Die Bundesglieder behalten sich vor, bei der ersten Zusammenkunft der Bundes-Versammlung in Frankfurt, wegen des Handels und Verkehrs zwischen den verschiedenen Bundesstaaten, so wie wegen der Schiffahrt, nach Anleitung der auf dem Congresse zu Wien angenommenen Grundsätze, in Berathung zu treten.

Art. 20.

Der gegenwärtige Vertrag wird von allen contrahirenden Theilen ratificirt werden, und die Ratificationen sollen binnen der Zeit von sechs Wochen, oder, wo möglich, noch früher, nach Wien an die kaiserlich österreichische Hof- und Staatskanzlei eingesandt, und bei Eröffnung des Bundes in das Archiv desselben niedergelegt werden.

Zur Urkunde dessen haben sämmtliche Bevollmächtigte den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet, und mit ihren Wappen besiegelt. So geschehen Wien, den achten Juni im Jahr ein tausend acht hundert und funfzehn.

Gezeichnet. —

IV.

Wiener Schluß-Acte vom 15. Mai 1820.

Die souverainen Fürsten und freien Städte — — — — — zu einer definitiver Vereinbarung über folgende Artikel gelangt —:

Art. 1.

Der deutsche Bund ist ein völkerrechtlicher Verein der deutschen Fürsten und freien Städte, zur Bewahrung der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit ihrer im Bunde begriffenen Staaten, und zur Erhaltung der innern und äußern Sicherheit Deutschlands.

Art. 2.

Dieser Verein besteht in seinem Innern als eine Gemeinschaft selbstständiger, unter sich unabhängiger Staaten, mit wechselseitigen gleichen Vertrags-Rechten und Vertrags-Obliegenheiten, in seinen äußern Verhältnissen aber, als eine in politischer Einheit verbundene Gesammt-Macht.

Art. 3.

Der Umfang und die Schranken, welche der Bund seiner Wirksamkeit vorgezeichnet hat, sind in der Bundesacte bestimmt, die der

Grundvertrag und das erste Grundgesetz dieses Vereins ist. Indem dieselbe die Zwecke des Bundes ausspricht, bedingt und begrenzt sie zugleich dessen Befugnisse und Verpflichtungen.

Art. 4.

Der Gesammtheit der Bundesglieder steht die Befugniß der Entwickelung und Ausbildung der Bundesacte zu, in so fern die Erfüllung der darin aufgestellten Zwecke solche nothwendig macht. Die deshalb zu fassenden Beschlüsse dürfen aber mit dem Geiste der Bundesacte nicht im Widerspruch stehen, noch von dem Grundcharakter des Bundes abweichen.

Art. 5.

Der Bund ist als ein unauflöslicher Verein gegründet, und es kann daher der Austritt aus diesem Verein keinem Mitgliede desselben frei stehen.

Art. 6.

Der Bund ist nach seiner ursprünglichen Bestimmung auf die gegenwärtig daran theilnehmenden Staaten beschränkt. Die Aufnahme eines neuen Mitgliedes kann nur statt haben, wenn die Gesammtheit der Bundesglieder solche mit den bestehenden Verhältnissen vereinbar und dem Vortheil des Ganzen angemessen findet. Veränderungen in dem gegenwärtigen Besitzstande der Bundesglieder können keine Veränderungen in den Rechten und Verpflichtungen derselben in Bezug auf den Bund, ohne ausdrückliche Zustimmung der Gesammtheit, bewirken. Eine freiwillige Abtretung auf einem Bundesgebiete haftender Souverainetäts-Rechte kann ohne solche Zustimmung nur zu Gunsten eines Mitverbündeten geschehen.

Art. 7.

Die Bundesversammlung, aus den Bevollmächtigten sämmtlicher Bundesglieder gebildet, stellt den Bund in seiner Gesammtheit vor, und ist das beständige verfassungsmäßige Organ seines Willens und Handelns.

Art. 8.

Die einzelnen Bevollmächtigten am Bundestage sind von ihren Committenten unbedingt abhängig, und diesen allein wegen getreuer Befolgung der ihnen ertheilten Instructionen, so wie wegen ihrer Geschäftsführung überhaupt, verantwortlich.

Art. 9.

Die Bundesversammlung übt ihre Rechte und Obliegenheiten nur innerhalb der ihr vorgezeichneten Schranken aus. Ihre Wirksamkeit ist zunächst durch die Vorschriften der Bundesacte, und durch die in Gemäßheit derselben beschlossenen oder ferner zu beschließenden Grundgesetze, wo aber diese nicht zureichen, durch die im Grundvertrage bezeichneten Bundeszwecke bestimmt.

Art. 10.

Der Gesammtwille des Bundes wird durch verfassungsmäßige Beschlüsse der Bundesversammlung ausgesprochen; verfassungsmäßig aber sind diejenigen Beschlüsse, die innerhalb der Grenzen der Competenz der Bundesversammlung, nach vorgängiger Berathung, durch freie Abstimmung entweder im engern Rathe oder im Plenum, gefaßt werden, je nachdem das Eine oder das Andere durch die grundgesetzlichen Bestimmungen vorgeschrieben ist.

Art. 11.

In der Regel faßt die Bundesversammlung die zur Besorgung der gemeinsamen Angelegenheiten des Bundes erforderlichen Beschlüsse im engern Rathe, nach absoluter Stimmenmehrheit. Diese Form der Schlußfassung findet in allen Fällen statt, wo bereits feststehende allgemeine Grundsätze in Anwendung, oder beschlossene Gesetze und Einrichtungen zur Ausführung zu bringen sind, überhaupt aber bei allen Berathungs-Gegenständen, welche die Bundesacte oder spätere Beschlüsse nicht bestimmt davon ausgenommen haben.

Art. 12.

Nur in den in der Bundesacte ausdrücklich bezeichneten Fällen, und, wo es auf eine Kriegserklärung, oder Friedensschluß-Bestätigung von Seiten des Bundes ankommt, wie auch, wenn über die Aufnahme eines neuen Mitgliedes in den Bund entschieden werden soll, bildet sich die Versammlung zu einem Plenum. Ist in einzelnen Fällen die Frage, ob ein Gegenstand vor das Plenum gehört, zweifelhaft, so steht die Entscheidung derselben dem engern Rathe zu. Im Plenum findet keine Erörterung noch Berathung statt, sondern es wird nur darüber abgestimmt, ob ein im engern Rathe vorbereiteter Beschluß angenommen oder verworfen werden soll. Ein gültiger Beschluß im Plenum setzt eine Mehrheit von zwei Drittheilen der Stimmen voraus.

Art. 13.

Ueber folgende Gegenstände:

1. Annahme neuer Grundgesetze, oder Abänderung der bestehenden;
2. Organische Einrichtungen, das heißt, bleibende Anstalten, als Mittel zur Erfüllung der ausgesprochenen Bundeszwecke;
3. Aufnahme neuer Mitglieder in den Bund;
4. Religions-Angelegenheiten:

findet kein Beschluß durch Stimmenmehrheit statt; jedoch kann eine definitive Abstimmung über Gegenstände dieser Art nur nach genauer Prüfung und Erörterung der den Widerspruch einzelner Bundesglieder bestimmenden Gründe, deren Darlegung in keinem Falle verweigert werden darf, erfolgen.

Art. 14.

Was insbesondere die organischen Einrichtungen betrifft, so muß nicht nur über die Vorfrage, ob solche unter den obwaltenden Umständen nothwendig sind, sondern auch über Entwurf und Anlage derselben in ihren allgemeinen Umrissen und wesentlichen Bestimmungen, im Plenum und durch Stimmen-Einhelligkeit entschieden werden. Wenn die Entscheidung zu Gunsten der vorgeschlagenen Einrichtung ausgefallen ist, so bleiben die sämmtlichen weitern Verhandlungen über die Ausführung im Einzelnen der engern Versammlung überlassen, welche alle dabei noch vorkommenden Fragen durch Stimmenmehrheit entscheidet, auch, nach Befinden der Umstände, eine Commission aus ihrer Mitte anordnet, um die verschiedenen Meinungen und Anträge, mit möglichster Schonung und Berücksichtigung der Verhältnisse und Wünsche der Einzelnen, auszugleichen.

Art. 15.

In Fällen, wo die Bundesglieder nicht in ihrer vertragsmäßigen Einheit, sondern als einzelne, selbstständige und unabhängige Staaten erscheinen, folglich jura singulorum obwalten, oder wo einzelnen Bundesgliedern eine besondere, nicht in den gemeinsamen Verpflichtungen Aller begriffene Leistung oder Verwilligung für den Bund zugemuthet werden sollte, kann, ohne freie Zustimmung sämmtlicher Betheiligten, kein dieselben verbindender Beschluß gefaßt werden.

Art. 16.

Wenn die Besitzungen eines souverainen deutschen Hauses durch Erbfolge auf ein anderes übergehen, so hängt es von der Gesammtheit des Bundes ab, ob und in wie fern die auf jenen Besitzungen haftenden Stimmen im Plenum, da im engern Rathe kein Bundesglied mehr als eine Stimme führen kann, dem neuen Besitzer beigelegt werden sollen.

Art. 17.

Die Bundesversammlung ist berufen, zur Aufrechthaltung des wahren Sinnes der Bundesacte, die darin enthaltenen Bestimmungen, wenn über deren Auslegung Zweifel entstehen sollten, dem Bundeszweck gemäß zu erklären, und in allen vorkommenden Fällen den Vorschriften dieser Urkunde ihre richtige Anwendung zu sichern.

Art. 18.

Da Eintracht und Friede unter den Bundesgliedern ungestört aufrecht erhalten werden soll, so hat die Bundesversammlung, wenn die innere Ruhe und Sicherheit des Bundes auf irgend eine Weise bedroht oder gestört ist, über Erhaltung oder Wiederherstellung derselben Rath zu pflegen, und die dazu geeigneten Beschlüsse nach Anleitung der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen zu fassen.

Art. 19.

Wenn zwischen Bundesgliedern Thätlichkeiten zu besorgen, oder wirklich ausgeübt worden sind, so ist die Bundesversammlung berufen, vorläufige Maasregeln zu ergreifen, wodurch jeder Selbsthülfe vorgebeugt und der bereits unternommenen Einhalt gethan werde. Zu dem Ende hat sie vor allem für Aufrechthaltung des Besitzstandes Sorge zu tragen.

Art. 20.

Wenn die Bundesversammlung von einem Bundesgliede zum Schutze des Besitzstandes angerufen wird, und der jüngste Besitzstand streitig ist, so soll sie für diesen besondern Fall befugt sein, ein bei der Sache nicht betheiligtes Bundesglied in der Nähe des zu schützenden Gebietes aufzuforden, die Thatsache des jüngsten Besitzes und die angezeigte Störung desselben ohne Zeitverlust durch seinen obersten Gerichtshof summarisch untersuchen und darüber einen rechtlichen Bescheid abfassen zu lassen, dessen Vollziehung die

Bundesversammlung, wenn der Bundesstaat, gegen welchen er gerichtet ist, sich nicht auf vorgängige Aufforderung freiwillig dazu versteht, durch die ihr zu diesem Ende angewiesenen Mittel zu bewirken hat.

Art. 21.

Die Bundesversammlung hat in allen, nach Vorschrift der Bundesacte bei ihr anzubringenden Streitigkeiten der Bundesglieder die Vermittelung durch einen Ausschuß zu versuchen. Können die entstandenen Streitigkeiten auf diesem Wege nicht beigelegt werden, so hat sie die Entscheidung derselben durch eine Austrägal-Instanz zu veranlassen, und dabei, so lange nicht wegen der Austrägal-Gerichte überhaupt eine anderweitige Uebereinkunft zwischen den Bundesgliedern statt gefunden hat, die in dem Bundestags-Beschlusse vom sechzehnten Juni achtzehn hundert und siebenzehn enthaltenen Vorschriften, so wie den in Folge gleichzeitig an die Bundestags-Gesandten ergehender Instructionen zu fassenden besondern Beschluß zu beobachten.

Art. 22.

Wenn nach Anleitung des obgedachten Bundestags-Beschlusses der oberste Gerichtshof eines Bundesstaats zur Austrägal-Instanz gewählt ist, so steht demselben die Leitung des Processes und die Entscheidung des Streits in allen seinen Haupt- und Nebenpunkten uneingeschränkt und ohne alle weitere Einwirkung der Bundesversammlung oder der Landesregierung zu. Letztere wird jedoch, auf Antrag der Bundesversammlung, oder der streitenden Theile, im Fall einer Zögerung von Seiten des Gerichts, die zur Beförderung der Entscheidung nöthigen Verfügungen erlassen.

Art. 23.

Wo keine besondern Entscheidungs-Normen vorhanden sind, hat das Austrägal-Gericht nach den in Rechtsstreitigkeiten derselben Art vormals von den Reichsgerichten subsidiarisch befolgten Rechtsquellen, in so fern solche auf die jetzigen Verhältnisse der Bundesglieder noch anwendbar sind, zu erkennen.

Art. 24.

Es steht übrigens den Bundesgliedern frei, sowohl bei einzelnen vorkommenden Streitigkeiten, als für alle künftige Fälle, wegen besonderer Austräge oder Compromisse übereinzukommen, wie denn

auch frühere Familien= oder Vertrags=Austräge durch Errichtung der Bundes=Austrägal=Instanz nicht aufgehoben, noch abgeändert werden.

Art. 25.

Die Aufrechthaltung der innern Ruhe und Ordnung in den Bundesstaaten steht den Regierungen allein zu. Als Ausnahme kann jedoch, in Rücksicht auf die innere Sicherheit des gesammten Bundes, und in Folge der Verpflichtung der Bundesglieder zu gegenseitiger Hülfsleistung, die Mitwirkung der Gesammtheit zur Erhaltung oder Wiederherstellung der Ruhe, im Fall einer Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Regierung, eines offenen Aufruhrs, oder gefährlicher Bewegungen in mehreren Bundesstaaten, statt finden.

Art. 26.

Wenn in einem Bundesstaate durch Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Obrigkeit die innere Ruhe unmittelbar gefährdet, und eine Verbreitung aufrührerischer Bewegungen zu fürchten, oder ein wirklicher Aufruhr zum Ausbruch gekommen ist, und die Regierung selbst, nach Erschöpfung der verfassungsmäßigen und gesetzlichen Mittel, den Beistand des Bundes anruft, so liegt der Bundesversammlung ob, die schleunigste Hülfe zur Wiederherstellung der Ordnung zu veranlassen. Sollte im letztgedachten Falle die Regierung notorisch außer Stande sein, den Aufruhr durch eigene Kräfte zu unterdrücken, zugleich aber durch die Umstände gehindert werden, die Hülfe des Bundes zu begehren, so ist die Bundesversammlung nichts desto weniger verpflichtet, auch unaufgerufen zur Wiederherstellung der Ordnung und Sicherheit einzuschreiten. In jedem Falle aber dürfen die verfügten Maasregeln von keiner längern Dauer sein, als die Regierung, welcher die bundesmäßige Hülfe geleistet wird, es nothwendig erachtet.

Art. 27.

Die Regierung, welcher eine solche Hülfe zu Theil geworden, ist gehalten, die Bundesversammlung von der Veranlassung der eingetretenen Unruhen in Kenntniß zu setzen, und von den zur Befestigung der wiederhergestellten gesetzlichen Ordnung getroffenen Maasregeln eine beruhigende Anzeige an dieselbe gelangen zu lassen.

Art. 28.

Wenn die öffentliche Ruhe und gesetzliche Ordnung in mehreren Bundesstaaten durch gefährliche Verbindungen und Anschläge bedroht sind, und dagegen nur durch Zusammenwirken der Gesammtheit zureichende Maasregeln ergriffen werden können, so ist die Bundesversammlung befugt und berufen, nach vorgängiger Rücksprache mit den zunächst bedrohten Regierungen, solche Maasregeln zu berathen und zu beschließen.

Art. 29.

Wenn in einem Bundesstaate der Fall einer Justiz-Verweigerung eintritt, und auf gesetzlichen Wegen ausreichende Hülfe nicht erlangt werden kann, so liegt der Bundesversammlung ob, erwiesene, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilenden Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege anzunehmen, und darauf die gerichtliche Hülfe bei der Bundesregierung, die zu der Beschwerde Anlaß gegeben hat, zu bewirken.

Art. 30.

Wenn Forderungen von Privatpersonen deshalb nicht befriedigt werden können, weil die Verpflichtung, denselben Genüge zu leisten, zwischen mehreren Buudesgliedern zweifelhaft oder bestritten ist, so hat die Bundesversammlung, auf Anrufen der Betheiligten, zuvörderst eine Ausgleichung auf gütlichem Wege zu versuchen, im Fall aber, daß dieser Versuch ohne Erfolg bliebe, und die in Anspruch genommenen Bundesglieder sich nicht in einer zu bestimmenden Frist über ein Compromiß vereinigten, die rechtliche Entscheidung der streitigen Vorfrage durch eine Austrägal-Instanz zu veranlassen.

Art. 31.

Die Bundesversammlung hat das Recht und die Verbindlichkeit, für die Vollziehung der Bundesacte und übrigen Grundgesetze des Bundes, der in Gemäßheit ihrer Competenz von ihr gefaßten Beschlüsse, der durch Austräge gefällten schiedsrichterlichen Erkenntnisse, der unter die Gewährleistung des Bundes gestellten compromissarischen Entscheidungen und der am Bundestage vermittelten Vergleiche, so wie für die Aufrechthaltung der von dem Bunde übernommenen besonderen Garantien, zu sorgen, auch zu diesem

Ende, nach Erschöpfung aller andern bundesverfassungsmäßigen Mittel, die erforderlichen Executions-Maasregeln, mit genauer Beobachtung der in einer besondern Executions-Ordnung dieserhalb festgesetzten Bestimmungen und Normen, in Anwendung zu bringen.

Art. 32.

Da jede Bundesregierung die Obliegenheit hat, auf Vollziehung der Bundesbeschlüsse zu halten, der Bundesversammlung aber eine unmittelbare Einwirkung auf die innere Verwaltung der Bundesstaaten nicht zusteht, so kann in der Regel nur gegen die Regierung selbst ein Executions-Verfahren statt finden. Ausnahmen von dieser Regel treten jedoch ein, wenn eine Bundesregierung, in Ermangelung eigner zureichenden Mittel, selbst die Hülfe des Bundes in Anspruch nimmt, oder wenn die Bundesversammlung unter den im sechs und zwanzigsten Artikel bezeichneten Umständen, zur Wiederherstellung der allgemeinen Ordnung und Sicherheit unaufgerufen einzuschreiten verpflichtet ist. — Im ersten Falle muß jedoch immer in Uebereinstimmung mit den Anträgen der Regierung, welcher die bundesmäßige Hülfe geleistet wird, verfahren, und im zweiten Falle ein Gleiches, sobald die Regierung wieder in Thätigkeit gesetzt ist, beobachtet werden.

Art. 33.

Die Executions-Maasregeln werden im Namen der Gesammtheit des Bundes beschlossen und ausgeführt. Die Bundesversammlung ertheilt zu dem Ende, mit Berücksichtigung aller Localumstände und sonstigen Verhältnisse, einer oder mehreren, bei der Sache nicht betheiligten Regierungen, den Auftrag zur Vollziehung der beschlossenen Maasregeln, und bestimmt zugleich sowohl die Stärke der dabei zu verwendenden Mannschaft, als die nach dem jedesmaligen Zweck des Executions-Verfahrens zu bemessende Dauer desselben.

Art. 34.

Die Regierung, an welche der Auftrag gerichtet ist, und welche solchen als eine Bundespflicht zu übernehmen hat, ernennt zu diesem Behuf einen Civil-Commissär, der, in Gemäßheit einer, nach den Bestimmungen der Bundesversammlung, von der beauftragten Regierung zu ertheilenden besondern Instruction, des Executions-Verfahren unmittelbar leitet. — Wenn der Auftrag an mehrere

Regierungen ergangen ist, so bestimmt die Bundesversammlung, welche derselben den Civil-Commissär zu ernennen hat. Die beauftragte Regierung wird, während der Dauer des Executions-Verfahrens, die Bundesversammlung von dem Erfolge desselben in Kenntniß erhalten, und sie, sobald der Zweck vollständig erfüllt ist, von der Beendigung des Geschäfts unterrichten.

Art. 35.

Der Bund hat als Gesammtmacht das Recht, Krieg, Frieden, Bündnisse und andere Verträge zu beschließen. Nach dem im zweiten Artikel der Bundesacte ausgesprochenen Zwecke des Bundes übt derselbe aber diese Rechte nur zu seiner Selbstvertheidigung, zur Erhaltung der Selbstständigkeit und äußern Sicherheit Deutschlands, und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen Bundesstaaten aus.

Art. 36.

Da in dem elften Artikel der Bundesacte alle Mitglieder des Bundes sich verbindlich gemacht haben, sowohl ganz Deutschland, als jeden einzelnen Bundesstaat gegen jeden Angriff in Schutz zu nehmen, und sich gegenseitig ihre sämmtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen zu garantiren, so kann kein einzelner Bundesstaat von Auswärtigen verletzt werden, ohne daß die Verletzung zugleich und in demselben Maaße die Gesammtheit des Bundes treffe.

Dagegen sind die einzelnen Bnndesstaaten verpflichtet, von ihrer Seite weder Anlaß zu dergleichen Verletzungen zu geben, noch auswärtigen Staaten solche zuzufügen. — Sollte von Seiten eines fremden Staates über eine von einem Mitgliede des Bundes ihm widerfahrne Verletzung bei der Bundesversammlung Beschwerde geführt, und diese gegründet befunden werden, so liegt der Bundesversammlung ob, das Bundesglied, welches die Beschwerde veranlaßt hat, zur schleunigen und genügenden Abhülfe aufzufordern, und mit dieser Aufforderung, nach Befinden der Umstände, Maasregeln, wodurch weitern friedestörenden Folgen zur rechten Zeit vorgebeugt werde, zu verbinden.

Art. 37.

Wenn ein Bundesstaat, bei einer zwischen ihm und einer auswärtigen Macht entstandenen Irrung, die Dazwischenkunft des

Bundes anruft, so hat die Bundesversammlung den Ursprung solcher Irrung und das wahre Sachverhältniß sorgfältig zu prüfen. — Ergiebt sich aus dieser Prüfung, daß dem Bundesstaate das Recht nicht zur Seite steht, so hat die Bundesversammlung denselben von Fortsetzung des Streites ernstlich abzumahnen und die begehrte Dazwischenkunft zu verweigern, auch erforderlichen Falls zur Erhaltung des Friedensstandes geeignete Mittel anzuwenden. Ergiebt sich das Gegentheil, so ist die Bundesversammlnng verpflichtet, dem verletzten Bundesstaate ihre wirksamste Verwendung und Vertretung angedeihen zu lassen, und solche so weit auszudehnen, als nöthig ist, damit demselben volle Sicherheit und angemessene Genugthuung zu Theil werde.

Art. 83.

Wenn aus der Anzeige eines Bundesstaats, oder aus andern zuverlässigen Angaben, Grund zu der Besorgniß geschöpft wird, daß ein einzelner Bundesstaat, oder die Gesammtheit des Bundes, von einem feindlichen Angriffe bedroht sei, so muß die Bundesversammlung sofort die Frage, ob die Gefahr eines solchen Angriffes wirklich vorhanden ist, in Berathung nehmen, und darüber in der kürzest-möglichen Zeit einen Ausspruch thun. — Wird die Gefahr anerkannt, so muß, gleichzeitig mit diesem Ausspruche, wegen der in solchem Falle unverzüglich in Wirksamkeit zu setzenden Vertheidigung-Maasregeln, ein Beschluß gefaßt werden. Beides, jener Ausspruch und dieser Beschluß, ergeht von der engern Versammlung die dabei nach der in ihr geltenden absoluten Stimmenmehrheit verfährt.

Art. 39.

Wenn das Bundesgebiet von einer auswärtigen Macht feindlich überfallen wird, tritt sofort der Stand des Krieges ein, und es muß in diesem Falle, was auch ferner von der Bundesversammlung beschlossen werden mag, ohne weitern Verzug zu den erforderlichen Vertheidigungs-Maasregeln geschritten werden.

Art. 40.

Sieht sich der Bund zu einer förmlichen Kriegserklärung genöthigt, so kann solche nur in der vollen Versammlung nach der für dieselbe vorgeschriebenen Stimmenmehrheit von zwei Drittheilen beschlossen werden.

Art. 41.

Der in der engern Versammlung gefaßte Beschluß über die Wirklichkeit der Gefahr eines feindlichen Angriffes verbindet sämmtliche Bundesstaaten zur Theilnahme an den vom Bundestage nothwendig erachteten Vertheidigungs-Maasregeln. Gleicherweise verbindet die in der vollen Versammlung ausgesprochene Kriegserklärung sämmtliche Bundesstaaten zur unmittelbaren Theilnahme an dem gemeinschaftlichen Kriege.

Art. 42.

Wenn die Vorfrage, ob Gefahr vorhanden ist, durch die Stimmenmehrheit verneinend entschieden wird, so bleibt nichts desto weniger denjenigen Bundesstaaten, welche von der Wirklichkeit der Gefahr überzeugt sind, unbenommen, gemeinschaftliche Vertheidigungs-Maasregeln unter einander zu verabreden.

Art. 43.

Wenn in einem Falle, wo es die Gefahr und Beschützung einzelner Bundesstaaten gilt, einer der streitenden Theile auf die förmliche Vermittelung des Bundes anträgt, so wird derselbe, in so fern er es der Lage der Sachen und seiner Stellung angemessen findet, unter vorausgesetzter Einwilligung des andern Theils, diese Vermittelung übernehmen; jedoch darf dadurch der Beschluß wegen der zur Sicherheit des Bundesgebietes zu ergreifenden Vertheidigungs-Maasregeln nicht aufgehalten werden, noch in der Ausführung der bereits beschlossenen ein Stillstand oder eine Verzögerung eintreten.

Art. 44.

Bei ausgebrochenem Kriege steht jedem Bundesstaate frei, zur gemeinsamen Vertheidigung eine größere Macht zu stellen, als sein Bundes-Contingent beträgt; es kann jedoch in dieser Hinsicht keine Forderung an den Bund statt finden.

Art. 45.

Wenn in einem Kriege zwischen auswärtigen Mächten oder in andern Fällen Verhältnisse eintreten, welche die Besorgniß einer Verletzung der Neutralität des Bundesgebietes veranlassen, so hat die Bundesversammlung ohne Verzug im engern Rathe die zur Behauptung dieser Neutralität erforderlichen Maasregeln zu beschließen.

Art. 46.

Beginnt ein Bundesstaat, der zugleich außerhalb des Bundesgebietes Besitzungen hat, in seiner Eigenschaft als Europäische Macht einen Krieg, so bleibt ein solcher, die Verhältnisse und Verpflichtungen des Bundes nicht berührender Krieg dem Bunde ganz fremd.

Art. 47.

In den Fällen, wo ein solcher Bundesstaat in seinen außer dem Bunde belegenen Besitzungen bedroht oder angegriffen wird, tritt für den Bund die Verpflichtung zu gemeinschaftlichen Vertheidigungs-Maasregel, oder zur Theilnahme und Hülfsleistung nur in so fern ein, als derselbe, nach vorgängiger Berathung durch Stimmenmehrheit in der engern Versammlung, Gefahr für das Bundesgebiet erkennt. — Im letztern Falle finden die Vorschriften der vorhergehenden Artikel ihre gleichmäßige Anwendung.

Art. 48.

Die Bestimmung der Bundesacte, vermöge welcher, nach einmal erklärtem Bundeskriege, kein Mitglied des Bundes einseitige Unterhandlungen mit dem Feinde eingehen, noch einseitig Waffenstillstand oder Frieden schließen darf, ist für sämmtliche Bundesstaaten, sie mögen außerhalb des Bundes Besitzungen haben oder nicht, gleich verbindlich.

Art. 49.

Wenn von Seiten des Bundes Unterhandlungen über Abschluß des Friedens oder eines Waffenstillstandes statt finden, so hat die Bundesversammlung zu specieller Leitung derselben einen Ausschuß zu bestellen, zu dem Unterhandlungs-Geschäft selbst aber eigene Bevollmächtigte zu ernennen, und mit gehörigen Instructionen zu versehen. Die Annahme und Bestätigung eines Friedensvertrags kann nur in der vollen Versammlung geschehen.

Art. 50.

In Bezug auf die auswärtigen Verhältnisse überhaupt liegt der Bundesversammlung ob:

1. Als Organ der Gesammtheit des Bundes für die Aufrechthaltung friedlicher und freundschaftlicher Verhältnisse mit den auswärtigen Staaten Sorge zu tragen;

2. Die von fremden Mächten bei dem Bunde beglaubigten Gesandten anzunehmen, und, wenn es nöthig befunden werden sollte, im Namen des Bundes Gesandte an fremde Mächte abzuordnen;

3. In eintretenden Fällen Unterhandlungen für die Gesammtheit des Bundes zu führen, und Verträge für denselben abzuschließen:

4. Auf Verlangen einzelner Bundesregierungen, für dieselben die Verwendung des Bundes bei fremden Regierungen, und, in gleicher Art, auf Verlangen fremder Staaten, die Dazwischenkunft des Bundes bei einzelnen Bundesgliedern eintreten zu lassen.

Art. 51.

Die Bundesversammlung ist ferner verpflichtet, die auf das Militärwesen des Bundes Bezug habenden organischen Einrichtungen, und die zur Sicherstellung seines Gebiets erforderlichen Vertheidigungs-Anstalten zu beschließen.

Art. 52.

Da zu Erreichung der Zwecke und Besorgung der Angelegenheiten des Bundes, von der Gesammtheit der Mitglieder Geldbeiträge zu leisten sind, so hat die Bundesversammlung

1. den Betrag der gewöhnlichen verfassungsmäßigen Ausgaben, so weit solches im Allgemeinen geschehen kann, festzusetzen;

2. in vorkommenden Fällen die zur Ausführung besonderer, in Hinsicht auf anerkannte Bundeszwecke gefaßten Beschlüsse erforderlichen außerordentlichen Ausgaben und die zur Bestreitung derselben zu leistenden Beiträge zu bestimmen;

3. das matrikelmäßige Verhältniß, nach welchem von den Mitgliedern des Bundes beizutragen ist, festzusetzen;

4. die Erhebung, Verwendung und Verrechnung der Beiträge anzuordnen und darüber die Aufsicht zu führen.

Art. 53.

Die durch die Bundesacte den einzelnen Bundesstaaten garantirte Unabhängigkeit schließt zwar im Allgemeinen jede Einwirkung des Bundes in die innere Staatseinrichtung und Staatsverwaltung aus. Da aber die Bundesglieder sich in dem zweiten Abschnitt der Bundesacte über einige besondere Bestimmungen vereinigt haben, welche sich theils auf Gewährleistung zugesicherter Rechte, theils

auf bestimmte Verhältnisse der Unterthanen beziehen, so liegt der Bundesversammlung ob, die Erfüllung der durch diese Bestimmungen übernommenen Verbindlichkeiten, wenn sich aus hinreichend begründeten Anzeigen der Betheiligten ergiebt, daß solche nicht statt gefunden habe, zu bewirken. Die Anwendung der in Gemäßheit dieser Verbindlichkeiten getroffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle bleibt jedoch den Regierungen allein überlassen.

Art. 54.

Da nach dem Sinne des dreizehnten Artikels der Bundesacte, und den darüber erfolgten spätern Erklärungen, in allen Bundesstaaten landständische Verfassungen statt finden sollen, so hat die Bundesversammlung darüber zu wachen, daß diese Bestimmung in keinem Bundesstaat unerfüllt bleibe.

Art. 55.

Den souverainen Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese innere Landes-Angelegenheiten, mit Berücksichtigung sowohl der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse zu ordnen.

Art. 56.

Die in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassungen können nur auf verfassungsmäßigem Wege wieder abgeändert werden.

Art. 57.

Da der deutsche Bund, mit Ausnahme der freien Städte, aus souverainen Fürsten besteht, so muß, dem hierdurch gegebenen Grundbegriffe zufolge, die gesammte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staats vereinigt bleiben, und der Souverain kann durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden.

Art. 58.

Die im Bunde vereinten souverainen Fürsten dürfen durch keine landständische Verfassung in der Erfüllung ihrer bundesmäßigen Verpflichtungen gehindert oder beschränkt werden.

Art. 59.

Wo die Oeffentlichkeit landständischer Verhandlungen durch die Verfassung gestattet ist, muß durch die Geschäftsordnung dafür gesorgt werden, daß die gesetzlichen Grenzen der freien Aeußerung,

weder bei den Verhandlungen selbst, noch bei deren Bekanntmachung durch den Druck, auf eine die Ruhe des einzelnen Bundesstaats oder des gesammten Deutschlands gefährdende Weise überschritten werden.

Art. 60.

Wenn von einem Bundesgliede die Garantie des Bundes für die in seinem Lande eingeführte landständische Verfassung nachgesucht wird, so ist die Bundesversammlung berechtigt, solche zu übernehmen. Sie erhält dadurch die Befugniß, auf Anrufung der Betheiligten, die Verfassung aufrecht zu erhalten, und die über Auslegung oder Anwendung derselben entstandenen Irrungen, so fern dafür nicht anderweitig Mittel und Wege gesetzlich vorgeschrieben sind, durch gütliche Vermittelung oder compromissarische Entscheidung beizulegen.

Art. 61.

Außer dem Falle der übernommenen besondern Garantie einer landständischen Verfassung, und der Aufrechthaltung der über den dreizehnten Artikel der Bundesacte hier festgesetzten Bestimmungen, ist die Bundesversammlung nicht berechtigt, in landständische Angelegenheiten, oder in Streitigkeiten zwischen den Landesherren und ihren Ständen einzuwirken, so lange solche nicht den im sechs und zwanzigsten Artikel bezeichneten Charakter annehmen, in welchem Falle die Bestimmungen dieses, so wie des sieben und zwanzigsten Artikels auch hierbei ihre Anwendung finden. — Der sechs und vierzigste Artikel der Wiener Congreßacte vom Jahre achtzehn hundert und funfzehn, in Betreff der Verfassung der freien Stadt Frankfurt, erhält jedoch hierdurch keine Abänderung.

Art. 62.

Die vorstehenden Bestimmungen in Bezug auf den dreizehnten Artikel der Bundesacte sind auf die freien Städte in so weit anwendbar, als die besondern Verfassungen und Verhältnisse derselben es zulassen.

Art. 63.

Es liegt der Bundesversammlung ob, auf die genaue und vollständige Erfüllung derjenigen Bestimmungen zu achten, welche der vierzehnte Artikel der Bundesacte in Betreff der mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsstände und des ehemaligen unmittelbaren

Reichsadels enthält. Diejenigen Bundesglieder, deren Ländern die Besitzungen derselben einverleibt worden, bleiben gegen den Bund zur unverrückten Aufrechthaltung der durch jene Bestimmungen begründeten staatsrechtlichen Verhältnisse verpflichtet. Und wenn gleich die über die Anwendung der, in Gemäßheit des vierzehnten Artikels der Bundesacte erlassenen Verordnungen oder abgeschlossenen Verträge, entstehenden Streitigkeiten in einzelnen Fällen an die competenten Behörden des Bundesstaats, in welchem die Besitzungen der mittelbar gewordenen Fürsten, Grafen und Herren gelegen sind, zur Entscheidung gebracht werden müssen, so bleibt denselben doch, im Falle der verweigerten gesetzlichen und verfassungsmäßigen Rechtshülfe, oder einer einseitigen zu ihrem Nachtheil erfolgten legislativen Erklärung der durch die Bundesacte ihnen zugesicherten Rechte, der Recurs an die Bundesversammlung vorbehalten; und diese ist in einem solchen Falle verpflichtet, wenn sie die Beschwerde gegründet findet, eine genügende Abhülfe zu bewirken.

Art. 64.

Wenn Vorschläge zu gemeinnützigen Anordnungen, deren Zweck nur durch die zusammenwirkende Theilnahme aller Bundesstaaten vollständig erreicht werden kann, von einzelnen Bundesgliedern an die Bundesversammlung gebracht werden, und diese sich von der Zweckmäßigkeit und Ausführbarkeit solcher Vorschläge im Allgemeinen überzeugt, so liegt ihr ob, die Mittel zur Vollführung derselben in sorgfältige Erwägung zu ziehen, und ihr anhaltendes Bestreben dahin zu richten, die zu dem Ende erforderliche freiwillige Vereinbarung unter den sämmtlichen Bundesgliedern zu bewirken.

Art. 65.

Die in den besondern Bestimmungen der Bundesacte, Artikel 16, 18, 19, zur Berathung der Bundesversammlung gestellten Gegenstände bleiben derselben, um durch gemeinschaftliche Uebereinkunft zu möglichst gleichförmigen Verfügungen darüber zu gelangen, zur fernern Bearbeitung vorbehalten.

Die vorstehende Acte wird als das Resultat einer unabänderlichen Vereinbarung zwischen den Bundesgliedern, mittelst Präsidial-Vortrags an den Bundestag gebracht, und dort, in Folge gleichlautender Erklärungen der Bundesregierungen, durch förmlichen

Bundesbeschluß zu einem Grundgesetz erhoben werden, welches die nämliche Kraft und Gültigkeit wie die Bundesacte selbst haben und der Bundesversammlung zur unabweichlichen Richtschnur dienen soll.

Zur Urkunde dessen haben sämmtliche hier versammelte Bevollmächtigte die gegenwärtige Acte unterzeichnet und mit ihren Wappen untersiegelt.

So geschehen zu Wien, den funfzehnten des Monats Mai, im Jahr ein tausend acht hundert und zwanzig.

V.

Provisorische Geschäfts-Ordnung, beschlossen am 14. November 1816.

I. Ordnung der Sitzungen.

Die Sitzungen der Bundesversammlung werden vorläufig im Taxischen Pallaste, mindestens wöchentlich zweimal, und zwar regelmäßig Montags und Donnerstags, Vormittags von 10 bis 1 Uhr gehalten.

Bei häufigen Geschäften, oder in besonderen Fällen, finden außerordentliche Sitzungen, in Gemäßheit desfallsiger Verabredungen, oder einer Ansage des Präsidii, statt.

Aus der Beschaffenheit der jedesmaligen Gegenstände der Verhandlung geht hervor, ob sich, nach Maßgabe der Bundesacte, bloß die engere Bundesversammlung, oder auch das Plenum mit denselben zu beschäftigen habe.

Die Sitzungen sind theils förmlich, theils vertraulich.

Die vertraulichen Sitzungen dienen zum Zweck vorläufiger Erörterungen und Austauschung der Ansichten. Sie sind ohne amtliche Form und Wirkung. Es wird während derselben kein Protokoll von dem gewöhnlichen Protokollführer aufgenommen. Jeder der

Gesandten bemerkt nach seinem Belieben das Vorgekommene, oder alle vereinigen sich freiwillig zu gleichlautenden Bemerkungen, an welche jedoch bei der künftigen ordentlichen Abstimmung keiner gebunden ist.

Mit förmlichen und vertraulichen Berathungen kann den Umständen nach, auch in der nämlichen Sitzung abgewechselt werden.

Die Ansage und, bei eintretender Verhinderung, die Absage der Sitzung steht dem Präsidio zu, durch welches solche in der Regel am Tage vor der Sitzung mittelst Umsendung von Zetteln verfügt wird.

Die Ansagezettel enthalten die Adresse der Gesandten, und Zeit und Form der Versammlung.

Der Gegenstand der Berathschlagung wird auf denselben nur dann angegeben, wenn ohne deshalb in einer früheren Sitzung getroffene Verabredung, eine Beschlußnahme beabsichtigt wird, wozu die Bundesacte Einstimmigkeit vorschreibt.

Für die beiden regelmäßigen wöchentlichen Sitzungen findet nur, wenn dieselben unterbrochen werden, eine Ansage statt.

Jeder Gesandte, der einer Sitzung beizuwohnen verhindert wird, ist verpflichtet, dem Vorsitzenden solches, so wie auch den Namen desjenigen Gesandten, welcher etwa seine Stellvertretung übernommen hat, wo möglich Tags zuvor, schriftlich anzuzeigen.

Zu einer gültigen Beschlußnahme gewöhnlicher Art wird in der engern Bundesversammlung die Abgabe von wenigstens neun, so wie in einer Plenarversammlung von wenigstens sechs und vierzig einverstandenen Stimmen erfordert.

Wo es indeß auf Annahme oder Abänderung der Grundgesetze, auf organische Bundes-Einrichtungen, auf jura singulorum, oder Religionsangelegenheiten ankommt, muß sowohl in der engern Bundesversammlung, als im Pleno die Abgabe sämmtlicher Stimmen einverstanden erfolgt sein, um eine gültige Beschlußnahme zu bewirken.

Jedoch soll in dem einen, wie in dem andern dieser Fälle, wenn bei nicht vollzähliger Versammlung abgestimmt worden, den Abwesenden, welche keine Vertreter bestellt, zwar das Protokoll zur Nachbringung ihrer Stimmen in der nächsten Versammlung offen gehalten werden; indessen, wenn auch diese Frist von ihnen ver-

säumt, und nicht etwa ein weiterer Aufschub aus erheblichen Gründen bei der Versammlung nachgesucht und bewirkt worden, die Zuzählung ihrer Stimmen zur Vervollständigung der Mehrheit oder Einstimmigkeit ohne weiteres statt finden.

Bei etwanigem Todesfalle eines Gesandten, in welchem, in Ermangelung einer sonstigen gesandtschaftlichen Person oder ihr geschehenen Substitution, die Obsignation von dem Präsidio zu besorgen ist, wird von der Bundesversammlung die Frist bestimmt, in welcher sie von der Regierung des Verstorbenen die Ernennung seines Nachfolgers oder Vertreters erwarten will, und diesem bis zum Ablauf solcher Frist für alle Gegenstände, worüber seit dem Todesfalle abgestimmt worden, das Protokoll offen behalten.

Bei vertraulichen Berathungen bedarf es keiner bestimmten Anzahl abzugebender Stimmen.

Der Präsidirende ist befugt, die Sitzung zu eröffnen, sobald die bestimmte Stunde geschlagen hat.

Die vorläufige Ordnung der Sitze und der Abstimmungen richtet sich in der engern Bundesversammlung nach der Reihenfolge, in welcher die Bundesstaaten im vierten Artikel der Bundesacte aufgeführt sind, so wie bei den Plenarsitzungen nach derjenigen, welche der sechste Artikel derselben angiebt.

Jeder Gesandte, welcher die Plenarstimmen mehrerer Bundesstaaten führt, hat solche einzeln und in der gedachten Ordnung abzugeben.

Die Gesandten derjenigen Bundesstaaten, welche in der engern Bundesversammlung zu einer Gesammtstimme vereinigt sind, und unter denen gegenwärtig ein Turnus in der Stimmenführung statt findet, dürfen in den Sitzungen der engern Bundesversammlung gegenwärtig sein, obgleich daselbst jede Gesammtstimme nur von Einem solcher Gesandten geführt werden darf; wobei sich jedoch die Bundesversammlung für künftige ähnliche Fälle die Entscheidung lediglich vorbehält.

II. Ordnung der Gegenstände der Verhandlung, des Antrags und der Berathung derselben.

Die Gegenstände der Verhandlungen der Bundesversammlung sind entweder:

A. bereits durch die Bundesacte vorgeschrieben; oder

B. der Antrag und Vorschlag derselben geschieht durch einzelne Bundesstaaten; oder

C. sie werden durch sonstige Anträge an die Versammlung veranlaßt.

Die Gegenstände, über deren Berathung und Beschlußnahme die Bundesacte bereits Vorschriften ertheilt, sind bei Eröffnung der Bundesversammlung als an dieselbe gelangt zu betrachten. Sie beschäftigt sich mit ihrer Erledigung nach der Reihenfolge, welche im Allgemeinen durch die Bundesacte vorgeschrieben ist, und im Besondern auf den Antrag des Präsidii durch desfallsige weitere Beschlüsse der Versammlung näher bestimmt werden wird.

Die Anträge und Vorschläge der einzelnen Bundesstaaten werden durch deren Stimmführer selbst an die Versammlung gebracht und derselben schriftlich übergeben, nachdem solche wenigstens Tags vor der Sitzung, in welcher solches statt finden soll, dem Präsidio schriftlich mitgetheilt werden.

Von diesem geschieht der Antrag zur Berathung derselben sodann innerhalb vierzehn Tagen, von der Anbringung an gerechnet, falls die Bundesversammlung eine frühere oder spätere Vornahme solches Gegenstandes nicht bereits bei der ersten Anzeige beschlossen haben sollte.

Sonstige Anträge, so wie überhaupt alle an die Bundesversammlung ergehenden Schreiben, gelangen zunächst in die Hände des Präsidirenden. Dieser wird dieselben mit der Bemerkung der Empfangszeit versehen, sie nach Nummern, mit kurzer Anführung der Personen und des Gegenstandes, in ein Register eintragen lassen, und davon in der nächsten ordentlichen Sitzung die Anzeige und Verzeichnung ins Protokoll verfügen. Sollten jedoch Form und Gegenstand gänzlich unstatthaft gefunden werden, so geschieht solche Anzeige blos in der nächsten vertraulichen Sitzung.

Bei Berathung solcher Anträge und Schreiben wird, wenn nicht deshalb schon bei der ersten Anzeige von der Versammlung eine andere Bestimmung getroffen worden, innerhalb drei Wochen nach derselben von dem Präsidio in Vorschlag gebracht.

Sobald ein zur Berathung gekommener Gegenstand hinreichend erörtert worden, wird von der Versammlung der Beschluß gefaßt,

daß derselbe zur Abstimmung reif sei, und die Zeit festgesetzt, wo solche Abstimmung vorzunehmen ist. Bedarf es zum Zwecke derselben der Einholung einer Instruction, so wird dafür zugleich die Frist bestimmt, welche in der Regel einen Zeitraum von sechs bis acht Wochen nicht übersteigen darf.

III. Allgemeine Ordnung des Geschäftsganges in den Sitzungen der Bundesversammlung.

1. Den Anfang jeder Sitzung macht die Verlesung, etwanige Berichtigung und Unterschrift des Protokolls der letzten Versammlung.

2. Hierauf folgen die Anzeigen der bei dem Präsidio von einzelnen Bundesstaaten oder sonst gemachten Eingaben.

3. Sodann die Umfrage und vorläufige Abstimmung über jede einzelne derselben, wobei zugleich bestimmt wird:

a) ob der Gegenstand sich Ausnahmsweise sofort, oder vor der gewöhnlichen Frist, zur Berathung oder Beschlußnahme eigne?

b) ob eine ausführliche Erörterung desselben nöthig sei?

c) ob diese in einer förmlichen oder vertraulichen Berathung vorzunehmen?

d) ob im ersten Falle deshalb eine vorgängige Prüfung und Berichtserstattung erforderlich geachtet werde?

e) wer solchenfalls deshalb zu ersuchen sei?

Die Bestimmung der Anzahl, so wie die Wahl des oder der Berichterstatter erfolgt durch Vereinbarung, oder in Ermangelung derselben, durch desfallsige Abstimmung.

4. Anzeige der Gegenstände, welche in der jedesmaligen Versammlung, dem Antrage des Präsidii gemäß, weiter zu verhandeln sind.

5. Vornahme solcher Gegenstände, eines nach dem andern, sei es zur Berichtserstattung, vorläufigen Abstimmung, Erörterung, Beschlußnahme, daß der Gegenstand zur Abstimmung reif sei, Vorbereitung desselben für etwanige Behandlung im Pleno, Fristbestimmung zur Abgabe der Stimmen und Instructionseinholung, endlichen Abstimmung oder zur Schlußziehung und deren Genehmigung, auch Bestimmung über etwanige Bekanntmachung derselben.

6. Verabredung der nächsten Zusammenkunft, über die Form derselben, und vorläufige Anzeige der Gegenstände, welche darin vorkommen dürften.

7. Kurze Wiederaufnahme des Vorgenommenen und Rückerinnerung an die in der jedesmaligen Sitzung getroffenen Vereinbarungen, durch den Vorsitzenden, damit der Protokollführer nichts auslassen möge.

Als allgemeine Bestimmungen über den Geschäftsgang gelten noch folgende Regeln:

a) Die drei Hauptstufen, welche für die Behandlung eines jeden Gegenstandes anzunehmen sind, nämlich
der erste Antrag,
die Erörterung, und
die endliche Abstimmung darüber,
werden allemal in zwei, und wenn der Vorschlag nicht bei der ersten Umfrage einstimmig angenommen oder verworfen wird, in drei Sitzungen vertheilt, wozu denn den Umständen nach, eine vierte zur Schlußziehung kommt.

b) Das Präsidium kann, um Zweifel über die einzelnen Abstimmungen zu heben, wie auch um die Zahl der Abstimmenden für die eine oder andere Meinung zu berichtigen, eine wiederholte Umfrage anstellen.

c) Desgleichen kann ein Mitglied, welches bereits gestimmt hat, sei es, daß etwa in spätern Abstimmungen neue Gründe vorgebracht worden, die bei der Erörterung nicht vorgekommen, und von denen es sich überzeugt fühlt, oder wenn es solches sonst zur Aufklärung von Mißverständnissen rathsam glaubt, nach beendigter Umfrage um Aufschub der Schlußziehung ersuchen, nach dessen Bewilligung sodann die weitere Erörterung vorgenommen wird.

d) Die endlichen Abstimmungen über einen Gegenstand werden, sobald zu solchem eine Frist festgesetzt worden, schriftlich eingegeben oder zum Protokoll diktirt.

e) Die Bundesversammlung bestimmt in jedem besonderen Falle, wie die Protokolle bekannt zu machen, und besonders, ob sie dem Druck für das Publikum zu übergeben sind.

f) Auf Eingaben und Schreiben, welche der Bundesversammlung außer den Anträgen ihrer Mitglieder zukommen, wird durch Zusendung von Auszügen aus dem Protokolle geantwortet, welche den desfallsigen Beschluß, den Umständen nach, mit oder ohne Hinzufügung der Gründe enthalten.

g) Die Form solcher Beschlüsse ist vorläufig folgende:

Auszug des Protokolls der deutschen Bundesversammlung vom ***

Die deutsche Bundesversammlung hat beschlossen u. s. w.

Frankfurt den ***

(L. S.) Die Bundes-Präsidialkanzlei.

h) Das Siegel, dessen sich die Bundesversammlung vorläufig bedienen wird, ist das der Kaiserlich Oesterreichischen Gesandtschaft mit der Umschrift:

Kaiserl. Oesterreichische Bundes-Präsidialkanzlei.

Die Adresse der Bundesversammlung ist:

An die hohe deutsche Bundesversammlung.

IV. Ordnung der Protokollführung, Diktatur, Kanzlei und des Archivs.

Das Präsidium schlägt der Bundesversammlung den **Protokollführer** vor, welche solchen, wenn gegen dessen Person nichts zu erinnern ist, annimmt, worauf der Vorsitzende ihn dem Bunde verpflichtet.

Das **Protokoll** enthält die Anzeige der bei einer Sitzung anwesenden Gesandten, die Gegenstände der Erörterung, mit Bemerkung der vorgetragenen Hauptgründe, ohne namentliche Anführung desjenigen, welcher dieselben vorgebracht, die Abstimmung jedes Einzelnen, die Beschlüsse.

Schriftlich übergebene oder diktirte Abstimmungen werden wörtlich zum Protokoll genommen; die Anträge einzelner Bundesglieder, einen Gegenstand in Berathung zu nehmen, so wie die an die Bundesversammlung sonst gelangten Schreiben und Eingaben werden dem Protokolle derjenigen ordentlichen Versammlung, in welcher solche zur Anzeige gebracht, angeheftet. Sobald das Protokoll gehörig geordnet ist, und spätestens am Tage vor der nächsten Sitzung,

wird dasselbe zur Einsicht der verschiedenen Gesandtschaften in der Kanzlei niedergelegt.

Die Diktatur oder Vertheilung abgedruckter Protokolle findet spätestens am Tage nach der Sitzung, wo das Protokoll genehmigt und unterzeichnet worden, in der Kanzlei statt, woselbst auch die der Versammlung etwa in hinreichender Anzahl zugesandten gedruckten Eingaben, sobald sie in einer Sitzung zur Anzeige gebracht, ausgetheilt werden.

Die Kanzlei und das Archiv erhalten vorläufig ebenfalls durch das Präsidium mit Vorwissen der Bundesgesandtschaften ihre Anordnung dergestalt, daß die Präsidialkanzlei einstweilen die Funktionen der Bundeskanzlei zugleich übernimmt, und das Personale, nach einem der Versammlung mitzutheilenden Gutachten des Präsidii, von solchem angestellt, demselben auch die Befugniß übertragen wird, die Individuen, im Fall nicht gehörig erfüllter Amtspflicht, wieder zu entlassen, und nicht minder die der Bundesversammlung zustehende Jurisdiction über die gemeinschaftlichen Beamten auszuüben.

Ein sicheres Lokal zur Aufbewahruug der Urkunden und Akten, wird vom Präsidium vorläufig angewiesen, und ordentliche und sorgfältige Aufbewahrung verfügt.

Die Aufsicht über beide steht jederzeit dem Vorsitzenden zu, jedem Bundesgesandten aber auch der Zutritt und die Verabfolgung begehrter Abschriften. Urkunden und Originalacten werden jedoch Keinem, ohne desfallsige Verfügung der Versammlung, überliefert.

VI.

Beschluß über die Austrägal-Instanz vom 16. Juni 1817.

Die verbündeten souverainen Fürsten und freien Städte Deutschlands haben die schon in der Wesenheit des deutschen Bundes, als eines mit einem gemeinschaftlichen Nationalbande verbundenen Staatenvereins, gegründete Verpflichtung durch den elften Artikel der Bundesacte ausdrücklich übernommen, sich unter einander unter keinerlei Vorwande zu bekriegen, noch ihre Streitigkeiten mit Gewalt zu verfolgen, sondern sie bei der Bundesversammlung anzubringen.

Zur Verfolgung dieses Bundeszweckes und zur Erfüllung der in der Bundesacte hierüber nach besonders übernommenen Pflichten hat die Bundesversammlung Folgendes festgesetzt:

I. Die Bundesversammlung ist diejenige Behörde, bei welcher alle und jede Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich anzubringen sind. Es versteht sich jedoch von selbst, daß den Bundesgliedern überlassen bleibe, auch ohne Zutritt der Bundesversammlung die gütliche Ausgleichung ihrer Streitigkeiten unter sich zu treffen, und sich einander die Austräge zu gewähren; indem die Thätigkeit der Bundesversammlung nur dann eintritt, wenn sich die Bundesglieder über einen streitigen Gegenstand auf keine Art unter sich einigen können.

II. Wenn eine Streitigkeit mit gehöriger Darstellung der Ansprüche des Beschwerde-führenden Theils wirklich angebracht worden ist, so wird die Bundesversammlung vor allem die **Vermittelung** unter den streitenden Theilen,

a) durch einen **Ausschuß** versuchen, welcher aus **zwei**, und nach Befinden auch aus mehreren Bundesgesandten besteht.

Dabei wird sie nach Beschaffenheit der jedesmaligen Umstände ermessen, ob und wie fern eine Zeitfrist zur Erledigung des Vermittelungsgeschäfts von ihr vorgeschrieben werden soll. Jedem der

zwistigen Theile steht es jedoch frei, bei der Bundesversammlung auf eine Fristsetzung anzutragen.

Die Bundesversammlung macht die Ernennung des Ausschusses den Parteien bekannt.

b) Der Ausschuß wird hierauf, unter Bestimmung eines kurzen Termins, von dem beklagten Theile gleichfalls eine Darstellung der Sache und seiner Einreden begehren, um in Vergleichung derselben mit der Darstellung des Klägers, angemessene Vorschläge zu gütlicher Beilegung der entstandenen Streitigkeit entwerfen zu können.

c) Sodann wird derselbe einen Termin zum Versuch der Güte ansetzen und sich bemühen, einen Vergleich zu Stande zu bringen. Bei eintretenden Schwierigkeiten wird der Ausschuß, so wie überhaupt von dem Erfolge, der Bundesversammlnng Bericht erstatten.

d) Die Vergleichsurkunde wird in Urschrift, die gegenseitigen Ratifikations-Urkunden aber werden in beglaubter Abschrift in dem Bundesarchive niedergelegt, und der Bund übernimmt die Garantie des Vergleichs.

III. Wenn der Vermittelungsversuch bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich ohne Erfolg bleibt, und daher eine richterliche Entscheidung erfolgen muß, so wird vor der Hand festgesetzt, daß um dem Bedürfnisse des Augenblicks abzuhelfen, für jeden vorkommenden Fall eine Austrägal-Instanz gebildet werde. Was aber den Vorschlag wegen Errichtung einer permanenten Austrägal-Commission betrifft, so wird derselbe nicht als aufgegeben betrachtet, sondern sich vorbehalten, nach dem Gange der Erfahrungen, welche sich bei Anwendung des gegenwärtigen Beschlusses in Laufe der Zeit ergeben dürften, den ersten Antrag in erneuerte Proposition zu bringen.

Die Art und Weise der Aufstellung der vor der Hand angenommenen, für jeden vorkommenden Fall zu bildenden Austrägal-Instanz wird folgendermaßen bestimmt:

1. Ausgegangen von dem Artikel 11. der deutschen Bundesacte und dem würdevollen Standpunkte sämmtlicher deutschen Regierungen, kann die deutsche Bundesversammlung nur sich selbst und keine auswärtige Behörde unmittelbar als Austrägal-Instanz erkennen.

2. Wenn der zur Vermittelung der Streitigkeiten angeordnet gewesene Ausschuß die Anzeige von dem mißlungenen Versuche bei der Bundesversammlung gemacht hat, so hat binnen vier bis sechs Wochen, von dem Tage der Anzeige an gerechnet, der Beklagte dem Kläger drei unpartheiische Bundesglieder vorzuschlagen, aus welchen dieser eins binnen gleicher Frist wählet.

Geht jene Frist vorüber, ohne daß der Beklagte drei vorschlägt, so geht dieses dreifache Vorschlagsrecht an die Versammlung des Bundestags über, woraus alsdann der Kläger einen zu wählen hat.

3. Die dritte oberste Justizstelle des auf eine oder die andere Art gewählten Bundesgliedes ist hiernächst als die gewählte Austrägal-Instanz zu betrachten, welche im Namen und anstatt der Bundesversammlung, so wie vermöge Auftrags derselben handelt; und die Bundesversammlung hat dem gewählten Gerichtshofe diese seine Bestimmung nicht nur bekannt zu machen, sondern ihm auch unter Mittheilung der Vergleichsverhandlungen, förmlichen Auftrag zur Vollziehung der Bundesakte als Austrägal-Instanz zu ertheilen.

Sämmtliche dritte oberste Justizstellen der deutschen Bundesglieder sind sonach als solche zu betrachten, aus denen in obiger Weise die Austrägal-Instanz gewählt und sodann die bestimmt gewählte von der Bundesversammlung förmlich dazu beauftragt wird.

4. Die Uebernahme des Austrägal-Auftrages von der bestimmten dritten obersten Justizstelle ist als Bundespflicht anzusehen. Nur ganz besondere, der Bundesversammlung etwa unbekannt gewesene Verhältnisse, welche eine völlige Unfähigkeit der Instanz-Uebernahme enthalten, können zur Entschuldigung dienen, sind aber binnen vierzehn Tagen, von dem Tage des erhaltenen Auftrages, bei der Bundesversammlung vorzubringen.

Da nach dem Artikel 12. der Bundesacte alle Staaten des Bundes künftig ein eignes oder gemeinschaftliches Gericht dritter Instanz haben müssen; so kann auch jedes Bundesglied erkohren werden, welches ein eignes oder auch nur ein gemeinsames Gericht dritter Instanz hat.

Wenn ein Bundesglied erwählt wird, in dessen Staaten mehrere Gerichte dritter Instanz bestehen, und der Kläger hat sich über

die Wahl der Gerichtsstelle nicht ausgesprochen, so wird die Bundesversammlung diese Auswahl treffen.

5. Der also eintretende Gerichtshof hat sodann die Angelegenheit zu instruiren; besteht derselbe aus mehreren Senaten, so hat er diese Austrägal-Sache in pleno zu verhandeln und das Urtheil, es sei ein definitives oder ein Zwischen-Erkenntniß zu schöpfen. In letzterem Falle wird die Instruction bei demselben Gerichtshofe fortgesetzt. In ersterem aber wird das geschöpfte Erkenntniß vor demselben obersten Gerichtshofe ausdrücklich im Namen und aus Auftrag des Bundes den Partheien eröffnet, und der Gerichtshof überschickt demnächst dem Bnndestage die Acten und das Erkenntniß, um auf dessen Befolgung halten zu können.

6. Die Instruction des Processes geschieht nach der Proceß-Ordnung, welche der betreffende oberste Gerichtshof überhaupt beobachtet, und ganz in selbiger Art, wie die sonstigen alldort zu instruirenden Rechtssachen verhandelt werden.

7. Das Erkenntniß in der Hauptsache selbst aber erfolgt, in Ermangelung besonderer Entscheidungsquellen, nach den in Deutschland hergebrachten gemeinen Rechten.

8. Das Erkenntniß in der Hauptsache muß längstens binnen Jahresfrist, vom Tage der überreichten ersten Klage oder Beschwerdeschrift, erfolgen.

Sollte es Ausnahmsweise nicht thunlich sein, so hat der oberste Gerichtshof als Austrägal-Instanz einen Bericht an die Bundesversammlung zu erstatten, die Gründe eines nothwendig geglaubten längeren Verzugs anzuzeigen, und die Bewilligung oder Mißbilligung vom Bundestage zu empfangen.

9. Das Erkenntniß ist, gemäß des Art. 11. der Bundesacte, für die streitenden Theile verbindlich. Es wird jedoch dem Rechtsmittel der Restitution ex capite novorum Statt gegeben, welches von dem Zeitpunkt der aufgefundenen novorum an, binnen vier Jahren anzubringen ist.

10. Das Restitutionsmittel ist bei der Bundesversammlung anzukündigen, und diese übersendet solches dem obersten Gerichtshofe, an welchem die Sache zum erstenmale verhandelt und entschieden ward, wo sodann über die Statthaftigkeit oder Unstatthaftigkeit des

Rechtsmittels selbst gesprochen wird, und die neu zu verhandelnde Rechtsangelegenheit wieder zu instruiren und zu entscheiden ist.

11. Was übrigens die näheren Bestimmungen bei Anwendung und Ausführung dieses Rechtsmittels, den Restitutions-Eid, so wie überhaupt das ganze Austrägal-Verfahren mit Einschluß der Vollziehungs-Ordnung und des Kostenpunkts u. d. gl. betrifft, so behält sich die Bundesversammlung vor, demnächst hierüber einen besondern Beschluß zu fassen.

VII.

Bundes-Executions-Ordnung vom 3. August 1820.

Art. 1.

Die Bundesversammlung hat das Recht und die Verbindlichkeit, für die Vollziehung der Bundesacte und übrigen Grundgesetze des Bundes, der, in Gemäßheit ihrer Competenz, von ihr gefaßten Beschlüsse, der durch Austräge gefällten schiedsrichterlichen Erkenntnisse, der unter die Gewährleistung des Bundes gestellten compromissarischen Entscheidungen und der am Bundestage vermittelten Vergleiche, so wie für die Aufrechthaltung der von dem Bunde übernommenen besondern Garantien, zu sorgen, auch zu diesem Ende, nach Erschöpfung aller andern bundesverfassungsmäßigen Mittel, die erforderlichen Executions-Maasregeln in Anwendung zu bringen.

Art. 2.

Zur Erfüllung dieser Verbindlichkeit wählt die Bundesversammlung jedesmal für den Zeitraum von sechs Monaten, mit Einschluß der Ferien, aus ihrer Mitte eine Commission von fünf Mitgliedern mit zwei Stellvertretern, dergestalt: daß bei deren jedesmaligen Erneuerung wenigstens zwei neue Mitglieder darin aufgenommen werden. An dieselbe werden alle der Bundesversammlung zukom-

menden Eingaben und Anzeigen abgegeben, welche auf die im ersten Artikel bezeichneten Vollziehungsgegenstände Bezug haben.

Art. 3.

Dieser Commission liegt ob, zuvörderst zu prüfen, ob der bundesmäßigen Verpflichtung vollständige oder unzureichende Folge geleistet worden sei, und darüber Vortrag an die Bundesversammlung zu erstatten. Erhält diese dadurch die Ueberzeugung, daß in dem gegebenen Falle die gesetzlichen Vorschriften gar nicht, oder nicht hinlänglich befolgt worden sind, so hat sie, nach Beschaffenheit der Umstände, einen kurzen Termin anzuberaumen, um von den Gesandten der Bundesstaaten, welche solches angeht, entweder die Erklärung der hierauf erfolgten Vollziehung oder die genügende und vollständige Nachweisung der Ursachen, welche der Folgeleistung noch entgegenstehen, zu vernehmen.

Nach erfolgter Erklärung, oder, in Ermangelung dieser, nach Ablauf einer bestimmten Frist, hat die Bundesversammlung auf das von der Commission darüber abzugebende Gutachten zu beurtheilen, in wie fern die Sache erledigt, oder der Fall der Nichterfüllung der bundesmäßigen Verpflichtungen begründet, und sonach das geeignete Executions-Verfahren zu beschließen ist.

Art. 4.

Ehe die Bundesversammlung die wirkliche Ausführung ihres wegen der Execution und der dabei anzuwendenden Mittel gefaßten Beschlusses verfügt, wird sie denselben der Regierung des betheiligten Bundesstaats durch dessen Bundestagsgesandten mittheilen und zugleich an diese eine angemessene motivirte Aufforderung zur Folgeleistung, unter Bestimmung einer nach Lage der Sache zu bemessenden Zeitfrist, ergehen lassen.

Art. 5.

Wenn hierauf die Befolgung angezeigt wird, so hat die Commission ihr Gutachten darüber abzugeben, und der Bundestag zu beurtheilen, in wie fern solches zur Genüge geschehen ist. — Ergeht keine solche Anzeige, oder wird selbige nicht hinreichend befunden, so wird ohne Verzug der wirkliche Eintritt des angedrohten Executions-Verfahrens beschlossen, und zugleich der Bundesstaat, der zu diesem Beschlusse Anlaß gegeben hat, davon nochmals in Kenntniß gesetzt.

Art. 6.

Da jede Bundesregierung die Obliegenheit hat, auf Vollziehung der Bundesbeschlüsse zu halten, der Bundesversammlung aber eine unmittelbare Einwirkung auf die innere Verwaltung der Bundesstaaten nicht zusteht; so kann in der Regel nur gegen die Regierung selbst eine Executions-Verfahren statt finden. Ausnahmen von dieser Regel treten jedoch ein, wenn eine Bundesregierung, in Ermangelung eigener zureichender Mittel, selbst die Hülfe des Bundes in Anspruch nimmt, oder wenn die Bundesversammlung, unter den (im 26. Artikel der Schlußacte) bezeichneten Umständen, zur Wiederherstellung der allgemeinen Ordnung und Sicherheit unaufgerufen einzuschreiten, verpflichtet ist. — Im ersten Falle muß jedoch immer in Uebereinstimmung mit den Anträgen der Regierung, welcher die bundesmäßige Hülfe geleistet wird, verfahren, und im zweiten Falle ein Gleiches, sobald die Regierung wieder in Thätigkeit gesetzt ist, beobachtet werden.

Art. 7.

Die Executions-Maasregeln werden im Namen der Gesammtheit des Bundes beschlossen und ausgeführt. Die Bundesversammlung ertheilt zu dem Ende, mit Berücksichtigung der Local-Umstände und sonstigen Verhältnisse, einer oder mehreren, bei der Sache nicht betheiligten Regierungen den Auftrag zur Vollziehung der beschlossenen Maasregeln, und bestimmt zugleich sowohl die Stärke der dabei zu verwendenden Mannschaft, als die nach dem jedesmaligen Zwecke des Executions-Verfahrens zu bemessende Dauer desselben.

Art. 8.

Die Regierung, an welche der Auftrag gerichtet ist, und welche solchen als eine Bundespflicht zu übernehmen hat, ernennt zu diesem Behuf einen Civil-Commissär, der, nach einer von der Bundesversammlung zu ertheilenden besondern Instruction, das Executions-Verfahren unmittelbar leitet.

Wenn der Auftrag an mehrere Regierungen ergangen ist, so bestimmt die Bundesversammlung, welche derselben den Civil-Commissär zu ernennen hat. Die beauftragte Regierung wird während der Dauer des Executions-Verfahrens die Bundesversammlung von dem Erfolge desselben in Kenntniß erhalten, und sie,

sobald der Zweck vollständig erfüllt ist, von der Beendigung des Geschäfts unterrichten.

Art. 9.

Wenn eine Regierung sich weigert, die Ausführung der ihr aufgetragene Executions-Maasregeln zu übernehmen, so hat die Bundesversammlung über die Erheblichkeit oder Unzulänglichkeit der Weigerungsgründe zu entscheiden. Erkennt sie diese Gründe für erheblich, oder findet sie selbst Anstände, das Executions-Verfahren durch die früher bezeichnete Regierung vornehmen zu lassen; so hat sie solches einer andern Bundesregierung zu übertragen. Dasselbe findet auch statt, wenn die zuerst ernannte Regierung, ohne anerkannte hinlängliche Entschuldigungsgründe, auf Ablehnung des Auftrags beharret, und diesen deshalb unerfüllt läßt; in solchem Falle bleibt jedoch letztere zum Schadenersatz gehalten und für alle sonst daraus entstehenden nachtheiligen Folgen dem Bunde verantwortlich.

Art. 10.

Wenn nicht, nach einer bestimmten Erklärung der Bundesversammlung, Gefahr auf dem Verzuge haftet, soll die mit dem Executions-Verfahren beauftragte Regierung den betheiligten Bundesstaat von dem ihr ertheilten Auftrage benachrichtigen, mit der Anzeige: daß, wenn binnen drei Wochen eine genügende Erfüllung der Beschlüsse, auf welche diese Maasregeln Bezug haben, nicht nachgewiesen sein sollte, die wirkliche bundespflichtmäßige Vollziehung der letztern unfehlbar erfolgen werde.

Art. 11.

Die obere Leitung der angeordneten Vollziehung steht auch in ihrem Fortgange der Bundesversammlung zu; an diese werden alle darauf sich beziehenden Berichte und sonstigen Anzeigen gerichtet. — Die aus ihrer Mitte gewählte Executions-Commission erstattet ihr darüber nähere Anträge, worauf sie ihre Beschlüsse faßt und an die mit der Execution beauftragte Regierung die nöthigen Anweisungen erläßt.

Art. 12.

Die Vollstreckung der compromissarischen und Austrägal-Erkenntnisse kann nur, auf Anrufen der Parteien, von der Bundesversammlung veranlaßt werden. Diese hat, nach gutachtlicher

Vernehmung ihrer Commission, das Geeignete hierauf zu verfügen.

Das Erkenntniß selbst, darf in keinem Falle der Gegenstand einer Berathung und eines Beschlusses der Bundesversammlung werden. Wenn indeß gegen die Vollziehung noch zulässige Einreden vorgebracht werden, die ein weiteres rechtliches Verfahren veranlassen können; so sind diese unverzüglich an das Austrägal-Gericht zu verweisen, von welchem das Erkenntniß ausgegangen ist. In Gemäßheit des hierauf erfolgten weitern Ausspruchs, ist durch die Bundesversammlung das erforderliche Executions-Verfahren nach den gegebenen Vorschriften zu veranlassen. Ergeben sich ähnliche Anstände bei Compromissen und gütlichen Vergleichen, so ist in gewöhnlicher Art, jedoch mit möglichster Beschleunigung, ein Austrägal-Gericht zu ernennen, welches über die gegen die Vollstreckung selbst noch vorkommenden Einreden und Zweifel rechtlich zu erkennen hat.

Art. 13.

Sobald der Vollziehungsauftrag vorschriftmäßig erfüllt ist, hört alles weitere Executions-Verfahren auf, und die Truppen müssen ohne Verzug aus dem mit der Execution belegten Staate zurückgezogen werden.

Die mit der Vollziehung beauftragte Regierung hat zu gleicher Zeit der Bundesversammlung davon Nachricht zu geben.

Entsteht wegen eines verlängerten Aufenthalts Beschwerden, so hat die Bundesversammlung über den Grund derselben, und die daraus erwachsenden Entschädigungs-Ansprüche zu entscheiden.

Art. 14.

Die Kosten der Execution sind auf den wirklichen, nach dem Zwecke zu bemessenden Aufwand zu beschränken. Die Bundesregierung, gegen welche die Execution verfügt worden, hat dieselben, so weit sie liquid sind, ohne Aufenthalt zu berichtigen, oder hinreichende Sicherheit dafür zu stellen. Einwendungen oder Beschwerden, welche noch dagegen erhoben werden, sind bei Executionen, die nicht in Folge förmlicher Rechtsstreitigkeiten verhängt worden, durch die Bundesversammlung auf den erstatteten Vortrag der Bundestags-Commission auszugleichen; bei Executionen austrägalrichterlicher Erkenntnisse aber sind dieselben durch das Austrägal-

Gericht, welches das Erkenntniß erlassen hat, zu entscheiden. Der Landesregierung bleibt es in den (im Artikel 26 der Schlußacte) bezeichneten Fällen überlassen, die Schuldigen zur Bezahlung der durch ihre Vergehungen veranlaßten Kosten im gesetzlichen Wege abzuhalten.

VIII.

Die vier und zwanzig Artikel der Kriegs-Verfassung des deutschen Bundes vom 9. April 1821.

Art. 1.

Das Bundesheer ist aus den Contingenten aller Bundesstaaten zusammengesetzt, welche nach der jedesmaligen Bundesmatrikel gestellt werden.

Art. 2.

Das Verhältniß der Waffengattungen wird nach den Grundsätzen der neueren Kriegsführung festgesetzt.

Art. 3.

Zur Bereithaltung für den Fall des Ausrückens wird das Bundesheer schon im Frieden gebildet, und dessen Stärke, so wie die innere Eintheilung, durch besondere Bundesbeschlüsse bestimmt.

Art. 4.

Das Bundesheer besteht aus vollständig gebildeten, theils ungemischten, theils zusammengesetzten Armeecorps, welche ihre Unterabtheilungen von Divisionen, Brigaden u. s. w. haben.

Art. 5.

Kein Bundesstaat, dessen Contingent ein oder mehrere Armeecorps für sich allein bildet, darf Contingente anderer Bundesstaaten mit dem seinigen in eine Abtheilung vereinigen.

Art. 6.

Bei den zusammengesetzten Armeecorps und Divisionen werden sich die betreffenden Bundesstaaten über die Bildung der erforderlichen Abtheilungen, und deren vollständige Organisation, unter einander vereinigen.

Wenn dies nicht geschieht, wird die Bundesversammlung entscheiden.

Art. 7.

Bei der Organisation der Kriegsmacht des Bundes ist auf die aus besondern Verhältnissen der einzelnen Staaten hervorgehenden Interessen derselben in so weit Rücksicht zu nehmen, als es mit den allgemeinen Zwecken vereinbar anerkannt wird.

Art. 8.

Nach der grundgesetzlichen Gleichheit der Rechte und Pflichten, soll selbst der Schein von Suprematie eines Bundesstaates über den andern vermieden werden.

Art. 9.

In jedem Bundesstaate muß das Contingent immer in einem solchen Stande gehalten werden, daß es in kürzester Zeit, nach der vom Bunde erfolgten Aufforderung, marsch- und schlagfertig, und in allen seinen Theilen vollständig gerüstet, ausrücken könne.

Art. 10.

Die Stärke und die Zusammenziehung des aufzustellenden Kriegsheeres werden durch besondere Bundesbeschlüsse bestimmt.

Art. 11.

Die Anstalten müssen allenthalben so getroffen sein, daß das Bundesheer vollzählig erhalten und im Fall der Nothwendigkeit verstärkt werden könne.

Zu diesem Ende soll eine besondere Reserve bestehen.

Art. 12.

Das aufgestellte Kriegsheer des Bundes ist Ein Heer, und wird von Einem Feldherrn befehligt.

Art. 13.

Der Oberfeldherr wird jedesmal, wenn die Aufstellung des Kriegsheeres beschlossen wird, von dem Bunde erwählt.

Seine Stelle hört mit Auflösung des Heeres wieder auf.

Art. 14.

Der Oberfeldherr wird von der Bundesversammlung, welche seine einzige Behörde ist, in Eid und Pflichten des Bundes genommen.

Art. 15.

Die Bestimmung und Ausführung des Operationsplanes wird ganz dem Ermessen des Oberfeldherrn überlassen.

Derselbe ist dem Bunde persönlich verantwortlich und kann einem Kriegsgerichte unterworfen werden.

Art. 16.

Der Oberfeldherr ist gehalten, alle Theile des Bundesheeres, so weit es von ihm abhängt, durchaus gleichmäßig zu behandeln.

Er darf die festgesetzte Heeres-Eintheilung nicht abändern; doch steht es ihm frei, zeitliche Detachirungen zu verfügen.

Art. 17.

Die Befehlshaber der einzelnen Truppen-Abtheilungen werden von dem Staate, dessen Truppen sie befehligen sollen, ernannt.

Für die Abtheilungen, welche aus mehreren Contingenten zusammengesetzt sind, bleibt die Ernennung der Vereinigung der betheiligten Regierungen überlassen.

Art. 18.

Die Pflichten und Rechte dieser Befehlshaber, welche aus ihren Verhältnissen zum Bunde hervorgehen, sind denen des Oberfeldherrn analog. Sie haben unbedingten Gehorsam von allen ihren Untergebenen zu fordern, so wie ihren Vorgesetzten zu leisten.

Art. 19.

Die Gerichtsbarkeit steht den Befehlshabern der Heeres-Abtheilungen zu, nach den von den Bundesstaaten denselben vorgeschriebenen Grenzen.

Art. 20.

Die Verpflegung des Bundesheeres wird unter der obersten Leitung des Oberfeldherrn durch Bevollmächtigte sämmtlicher Armeecorps, und, innerhalb der Bundesstaaten, unter Mitwirkung der betreffenden Landes-Commissarien besorgt.

Art. 21.

Auf besondern Bundesbeschluß wird aus den matrikularmäßigen Beiträgen sämmtlicher Bundesglieder eine eigene Kriegscasse errichtet.

Art. 22.

Die Vergütung von Durchmarsch- und Cantonirungs-Kosten, so wie von andern allgemeinen Leistungen in den Bundesstaaten, soll nach billig ermäßigten Preisen geschehen, und den Landesunterthanen immer so schnell als möglich baare Bezahlung geleistet werden.

Art. 23.

Allenthalben ist der Grundsatz einer gleichen Vertheilung der Lasten und der Vortheile, sowohl rücksichtlich der Heeres-Abtheilungen, als der Bundesstaaten, zur steten Richtschnur zu nehmen.

Art. 24.

Zwischen sämmtlichen Bundesstaaten soll ein allgemeines Cartel bestehen.

IX.

Nähere Bestimmung der Kriegs-Verfassung des deutschen Bundes vom 12. April 1821 und vom 11. Juli 1822.

Erster Abschnitt.

Stärke des Bundesheeres.

§. 1.

Die Kriegsmacht des Bundes ist aus den Contingenten aller Bundesstaaten zusammengesetzt.

Das gewöhnliche Contingent eines jeden Bundesstaates beträgt den hundertsten Theil seiner Bevölkerung, nach der (Tab. 1. bei-

gefügten), durch den Beschluß vom 20. August 1818 vorläufig auf fünf Jahre angenommenen, und am 4. Februar 1819 berichtigten Bundesmatrikel.

§. 2.

Unter dieser Zahl ist nur die streitbare Mannschaft aller Waffengattungen begriffen.

Zur streitbaren Mannschaft werden gerechnet, die Officiere, Unterofficiere, Gemeine, Spiel- und Zimmer-Leute, dann die Artillerie-Fuhrwesens-Soldaten, soweit sie nach §. 15 zur Bedienung des Geschützes gerechnet werden können.

Jene Mannschaft, welche für das übrige Armeefuhrwesen, für die Bäckerei und die Sanitätsanstalten dem Heere zugetheilt wird, muß über den hundertsten Theil gestellt werden.

§. 3.

Das Bundesheer muß, sobald es vom Bunde aufgeboten wird, in allen seinen Theilen vollständig gestellt werden.

§. 4.

Um die Vollständigkeit des Heeres fortwährend zu sichern, muß, sogleich nach dem Ausrücken desselben, der sechshundertste Theil der ganzen Bevölkerung als Ersatzmannschaft aufgestellt und unausgesetzt vollzählig erhalten werden.

Sechs Wochen nach dem Ausrücken des Bundesheeres wird von dieser Ersatzmannschaft die Hälfte, nämlich der zwölfhundertste Theil der ganzen Bevölkerung, als Ergänzung dem Heere nachgesendet, mit den übrigen Nachsendungen aber, an Mannschaft sowohl, als an Pferden und Material, nach Maasgabe des Bedarfs von zwei zu zwei Monaten fortgefahren.

§. 5.

Damit bei größeren Verlusten einzelner Contingenten unverhältnißmäßige Leistungen vermieden werden, soll der Ersatz für das Heer in einem Kriegsjahre den zweihundertsten Theil der Bevölkerung nicht übersteigen.

§. 6.

Der bei jedem Contingent sich ergebende Abgang wird monatlich durch gleichförmig zu verfassende Abgangsberichte angezeigt.

§. 7.

Unter dem **Abgange** werden verstanden, alle Todten, Gefangenen und Deserteurs gleich nach ihrem Abgange, dann alle Vermißten nach einem Zeitraume von vier Wochen, und alle im Spital befindlichen Verwundeten und Kranken, welche nach drei Monaten als felddienstuntauglich anerkannt werden.

Die übrigen Verwundeten und Kranken werden zwar nicht zu dem Abgange gerechnet; sollten sie jedoch den zehnten Theil des Contingents übersteigen, so müßte dieser Ueberschuß, um die zu große Schwächung des Bundesheeres zu vermeiden, nach dem im §. 5 angenommenen Maximum ersetzt werden.

§. 8.

Größere Anstrengungen müssen durch besondere Bundesbeschlüsse bestimmt werden.

§. 9.

Dieselben können in keinem Falle von einzelnen Bundesstaaten, sondern nur im Allgemeinen nach der **Matrikel** gefordert werden.

§. 10.

Für die **Reserven**, welche bei solchen außergewöhnlichen Anstrengungen zur Verstärkung des Bundesheeres nachrücken, kommen die nämlichen Bestimmungen in Anwendung, welche für das Heer selbst gegeben sind.

Sie werden mit dem betreffenden Armeecorps, oder, wenn dieses nicht möglich ist, in selbstständige Körper vereinigt, welche mit jenen analog zusammenzusetzen, zu befehligen, zu organisiren und zu behandeln sind.

Zweiter Abschnitt.

Verhältniß der Waffengattungen.

§. 11.

Das numerische Verhältniß der **Reiterei** des Bundesheeres wird auf ein Siebentheil der Gesammtzahl eines jeden Contingents angenommen.

§. 12.

Für die **Artillerie** wird das Verhältniß dergestalt festgesetzt, daß zwei Stücke Geschütz für jedes Tausend Mann des Contingents gerechnet werden.

Jeder Bundesstaat wird nächstdem noch wenigstens ein Geschütz nebst Ausrüstung auf jedes Tausend Mann des ganzen Contingents in seinen Zeughäusern und Depots vorräthig haben, um jeden Abgang sofort ersetzen zu können.

§. 13.

Die Feldartillerie des Bundes soll in der Regel bestehen aus

einem Viertheil Haubitzen,

einem Viertheil Zwölfpfünder,

zwei Viertheilen Sechspfündern,

Ein Fünftheil der Gesammtzahl soll reitende Artillerie oder Cavallerie-Geschütz sein.

Die Stellung schwererer Feldgeschütze als Zwölfpfünder wird der Convenienz der betreffenden Staaten überlassen, und in diesem Falle von der Zahl der auf dieselben fallenden zwölfpfündigen und sechspfündigen Batterien abgerechnet.

§. 14.

Außer den Feldgeschützen für die Linie wird noch ein Belagerungspark für das gesammte Bundesheer, welcher aus

100 schweren Canonen,

30 Belagerungs-Haubitzen und

70 Mörsern

bestehen soll, — — — corpsweise gestellt, und im Fall eines Krieges nach der Bestimmung des Oberfeldherrn auf einem oder mehreren Punkten vereinigt.

Ueber die Stellung dieser Geschütze werden sich die Glieder der gemischten Corps unter sich vereinigen, und das Resultat ihrer Uebereinkunft, drei Monate nach der Annahme der näheren Bestimmungen, der Bundesversammlung anzeigen.

§. 15.

Für die Bedienung der Feldgeschütze werden im Durchschnitte 36 Mann auf jedes Stück gerechnet, worunter auch die Artillerie-Fuhrwesens Soldaten mit begriffen sind, in so fern solche die festgesetzte Zahl nicht überschreiten.

Diejenige Artilleriemannschaft, welche zur Bedienung des Belagerungsparks gehört, wird von den Staaten, welche diese Geschütze geben, — — — gestellt und vom Stande der Infanterie abgezogen.

§. 16.

Für Pionniers und Pontoniers wird das Verhältniß des hundertsten Theils der Armee festgesetzt.

§. 17.

Ein jedes Contingent, dessen Stärke mehr als ein Armeecorps beträgt, stellt einen Brückentrain für große Flüsse, nach Maasgabe des Bedürfnisses; jedes der übrigen einzelnen Armeecorps aber, ohne Unterschied, ob gemischt oder ungemischt, einen für eine Flußbreite von 400 Schuhen.

§. 18.

Sappeurs und Mineurs werden, als zum Belagerungspark gehörig, außer dem für Pionniers und Pontoniers bestimmten Hundertheil der Armee, von denjenigen Bundesstaaten, bei welchen sich diese Corps bereits im Frieden organisirt befinden, gestellt.

§. 19.

Das numerische Verhältniß des Fußvolkes ergiebt sich von selbst, wenn die Reiterei, die Bedienung der Feldgeschütze und des Belagerungsparks, die Pionniers und Pontoniers, dann die Sappeurs und Mineurs, von der Gesammtzahl des ganzen Heeres abgezogen werden.

§. 20.

Ungefähr der zwanzigste Theil des Fußvolkes soll aus Jägern, Büchsen- oder Scharfschützen bestehen.

§. 21.

Es bleibt den Bundesstaaten überlassen, zur Bildung ihrer Contingente auch Landwehr zu verwenden; doch muß dieselbe gleich den Linientruppen geübt, ausgerüstet, schlagfertig und mit in der Linie gebildeten Officieren besetzt sein.

Als Grundsatz wird auch hierbei angenommen, daß kein Contingent zum größeren Theile aus Landwehr bestehen könne.

§. 22.

Der Landsturm gehört nicht in das geregelte System des Krieges, sondern ist zu den Anstalten zu zählen, welche im Augenblicke der Gefahr ihre Bestimmung erhalten, und dem eigenen Ermessen der einzelnen Bundesstaaten überlassen bleiben.

Dritter Abschnitt.

Eintheilung des Bundesheeres.

§. 23.

Das Bundesheer besteht aus sieben ungemischten und drei combinirten Armeecorps, welche, ohne weitere Benennung, nach Nummern bezeichnet werden, und deren jedes in Abtheilungen von Divisionen, Brigaden, Regimentern, Bataillons, Compagnien, Schwadronen und Batterien zerfällt.

§. 24.

Ein Armeecorps enthält mindestens zwei Divisionen,
eine Division mindestens zwei Brigaden,
eine Brigade mindestens zwei Regimenter,
ein Cavallerie-Regiment wenigstens vier Schwadronen,
ein Infanterie-Regiment wenigstens zwei Bataillons,
ein Bataillon in der Regel nicht unter 800 Mann,
eine Schwadron oder eine Compagnie im Durchschnitte 150 Mann,
eine Batterie sechs oder acht Stücke Geschütz.

§. 25.

Das Minimum eines zu stellenden Cavallerie-Contingents ist 300 Pferde, oder eine Division,
das eines selbstständigen Infanterie-Körpers 400 Mann,
das der Geschütze eine Batterie von sechs oder acht Stücken.

Die Stellung dieser Einheit wird der Uebereinkunft der Bundesstaaten, mit der unerläßlichen Bedingniß überlassen, daß sie ganz gleich organisirt, bewaffnet und geübt sein müsse.

Als Grundsatz wird jedoch festgesetzt, daß, im Falle der Vertretung, solche nur im Corps statt finden kann.

In Ansehung der Geschützeinheit wird angenommen, daß dort, wo das zu stellende Contingent nicht die Zahl 6 oder 8 erreichen sollte, die betreffenden Staaten sich unter einander wegen des Mehrstellens von einem oder zwei Stücken Geschützes vereinigen werden.

§. 26.

Die Theilhaber an den combinirten Corps und Divisionen werden sich unter einander vereinigen, wie sie die gesetzlichen

Abtheilungen zu bilden und die verschiedenen Waffengattungen nach dem angenommenen Verhältnisse unter sich zu vertheilen für gut finden, und diese Uebereinkunft, drei Monate nach Annahme der näheren Bestimmungen, der Bundesversammlung anzeigen.

Da, wo sie sich nicht vereinigen könnten, wird die Bundesversammlung vermittelnd einwirken, und nöthigenfalls entscheiden.

§. 27.

In jedem Armeecorps muß auf die Bildung einer starken Cavallerie- und Geschütz-Reserve Rücksicht genommen werden.

Vierter Abschnitt.

Bereithaltung im Frieden.

§. 28.

In jedem Bundesstaate muß das Contingent von einem Procent der Bevölkerung so marsch- und schlagfertig erhalten werden, daß es, vier Wochen nach der vom Bunde erfolgten Aufforderung, in allen seinen Theilen zur Verfügung des Oberfeldherrn, auf die für jedes Armeecorps zu bestimmenden Sammelplätze, gestellt werden könne.

§. 29.

Um diesen Zweck zu erreichen, werden folgende Grundsätze angenommen:

1. Das Material der Rüstung für alle Waffengattungen muß stets in gehöriger Anzahl und Eigenschaften vorhanden sein. Auch müssen in den Zeughäusern die nöthigen Vorräthe liegen, um jeden Abgang schnell ersetzen zu können.

§. 30.

2. Die Contingente des Bundesheeres müssen auch im Frieden vollständig erhalten werden. Zur Ersparung des Soldes und der Verpflegung kann zwar im Frieden bei allen Waffengattungen eine zeitliche Beurlaubung statt finden; ein Theil der Mannschaft, so wie der Dienstpferde, muß jedoch stets bei den Fahnen und im Dienste bleiben.

§. 31.

3. Hierzu wird folgender Maasstab aufgestellt:

a) Bei dem Fußvolke muß der sechste Theil der eingeübten Mannschaft und wenigstens zwei Drittheile der Unterofficiere im Dienste beibehalten werden.

b) Bei der Reiterei wird der dienstthuende Stand in der Regel auf zwei Drittheile der Mannschaft und der Dienstpferde festgesetzt, falls nicht die besonderen Landeseinrichtungen eine Beschränkung auf ein Drittel, unbeschadet des Zweckes, zulassen.

Den Bundesstaaten, bei welchen keine Beurlaubung der Dienstpferde statt findet und welche keine Landwehr-Cavallerie stellen, ist eine Vacanthaltung von Dienstpferden in Friedenszeiten gestattet; es darf diese jedoch nicht ein Fünftheil des präsenten Standes übersteigen, und es müssen Vorkehrungen getroffen sein, daß die Mobilmachung der Cavallerie demungeachtet in der bestimmten Frist geschehen könne.

c) Bei der reitenden Artillerie wird das Minimum des dienstthuenden Standes ebenfalls auf zwei Drittheile, unter denselben Modificationen, wie bei der Cavallerie, — bei der Fußartillerie aber uud bei der Bespannung des Geschützes und der ersten Munitionswagen auf ein Drittel des vollen Standes festgesetzt.

§. 32.

Die gesammte Mannschaft des gewöhnlichen Contingents, nämlich der hundertste Theil der Bevölkerung, muß alle Jahre vom Urlaube einberufen, und wenigstens durch vier Wochen im Dienst und Gebrauch der Waffen geübt werden.

Die kleineren Contingente werden sich unter einander vereinigen, die jährlichen Uebungen, in möglichster Verbindung aller Waffengattungen, allenfalls in Brigaden, vorzunehmen.

§. 33.

Damit für den Fall, wo durch besonderen Bundesbeschluß (§. 8) eine Verstärkung des Bundesheeres nöthig gefunden wird, dieselbe gehörig aufgestellt werden könne, müssen in jedem Bundesstaate, der nicht ohnehin eine bedeutendere Anzahl von felddiensttauglichen Truppen unterhält, schon in Friedenszeiten Cadres von Officieren, Unterofficieren und Spielleuten für den dreihundertsten

Theil der Bevölkerung, nebst dem nöthigen Material, vorhanden, auch solche Einrichtungen getroffen sein, daß, zehn Wochen nach dem gefaßten Bundesbeschlusse, vollständige geübte und ausgerüstete Regimenter, Bataillons und Escadrons schlagfertig aufgestellt werden können.

§. 34.

Der Bundesversammlung wird am 1. Januar jeden Jahres eine Uebersicht des Standes des Bundesheeres vorgelegt.

Den Bundesstaaten, deren Contingente ein oder mehrere Armeecorps in sich begreifen, bleibt es überlassen, die diesfallsigen Tabellen nach den bei ihnen geltenden Einrichtungen abzufassen.

(Eine) — — beigelegte Tabelle zeigt die Form der Standes-Ausweise, über welche sich die Theilhaber der gemischten Armeecorps vereinigt haben. Sie werden solches corps- oder wenigstens divisionsweise einsenden.

Diejenigen Bundesglieder, welche zusammen eine Division bilden, werden sich unter einander über die Art der Musterung einverstehen, und, drei Monate nach Annahme der nähren Bestimmungen, ihre Anzeige hierüber an die Bundesversammlung machen.

Fünfter Abschnitt.

Mobilmachung des Bundesheeres.

§. 35.

Der Bund wird beschließen, ob von jedem Bundesstaate nur ein Theil des Contingents oder das Ganze zu stellen sei.

§. 36.

Wenn das Bundesheer ausrückt, wird von dem Oberfeldherrn für alle Contingente ein gemeinschaftliches Erkennungszeichen vorgeschrieben.

§. 37.

In Hinsicht der Bewaffnung, dann des Calibers der Gewehre und des Geschützes, soll in jedem Armeecorps eine solche Uebereinstimmung statt finden, daß die Munition der Artillerie, und vorzüglich jene der Feuergewehre, gegenseitig gebraucht werden könne.

§. 38.

Was zur ersten Ausrüstung an **Munition** für die Feldgeschütze erforderlich ist, zeigt (eine) Beilage — —.

Von diesem Munitionsbedarf werden zwei Drittheile dem Heere mit eigener Bespannung nachgeführt, das letzte Drittheil aber in Depots zur Abführung bereit gehalten, jedoch ohne Verbindlichkeit zu eigener Bespannung.

Diese Depots dürfen nicht über 24 Meilen von der ersten Aufstellung des Bundesheeres entfernt sein.

Der Munitionsbedarf für den Belagerungspark ist aus (einer) Tabelle — — ersichtlich.

§. 39.

Das **ärztliche Personale** für die Linie muß bei allen Contingenten unausgesetzt complet erhalten, nächstdem aber, im Falle des Krieges, auf den zehnten bis zwölften Theil der Stärke des Bundesheeres ein hinlängliches ärztliches und Hospital-Personale aufgenommen werden.

§. 40.

Die Vorräthe an Arzneien, Verband-Requisiten und Spital-Bedürfnissen sind auf den zehnten bis zwölften Theil der Stärke eines jeden Corps zu berechnen, und es muß hierbei die Hälfte für bewegliche Spitäler in Anschlag gebracht werden.

Ein eigenes Sanitäts-Reglement enthält übrigens auch über diese höchst wichtigen Gegenstände besondere und genaue Bestimmungen.

§. 41.

Bei jedem Armeecorps sollen so viele **Backöfen** mitgeführt werden, daß in 24 Stunden für den vierten Theil der Mannschaft Brod gebacken werden kann.

Das Bäckerpersonale, welches militärisch organisirt und bewaffnet werden soll, um nöthigenfalls für die Vertheidigung der Magazine verwendet werden zu können, muß so berechnet werden, daß auf jedes Tausend Mann vier Bäcker, mit Einschluß der Oberbäcker, kommen.

§. 42.

Die Transportmittel müssen bei jedem Armeecorps dergestalt eingerichtet sein, daß die Naturalverpflegung für die Mannschaft wenigstens auf vier Tage mitgeführt werden könne.

§. 43.

In Hinsicht der Waffenübungen und des Dienstreglements sollen, wenigstens in der Hauptsache, bei jedem Armeecorps gleiche Grundsätze beobachtet werden.

§. 44.

Unter den Officieren der verschiedenen Bundesstaaten bei Zusammenziehung der Contingente und im gemeinschaftlichen Dienste entscheidet über den Rang der Militärgrad und das Dienstalter.

Um jedoch in dieser Beziehung allen Inconvenienzen bei Vereinigung verschiedener Abtheilungen vorzubeugen, wird als Regel festgesetzt: daß nur

für eine Division ein General- oder Feldmarschall-Lieutenant;
für eine Brigade ein Generalmajor oder General-Feldwachtmeister;
für ein Infanterie-Regiment von 2 bis 3 Bataillons,
für ein Cavallerie-Regiment von 4 bis 8 Escadrons, dann
für 6 Batterien, ein Oberst;
für ein Infanterie-Bataillon von 4 bis 6 Compagnien,
für eine Cavallerie-Division von 2 Escadrons, dann
für 2 Batterien ein Oberstlieutenant oder Major;
für eine Compagnie oder Schwadron, und
für eine Batterie von 6 bis 8 Geschützen ein Hauptmann oder Oberlieutenant,

als Commandant zu ernennen ist.

Uebrigens bleibt es den Staaten unbenommen, ihren Officieren im eigenen Contingent einen beliebigen Dienstgrad zu ertheilen; bei Zusammenstoßung verschiedener Abtheilungen wird jedoch nicht auf diesen, sondern nur auf jenen Rücksicht genommen, der ihnen, zufolge obiger Bestimmungen, nach der Abtheilung, welcher sie vorstehen, zukommt.

Sechster Abschnitt.

Oberfeldherr.

§. 45.

Der Oberfeldherr wird jedesmal, wenn die Aufstellung des Kriegsheeres beschlossen wird, von dem Bunde in der engeren Versammlung erwählt.

Diese Stelle hört mit der Auflösung des Bundesheeres wieder auf.

§. 46.

In Fällen, wo man nur einen Theil des Bundesheeres zusammenzuziehen für nöthig erachtet, bleibt es der Beschlußnahme der Bundesversammlung vorbehalten, wegen des Oberbefehls besondere Verfügung zu treffen.

§. 47.

Der Oberfeldherr verhält sich zum Bunde, wie jeder commandirende General zu seinem Souverain; die Bundesversammlung ist daher seine einzige Behörde, welche mit ihm durch einen aus ihr gewählten Ausschuß in Verbindung steht.

§. 48.

Der Oberfeldherr wird von der Bundesversammlung in Eid und Pflicht des Bundes genommen; er erhält von derselben allein Vollmachten und Befehle, auch in besonderen Fällen specielle Instructionen; er erstattet an dieselbe seine Berichte unmittelbar.

§. 49.

Wenn der Oberfeldherr in Eid und Pflicht genommen ist, und seine allgemeine Instruction von der Bundesversammlung erhalten hat; so bleibt es ihm allein überlassen, den Operationsplan nach seiner Ansicht zu entwerfen, auszuführen und abzuändern, wie es die Umstände fordern.

Er ist durchaus nicht verbunden, diesen Plan vor der Ausführung irgend Jemand mitzutheilen, und es soll lediglich von seinem besonderen Vertrauen abhängen, wenn er die Hauptzüge desselben mit einem oder mehreren Generalen besprechen und berathen will.

§. 50.

Erst dann, wenn er nach getroffenen Einleitungen zur wirklichen Ausführung geschritten sein wird, ist er verpflichtet, der Bundesversammlung die Umrisse seines Operationsplans vorzulegen.

Er muß jedoch denselben auf das umständlichste schriftlich aufsetzen, damit für alle Zufälle, die ihn persönlich treffen können, so vorgesorgt sei, daß sein Nachfolger das Ganze vollständig einsehen und folgerecht verfahren könne.

§. 51.

Außer dem Oberfeldherrn wird von der Bundesversammlung auch ein Generallieutenant des Bundes gewählt. Diesem gebührt in allen Fällen, welche eine Stellvertretung im Obercommando des Heeres fordern, die zeitliche Verwesung der Oberfeldherrn-Stelle, mit ganz gleichen Rechten, wie die des Oberfeldherrn.

Sobald der bisherige Oberfeldherr das Obercommando wieder übernimmt, oder ein neugewählter in dasselbe eintritt, kehrt der Generallieutenant des Bundes in sein früheres Verhältniß zurück.

§. 52.

Als Generallieutenant des Bundes soll einer der Corpscommandanten gewählt werden, welcher jedoch, so lange nicht der Fall der Stellvertretung oder der Einberufung von Seiten des Oberfeldherrn statt findet, ohne Vorrecht vor den übrigen Corpscommandanten bei seinem Corps verbleibt.

§. 53.

Der Oberfeldherr hat die Befugniß, wegen Einstellung der Feindseligkeiten Uebereinkünfte abzuschließen, wenn dadurch große Vortheile zu erreichen sind, oder Gefahr auf dem Verzuge haftet. Er soll jedoch förmliche allgemeine Waffenstillstands-Verträge nur unter vorbehaltener Genehmigung des Bundes abschließen können.

§. 54.

Der Oberfeldherr kann über die Aufstellung, Bewegung und Verwendung der ihm anvertrauten Streitkräfte, auch die allenfalls nöthigen zeitlichen Detachirungen nach seinem Ermessen ver-

fügen, jedoch mit Beobachtung der festgesetzten Heereseintheilung, die er nie abändern darf, und der Beisammenhaltung der von Einem Staate gestellten Corps, in Fällen, wo diese ohne Nachtheil berücksichtigt werden kann.

Alle Detachirungen und solche Maasregeln, welche in die organischen Corpsverhältnisse eingreifen, können nur so lange dauern, als es militärische Rücksichten erfordern, und kein Corps darf hierdurch bis zu dem Grade geschwächt werden, daß es nicht mehr als selbstständiger Körper bestehen könnte.

§. 55.

Zu dem als Reserve aufzustellenden Armeecorps stoßen besonders zu bildende Cavallerie- und Artillerie-Massen, zu deren Bildung alle Armeecorps des Bundesheeres nach dem Verhältnisse ihrer Cavallerie und Artillerie beitragen.

Der Oberfeldherr kann zu diesem Behufe von jedem der ungemischten Armeecorps bis zu einem Fünftel, und von jedem gemischten Corps bis zu einem Sechstel der Cavallerie, ferner von jedem Armeecorps bis zu einer Batterie von acht Stücken Geschützes beordern.

Wenn durch vom Bunde genehmigte Einrichtungen, die Zahl der Reiterei eines Corps sich gegen den matrikularmäßigen Betrag mindert; so wird die Zahl, um welche sie vermindert wird, an dem Quantum abgezogen, welches detachirt werden kann.

§. 56.

Obige Bestimmung eines Maximums soll den Oberfeldherrn nicht hindern, für den Tag einer Schlacht, die Reserve durch Infanterie, Cavallerie und Artillerie einzelner Corps nach seiner Einsicht in so weit zu verstärken, als es die Schlagfertigkeit der einzelnen Corps gestattet.

§. 57.

Der Oberfeldherr hat das Recht, die Befehlshaber der aus den verschiedenen Corps herauszuziehenden Cavallerie- und Artillerie-Massen aus den Generalen des Bundesheeres nach seinem Ermessen zu ernennen.

§. 58.

Wenn schon die innere Einrichtung der Contingente, nach ihrem Ausrücken, auch im Kriege den einzelnen Bundesstaaten überlassen bleibt; so ist doch der Oberfeldherr befugt, die Mannschaft sowohl, als das Materielle der verschiedenen Contingente zu mustern, zu Hebung allenfallsiger Mängel, welche auf die Schlagfertigkeit Einfluß nehmen können, sich an die betreffende Regierung zu wenden, und, wenn er es für nöthig hält, auch deswegen Anträge bei der Bundesversammlung zu machen, welche ohne Verzug, mit Anwendung der über die Kriegsverfassung aufgestellten Grundsätze, darüber einen Beschluß fassen und für dessen Ausführung Sorge tragen wird.

§. 59.

Die Bestimmung der Militärstraßen, die Anlage von Hospitälern und Magazinen, so wie die Bezeichnung der Verpflegsbezirke der Corps, und überhaupt aller Maasregeln zur Sicherstellung der Armeebedürfnisse und der Wohlfahrt des Heeres, sind dem Oberfeldherrn, mit Beachtung der Eigenthumsrechte, und unter dem nöthigen Benehmen mit den Landescommissarien, lediglich zu überlassen.

§. 60.

Der Oberfeldherr kann die Individuen, welche sich auszeichnen, ihren Landesherren zur Belohnung empfehlen.

§. 61.

Um in den Felddienst des Bundesheeres die nöthige Uebereinstimmung zu bringen, hat der Oberfeldherr das Recht, darüber Bestimmungen durch Armeebefehle zu erlassen, so weit solche für das Allgemeine nothwendig sind, und nicht in die innere Einrichtung der Corps eingreifen.

§. 62.

Damit den Bundesstaaten über die gleichmäßige Behandlung aller Theile des Bundesheeres volle Beruhigung verschafft werde; so wird aus dem Generalstabe derselben für jedes Armeecorps ein höherer Officier in das Hauptquartier abgesendet, dem bei dem Oberfeldherrn und allen übrigen Chefs freier Zutritt gebührt, um

mit demselben über die Angelegenheiten des Corps sich zu benehmen und dessen Interesse zu vertreten.

§. 63.

Bei den combinirten Corps kann diesem höheren Officiere noch ein anderer von niederem Range von jeder Division beigegeben werden, um die einzelnen Divisionen in demselben Corps zu vertreten.

§. 64.

Diese höheren Officiere sind die Organe zwischen dem Oberfeldherrn und den einzelnen Regierungen sowohl, als den betreffenden Corps.

Dem Oberfeldherrn ist jedoch in besonderen Fällen, wo er es räthlich findet, frei gestellt, sich unmittelbar an die Regierungen zu wenden, und, wie es sich von selbst versteht, alle Ausfertigungen, welche auf die Operationen Bezug haben, durch die ihm untergebenen Stellen, eben so an die Corps zu erlassen.

§. 65.

Der Bundesfeldherr kann nicht zugleich Befehlshaber irgend einer Heerabtheilung sein.

Ueberhaupt kann kein General zugleich das unmittelbare Commando über eine höhere und eine niedere Abtheilung führen.

Mit dem Antritt eines jeden höheren Wirkungskreises wird der niedere an den nächstfolgenden im Range in derselben Heerabtheilung in der Zwischenzeit abgetreten.

§. 66.

So wie der Oberfeldherr mit ausgedehnter Vollmacht, durch nichts beengt, mit Kraft und Nachdruck seine Beschlüsse verfolgen kann, so ist er auch für fehlerhafte Entwürfe oder Irrthümer in großen Combinationen dem Bunde persönlich verantwortlich.

Der Bund kann ihm einem Kriegsgerichte unterwerfen, welches aus

Einem Feldmarschall, General der Infanterie oder Cavallerie, als Präsidenten, von der Bundesversammlung gewählt;

zwei Feldzeugmeistern oder Generalen
der Infaterie oder Cavallerie, } aus dem Bundesheere
zwei Generallieutenanten, } dazu commandirt.
zwei Generalmajoren,
einem Generalauditör, von dem Staate des Oberfeldherrn;
einem Defensor, von dem Oberfeldherrn selbst gewählt,
bestehen soll, und, nach Untersuchung des Thatbestandes, ihn nach dem Gesetzbuche desjenigen Staates, zu dem er gehört, zu richten hat.

Von den als Beisitzer zu diesem Kriegsgerichte bestimmten sechs Generalen ist einer von Oesterreich, einer von Preußen, einer von Baiern und einer von jedem der drei gemischten Armeecorps zu commandiren.

Die Commandirung geschieht auf Einladung der Bundesversammlung an die betreffenden Staaten.

Siebenter Abschnitt.

Corpscommandanten.

§. 67.

Die Befehlshaber der ungemischten Corps erhalten diejenigen Rechte, welche der Souverain, dessen Corps sie befehligen, in Uebereinstimmung mit den angenommenen Grundsätzen der Bundes-Kriegsverfassung, ihnen zu ertheilen für gut findet.

Was aber die Befehlshaber der zusammengesetzten Corps betrifft; so treten dabei folgende Grundsätze in Anwendung (§. 68 bis 75).

§. 68.

Die zusammengesetzten Armeecorps werden jedes von einem General befehligt, der aus denjenigen Staaten oder den Truppen derselben, deren Contingente das Armeecorps bilden, genommen werden soll.

§. 69.

Die Corpscommandanten können zwar die Eintheilung ihrer Armeecorps nicht ändern; allein sie sind befugt, zum Behufe

der ihnen übertragenen Operationen, alle augenblickliche Detachirungen vorzunehmen, welche der Dienst erfordert.

Die Bestimmung, welche Truppen sowohl zu diesen, als zu den von dem Oberfeldherrn verfügten Entsendungen verwendet werden sollen, bleibt den Corpscommandanten überlassen.

Der Oberfeldherr kann nur ausnahmsweise in besondern und dringenden Fällen direct darüber verfügen. Er hat jedoch den betreffenden Corpscommandanten gleichzeitig davon in Kenntniß zu setzen, und solche Detachirungen nicht contingentweise, sondern nach den bestehenden Unterabtheilungen der Corps in Divisionen, Brigaden, Regimenter u. s. w. zu verfügen.

§. 70.

Die Corpscommandanten haben im Dienste der einzelnen Contingente eine verhältnißmäßige Gleichheit unter diesen zu beobachten.

§. 71.

Die Corpscommandanten haben das Recht, die unter ihren Befehlen stehenden Corps sowohl in Beziehung auf die Mannschaft, als auf das Materiell eben so zu mustern, wie der Oberfeldherr.

§. 72.

Zur Erhaltung der inneren Ordnung können sie die ihnen zu Gebote stehenden polizeilichen Mittel verwenden, und alle ihre Untergebenen wegen militärischer Vergehen in Arrest nehmen und provisorisch suspendiren.

Jede Untersuchung und Aburtheilung muß aber den betreffenden Militärgerichten überlassen und dem Corpscommandanten die Abschrift aller Urtheilssprüche über diejenigen Vergehen mitgetheilt werden, deren Untersuchung er veranlaßt hat.

§. 73.

Den Corpscommandanten steht das Recht zu, Individuen, welche sich besonders auszeichnen, dem Oberfeldherrn und den betreffenden Regierungen zu empfehlen.

§. 74.

Die Corpscommandanten haben das Recht, sich den Chef ihres Generalstabes, ihren Generaladjutanten und eine hinlängliche

Anzahl Officiere des Generalstabes unter den Officieren derjenigen verschiedenen Staaten auszuwählen, deren Contingente das Corps bilden, und sich diese von den betreffenden Regierungen zu erbitten.

Die Beamten der Verwaltungszweige und übrigen Anstalten werden von denjenigen Staaten gewählt, deren Contingente zusammen das Armeecorps bilden.

§. 75.

Die an den combinirten Corps und Divisionen theilhabenden Staaten werden sich unter einander sowohl über die Art und Weise der Wahl der Corps= und Divisions=Commandanten, als auch über die Einrichtung des Generalstabes und der übrigen Verwaltungszweige, vereinigen, und diese Uebereinkunft, drei Monate nach Annahme der zweiten Abtheilung der „näheren Bestimmungen", der Bundesversammlung anzeigen.

Da, wo sie sich nicht vereinigen können, wird die Bundesversammlung vermittelnd einwirken und nöthigenfalls entscheiden.

§. 76.

Wenn der Befehlshaber eines gemischten oder ungemischten Armeecorps sich durch den Oberfeldherrn in Rechten des Corps oder der dasselbe bildenden Contingente, die er zu vertreten hat, verletzt glaubt; so hat er davon die Anzeige an die Regierung des betreffenden Bundesstaates zu machen, welche sodann seine Beschwerde der Bundesversammlung vorlegen kann.

§. 77.

Glaubt ein Corpscommandant aber, daß ihm in seinen persönlichen Rechten zu nahe getreten worden; so kann er eine unparteiische Untersuchung fordern. Ist die Veranlassung von der Art, daß Corpscommandanten durch Eingriffe des Oberfeldherrn in ihre Rechte oder durch sonstige Willkührlichkeiten gegründete Beschwerden zu haben glauben, und deshalb eine Untersuchung gegen den Oberfeldherrn fordern; so sind die Corpscommandanten berechtigt, sich auf dem Dienstwege durch den Oberfeldherrn von der Bundesversammlung ein Kriegsgericht zu erbitten.

Diese wird sodann drei Bundesstaaten wählen, welche zu dem niederzusetzenden Kriegsgerichte — ähnlich jenem für den Oberfeld=

herrn bestimmten — die nöthigen Officiere nebst dem Auditör zu commandiren haben.

Alle andern Untersuchungen, welche die Corpscommandanten, etwa durch Beschwerde gegen einander oder gegen ihre Untergebenen veranlaßt, wünschen sollten, können nur bei dem Oberfeldherrn im gewöhnlichen Dienstwege nachgesucht und von ihm die diesfallsigen Kriegsgerichte angeordnet werden.

§. 78.

Die Verhältnisse der Befehlshaber der zusammengesetzten Divisionen und Brigaden sind in ihrem Wirkungskreise denen der Corpscommandanten analog.

Achter Abschnitt.

Bildung des Hauptquartiers.

§. 79.

Die Geschäfte des Hauptquartiers zerfallen in zwei Hauptabtheilungen:

in die Leitung des Heeres im Allgemeinen, und

in die Leitung besonderer Zweige.

Die erste enthält:

1. die Leitung der Operationen und Bewegungen,
2. die Evidenthaltung und Ergänzung des Standes, den inneren Dienst,
3. die ökonomische Leitung, die Pflege und Wartung des Heeres.

Die zweite:

1. die Artilleriedirection,
2. die Geniedirection,
3. die Heerespolizei.

§. 80.

Die Geschäfte der ersten Abtheilung führen die Generalquartiermeister, der dirigirende Generaladjutant, der Generalintendant; die der zweiten, die der General-Genie-, der General-Artillerie-Director und der Chef der Heerespolizei — sämmtlich in gleichen Dienstverhältnissen und in Gemäßheit der vom Oberfeldherrn erhaltenen Befehle.

§. 81.

Der Oberfeldherr hat das Recht, sich den Generalquartiermeister, den dirigirenden Generaladjutanten, den Generalauditor, und den dirigirenden Arzt zu wählen, auch seinen Generalstab selbst zu bestellen.

Der Generallieutenant des Bundes, die Directoren des Artillerie- und Genie-Wesens, der Chef der Heerespolizei, und der Generalintendant, mit den ihm zunächst untergebenen Vorständen der Verwaltungszweige, werden von dem Bunde, welcher auf die Vorschläge des Oberfeldherrn die geeignete Rücksicht nehmen wird, gewählt und in Pflicht genommen.

§. 82.

Der Oberfeldherr wird, sobald er den Oberbefehl des Heeres übernommen hat, sämmtliche im Hauptquartiere angestellte Officiere und Beamte, welche nicht bereits von der Bundesversammlung selbst vereidet sind, im Namen und aus Auftrag derselben, in Eid und Pflichten des Bundes nehmen.

§. 83.

Der Oberfeldherr unterzeichnet alle Befehle, welche an die verschiedenen Zweige und Abtheilungen ausgefertigt werden. Nur ausnahmsweise und in dringenden Fällen können die betreffenden Referenten, jeder in seinem Fache, im Namen des Oberfeldherrn Weisungen unterzeichnen, welche indessen jedesmal an die Corpscommandanten und nie an die denselben untergeordnete Zweige gerichtet sein müssen.

§. 86.

Der Oberfeldherr, welcher für die Dauer des ihm übertragenen Befehls nur im Dienste des Bundes steht, bezieht auch nur von diesem seinen Gehalt und alle sonstigen Emolumente. Die übrigen im Hauptquartier und bei der Intendanz angestellten Individuen erhalten zwar ihre gewöhnliche Gage, Besoldung, Löhnung und Naturalverpflegung — nach dem Range, welchen sie im Dienste des Bundesstaates einnehmen, zu welchem sie gehören — von diesen Bundesstaaten. Dagegen aber werden alle übrigen Unkosten, die aus der Zusammensetzung des Hauptquartiers und der Intendanz hervorgehen, aus der Kriegscasse bestritten, nämlich

1. die Tafelgelder und außerordentlichen Zulagen an Geld und Naturalien für das gesammte Personale des Hauptquartiers und der Intendanz,
2. der Aufwand für die verschiedenen Canzleien jener Zweige und für ihren Transport,
3. die geheimen Auslagen für Kundschaften u. s. w.
4. die Besoldung und Verpflegung aller im Hauptquartier angestellten Individuen, die nicht zu einem oder dem andern Contingente des Bundesheeres gehören.

§. 85.

Die einzelnen, von der Bundesversammlung zu ernennenden Chefs, so wie die übrigen Chargen im Hauptquartier, können aus den verschiedenen Bundesstaaten im Sinne des §. 81 der Grundzüge gewählt werden.

Die diesen Individuen in Folge ihrer bundesgemäßen Anstellung zukommenden Gebühren sind in dem Verpflegungsreglement enthalten, gleichwie der Wirkungskreis der letzteren, nämlich der Chargen, im Dienstreglement näher bezeichnet ist.

Neunter Abschnitt

Verpflegung.

§. 86.

Sobald die Contingente des Bundesheeres unter die Befehle des Oberfeldherrn treten, geschieht die Verpflegung derselben nach den Vorschriften des für das Bundesheer entworfenen Verpflegungsreglements, welches zugleich die Instructionen für die verschiedenen Verpflegungsreglements enthält.

Zehnter Abschnitt.

Gerichtsbarkeit.

§. 87.

Die Gerichtsbarkeit steht in der Regel den Befehlshabern der Corps, Divisionen, Brigaden und Regimentern zu.

§. 88.

Die Bundesstaaten werden die Grenzen der Gerichtsbarkeit bestimmen, welche sie den Commandanten ihrer Corps, Divisionen und Contingente übertragen wollen, und hierbei bedacht sein, die Befugniß in der möglichsten Ausdehnung zu ertheilen.

§. 89.

Jeder im Hauptquartier angestellte Officier und Civilbeamte eines Bundesstaates, und jedes von den verschiedenen Contingenten demselben zugetheilte Individuum, gehört unter die Gerichtsbarkeit des betreffenden Corps oder der Division.

In Fällen, wo ein gerichtliches Verfahren über ein solches Individuum nothwendig werden sollte, kann der Oberfeldherr nach Befinden durch den Auditor des Hauptquartiers solches über die begangenen Vergehen summarisch instruiren lassen. Dann aber müssen die Angeklagten, nebst den Untersuchungsacten, an ihre gerichtliche Behörde zur Aburtheilung abgeliefert werden.

Diese Bestimmungen haben auch für die Individuen, welche in den Hauptquatieren der Armeecorps angestellt sind, ihre analoge Anwendung zu finden.

§. 90.

Diejenigen Militär- und Civil-Bevollmächtigte, welche zum Hauptquartier abgeordnet sind, und nicht unter der Gerichtsbarkeit der Corps stehen, können nur bei solchen Verbrechen, wo Gefahr bei dem Verzuge statt fände, jenem summarischen Verhöre unterliegen, und müssen dann zur Aburtheilung an die betreffenden Behörden abgeliefert werden.

Wenn die Verhaftung eines solchen Abgeordneten nothwendig geworden, so wird der Oberfeldherr den entsprechenden Corpscommandanten unverzüglich zur Absendung eines provisorischen Bevollmächtigten auf so lange in das Hauptquartier einladen, bis von dem (den) betreffenden Staate (Staaten) eine neue definitive Ernennung für diesen Platz ergangen ist.

§. 91.

Diejenigen Individuen, welche durch freie Uebereinkunft und Annahme dem Hauptquartiere folgen, so wie auch alle Fremde,

Kriegsgefangene u. s. w., stehen unter der Gerichtsbarkeit des Hauptquartiers, und werden nach den Gesetzen desjenigen Staates gerichtet, von welchem der Oberfeldherr ist.

§. 92.

Der Oberfeldherr hat das Recht, alle Befehlshaber des Heeres zu suspendiren, jeden Untergebenen verhaften zu lassen, und gerichtliche Untersuchung über sie bei ihren Behörden zu veranlassen; auch in Fällen, wo Gefahr mit dem Verzuge verbunden wäre, ein summarisches Verhör derselben anzuordnen.

Bei den gemischten Armeecorps haben sich die betheiligten Staaten über die Bestimmung des Gerichtsstandes des Corpscommandanten, der Divisionärs und Brigadiers zu vereinigen.

§. 93.

Gegen das Verbrechen des Meineides, des Verraths, der Feldflüchtigkeit und der Insubordination werden im Bundesheere durch besondere Kriegsartikel Strafbestimmungen getroffen, welche dem gesammten Kriegsheere als gleichförmiges Gesetz gelten sollen.

§. 94.

Die in den Kriegsartikeln nicht genannten Verbrechen und Vergehen werden nach den bei den Contingenten der einzelnen Staaten gültigen Gesetzen beurtheilt.

§. 95.

Der Oberfeldherr kann das Standrecht, nämlich den summarischen, außerordentlichen Proceß, gegen Militärs in allen jenen außerordentlichen Fällen anordnen, in welchen schnelle Bestrafung des Beispiels wegen nöthig wird, und in den Gesetzen der verschiedenen Bundesstaaten nicht ohnehin schon das Standrecht festgesetzt ist.

§. 96.

Eben so hat der Oberfeldherr das Recht, das Martialgesetz, das heißt, das summarische peinliche Verfahren gegen den Bürger in Feindeslande zu verkünden, und in Folge dessen das Standrecht anzuordnen. In den Bundesstaaten soll dies

jedoch nur nach gepflogenem Benehmen mit den betreffenden Regierungen und erhaltener Zustimmung derselben geschehen.

§. 97.

Zur Handhabung der Heerespolizei wird eine eigene Gendarmerie errichtet, deren Minimum auf Zwei vom Hundert der Reiterei angenommen, und welche Zahl in das Cavallerie-Contingent eingerechnet wird.

Das Reglement enthält die allgemeinen Bestimmungen über ihre Bildung und Dienstleistung.

Matrikel

des Deutschen Bundes,

nach den Beschlüssen der hohen Bundesversammlung in der drei und vierzigsten Sitzung vom Jahre 1818 und dritten Sitzung vom Jahre 1819.

Beilage 1, zu den näheren Bestimmungen, §. 1.

Bundesstaaten	Seelenzahl	Bundesstaaten	Seelenzahl
		Transport	29,162,413
Oesterreich . . .	9,482,227	Oldenburg . . .	217,769
Preußen	7,923,439	Anhalt=Dessau .	52,947
Sachsen	1,200,000	— Bernburg.	37,046
Baiern	3,560,000	— Cöthen .	32,454
Hannover . . .	1,305,351	Schwarzb. Sondersh.	45,117
Würtemberg . .	1,395,462	— Rudolstadt	53,937
Baden	1,000,000	Hohenzollern=Hech.	14,500
Kurhessen . . .	567,868	Liechtenstein . .	5,546
Großherzogth. Hessen	619,500	Hohenzollern=Sigm.	35,560
Holstein	360,000	Waldeck	51,877
Luxemburg . . .	255,628	Reuß, ältere Linie	22,255
Braunschweig . .	209,600	— jüngere Linie	52,205
Mecklenb.=Schwerin	358,000	Schaumburg=Lippe	24,000
Nassau	302,769	Lippe=Detmold .	69,062
Sachsen=Weimar .	201,000	Hessen=Homburg .	20,000
— Gotha .	185,682	Lübeck	40,650
— Coburg .	80,012	Frankfurt . . .	47,850
— Meiningen	54,400	Bremen	48,500
— Hildburghaus.	29,706	Hamburg . . .	129,800
Mecklenburg=Strelitz	71,769		
Latus	29,162,413	Summe	30,163,488

Uebersicht zur Zusammenstellung der streitbaren Mannschaft des Bundesheeres, nach

Armeecorps	Bundesstaaten	Seelenzahl	Das gewöhnliche Contingent = $\frac{1}{100}$ der Bevölkerung beträgt
1 2 3	Oesterreich	9,482,227	94,822
4 5 6	Preußen	7,923,439	79,234
7	Baiern	3,560,000	35,600
8	Würtemberg	1,395,462	13,955
	Baden	1,000,000	10,000
	Großherzogthum Hessen .	619,500	6,195
	Hohenzollern=Hechingen	14,500	145
	Liechtenstein	5,546	55
	Hohenzollern=Sigmaringen	35,560	356
	Hessen=Homburg . . .	20,000	200
	Frankfurt	47,850	479
	Summen	3,138,418	31,385
9	Königreich Sachsen . .	1,200,000	12,000
	Kurhessen	567,868	5,679
	Luxemburg	255,628	2,556
	Nassau	302,769	3,028
	Weimar	201,000	2,010
	Gotha	185,682	1,857
	Koburg	80,012	800
	Meiningen	54,400	544
	Hildburghausen . . .	29,706	297
	Dessau	52,947	529
	Bernburg	37,046	370
	Köthen	32,454	325
	Sondershausen	45,117	451
	Rudolstadt	53,937	539
	Reuß ältere Linie . . .	22,255	223
	Reuß jüngere Linie . .	52,205	522
	Summen	3,173,026	31,740
10	Hannover	1,305,351	13,054
	Holstein	360,000	3,600
	Braunschweig	209,600	2,096
	Mecklenburg=Schwerin .	358,000	3,580
	Mecklenburg=Strelitz .	71,769	718
	Oldenburg	217,769	2,178
	Waldeck	51,877	519
	Lippe=Schaumburg . .	24,000	240
	Lippe=Detmold	69,062	691
	Lübeck	40,650	407
	Bremen	48,500	485
	Hamburg	129,800	1,298
	Summen	2,886,378	28,866
	Totalsummen	30,163,488	301,637

den in den näheren Bestimmungen gegebenen Vorschriften. (Beilage 2, §. 20.)

Dieses besteht aus					
Infanterie			Cavallerie $=\frac{1}{8}$ des Contingents	Artillerie u. streitbare Tränmannschaft = 36 Mann auf 1 Stück, auf 1000 Mann 2 St.	Pionniers u. Pontoniers, $=\frac{1}{100}$ des Contingents
Jäger, Büchsen- od. Scharfschützen, $=\frac{1}{20}$ der Infanterie	Linien-Infanterie	in Summe beider			
3,675	69,826	73,501	13,546	6,827	948
3,071	58,347	61,418	11,310	5,705	792
1,380	26,215	27,595	5,086	2,563	356
541	10,275	10,816	1,994	1,005	140
388	7,363	7,751	1,429	720	100
240	4,562	4,802	885	446	62
6	107	113	21	10	1
2	40	42	8	4	1
14	261	276	51	26	4
8	147	155	29	14	2
19	353	372	68	34	5
1,218	23,108	24,326	4,485	2,259	315
465	8,837	9,302	1,714	864	120
220	4,182	4,402	811	409	57
99	1,882	1,981	365	184	26
117	2,230	2,347	433	218	30
78	1,480	1,558	287	145	20
72	1,367	1,439	265	134	19
31	589	620	114	58	8
21	401	422	78	39	5
12	219	231	42	21	3
21	389	410	76	38	5
14	272	286	53	27	4
13	240	253	46	23	3
18	332	550	64	32	5
21	397	418	77	39	5
9	164	173	32	16	2
20	384	404	75	38	5
1,231	23,365	24,596	4,532	2,285	317
506	9,612	10,118	1,865	940	131
140	2,651	2,791	514	259	36
81	1,544	1,625	299	151	21
139	2,636	2,775	511	258	36
28	528	556	103	52	7
84	1,694	1,604	311	157	22
20	383	403	74	37	5
9	178	187	34	17	2
27	508	535	99	50	7
16	300	316	58	29	4
19	357	376	69	35	5
50	957	1,007	185	93	13
1,119	21,258	22,377	4,122	2,078	289
11,694	222,119	233,813	43,090	21,717	3,017

Eintheilung des deutschen

Armeecorps	Diese formiren: Divisionen	Diese formiren: aus den Contingenten nachstehender Bundesstaaten	Das gewöhnliche Contingent für das Bundesheer besteht aus: Mann = $\frac{1}{100}$ der Bevölkerung	Das gewöhnliche Contingent für das Bundesheer besteht aus: Geschütz = 2 Stück auf je 1000 Mann
1	1 2			
2	1 2	Oesterreich	94,822	191
3	1 2			
4	1 2			
5	1 2	Preußen	79,234	160
6	1 2			
7	1 2	Baiern	35,600	72
	1	Würtemberg	13,955	28
	2	Baden	10,000	21
		Großherzogthum Hessen	6,195	
8		Hohenzollern=Hechingen	145	
		Liechtenstein	55	15
	3	Hohenzollern=Sigmaringen	356	
		Hessen=Homburg . . .	200	
		Frankfurt	479	
		Königreich Sachsen . .	12,000	
		Gotha	1,857	
		Koburg	800	
	1	Meiningen	544	33
		Hildburghausen . . .	297	
		Reuß ältere Linie . .	223	
9		Reuß jüngere Linie . .	522	
		Kurhessen	5,679	
		Luxemburg	2,556	
		Nassau	3,028	
		Weimar	2,010	
	2	Dessau	529	31
		Bernburg	370	
		Köthen	325	
		Sondershausen . . .	451	
		Rudolstadt	539	
		Hannover	13,054	
		Braunschweig	2,096	
	1	Waldeck	519	34
		Lippe=Schaumburg . .	240	
10		Lippe=Detmold . . .	691	
		Holstein	3,600	
		Mecklenburg=Schwerin	3,580	
		Mecklenburg=Strelitz .	718	
	2	Oldenburg	2,178	26
		Lübeck	407	
		Bremen	485	
		Hamburg	1,298	
		Totalsummen	301,637	

Bundesheeres. (Beilage 3, §. 23.)

Nach den in den näheren Bestimmungen gegebenen Vorschriften über das Verhältniß der verschiedenen Waffengattungen zählt

die Division					das Armeecorps							
Infanterie		Cavalerie	Artillerie und streitbare Train-Mannschaft	Pionniers und Pontoniers	Infanterie		Cavalerie	Artillerie und streitbare Train-Mannschaft	Pionniers und Pontoniers	Geschütz		
Jäger	Linien-Infanterie				Jäger	Linien-Infanterie				Haubitzen 7pf.	Canonen 6pf.	Canonen 12pf.
					3,675	69,826	13,546	6,827	948	48	96	48
					3,071	58,347	11,319	5,705	792	40	80	40
					1,380	26,215	5,086	2,563	356	18	36	18
541	10,275	1,994	1,995	140								
388	7,363	1,429	720	100								
					1,218	23,108	4,485	2,259	315	16	32	16
289	5,470	1,062	534	75								
630	11,961	2,320	1,170	162								
					1,231	23,365	4,532	2,285	317	16	32	16
601	11,404	2,212	1,115	155								
643	12,225	2,371	1,195	166								
					1,119	21,258	4,122	2,078	289	15	30	15
476	9,033	1,751	883	123								
					11,694	222,119	43,090	21,717	3,017	153	306	153

Gedruckt bei Ferd. Nietack, hinter der Garnisonkirche No. 1 in Berlin.

Bei dem unterzeichneten Verleger sind erschienen und durch alle Buchhandlungen Deutschlands zu beziehen.

Allotrien zur Unterhaltung in Feierstunden von S. Ch. M. Jeder. (Freimaurer Lectüre). 1¼ Thlr.

Eine Anticritik, aber nicht vom getadelten Verfasser. Die Streit-Schriften über das liturgische Recht betreffend. ⅛ Thlr.

Das teutsche Staats-Recht. Ein Handbuch zum Gebrauche academischer Vorlesungen, vom Geheimen Rath Schmalz. 2⅓ Thlr.

Ueber die wahre Stelle des liturgischen Rechts im evangelischen Kirchenregiment. Prüfung der Schrift: Ueber das liturgische Recht der evangelischen Landesfürsten, vom Dr. Ph. Marheineke. 5/12 Thlr.

Zur Gedächtnißfeier der Entschlafenen, von Dr. Fried. Ehrenberg. Beilage zu des Verfassers Schrift: Für Frohe und Trauernde. 1⅓ Thlr.

Grundsätze über die Bedeckung und Urbarmachung des Flugsandes, oder vielmehr der Sandschellen, vom Amtsrath F. A. Hubert. Eine von der Königl. Märkischen ökonomischen Gesellschaft zu Potsdam gekrönte Preisschrift. Mit einer Abbildung. 1¼ Thlr.

Unter der Presse:

Praktischer Wegweiser zur Selbsterlernung des regelmäßigen militärischen Aufnehmens und des Krokirens auf dem Felde selbst, sowohl mit dem Meßtische, als mit dem Reflektor und der Patent-Beussole; ein für das Selbststudium nothwendiges Hülfsbuch, welches mehrere ganz neu erfundene und noch nirgends beschriebene Werkzeuge erklärt, von Dr. Friedr. Netto.

J. H. Cawitzel.

Bayerische StaatsBibliothek

Münchener DigitalisierungsZentrum Digitale Bibliothek

Schmalz, Theodor <<von>>,

Grundgesetze des teutschen Bundes

Berlin 1825

J.publ.g. 716 t
urn:nbn:de:bvb:12-bsb10561198-9